

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
OBLIGATIONS NATURELLES
ET LES DEVOIRS MORAUX
COMME NOTIONS INDÉPENDANTES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le Lundi 23 Mai 1921, à 2 heures

PAR

Nicolas G. VRABIESCO

Président : M. HÉMARD, Professeur
Suffragants } MM. DEMOGUE, Professeur
RIPERT, Agrégé



PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

—
1921

Thèse
Paris
1921.

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552828_0047

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
OBLIGATIONS NATURELLES
ET LES DEVOIRS MORAUX
COMME NOTIONS INDÉPENDANTES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le Lundi 23 Mai 1921, à 2 heures

PAR

Nicolas G. VRABIESCO



Président : M. HÉMARD, Professeur
Suffragants } *MM. DEMOGUE, Professeur*
 RIPERT, agrégé



PARIS
JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS
15, Rue Racine, 15

—
1921

*12202

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES
OBLIGATIONS NATURELLES
ET LES DEVOIRS MORAUX
COMME NOTIONS INDÉPENDANTES

INTRODUCTION

Dans la présente thèse, nous essayons de démontrer que les notions d' « Obligation naturelle » et de « devoir moral » sont profondément différentes. On pourrait croire, d'abord, que la séparation qu'on fait entre ces deux espèces n'a qu'un intérêt théorique, mais dès qu'on envisage les situations et les conséquences pratiques qui se présentent souvent devant les tribunaux, la question paraît sous un jour beaucoup plus intéressant.

Il aurait fallu, avant d'étudier l'obligation naturelle et le devoir moral en tant que notions indépendantes, nous attacher à l'étude des questions qui se rattachent étroitement à ce sujet, mais qui, dépassant les frontières du droit positif, forment l'objet des recherches purement spéculatives. C'eût été nous entraîner dans des questions trop vastes, c'est pourquoi nous nous bornons

à renvoyer le lecteur aux divers ouvrages cités, où il est question du droit naturel et du droit idéal (1). C'est ce « richtiges Recht », selon la formule de Stammler « qui doit inspirer les décisions du politique, homme d'Etat, législateur ou administrateur, appelé à fixer les cadres du droit formel » (2).

C'est le droit abstrait, issu de la pensée et applicable à une société idéale. Mais pour pouvoir appliquer ce droit idéal, il faudrait en premier lieu avoir une société idéale à laquelle on devrait l'appliquer. Comme cette société idéale n'existe pas, par ce fait, le droit idéal ne peut être que l'objet de considérations spéculatives, et, quoique ayant un rapport étroit avec notre sujet, ne sera pas particulièrement étudié.

Au contraire, la question que nous étudions, et qui consiste à dégager ces deux notions l'une de l'autre, et à leur donner une vie propre et indépendante, nous conduit à l'étude approfondie de l'obligation naturelle et du devoir moral.

Pour se rendre bien compte de ce qu'est une obligation naturelle, nous avons cru nécessaire de remonter jusqu'aux origines, puis la suivre à travers les temps

1. Voyez surtout le livre de M. René Demogue, *Les notions fondamentales du dr. privé*. Dans le premier chapitre: « La notion du droit », il est traité d'une manière philosophique et savante du droit idéal et de toutes les questions s'y rattachant, et les œuvres de Stammler magistralement analysées par M. Fr. Geny dans son livre *Science et technique*, t. II, p. 126-190 où il est parlé du *droit juste* (rechtiges recht) dont la pensée fondamentale est « l'idéal social ».

2. Idée qui domine l'ensemble des travaux de Stammler. Voyez M. Fr. Geny, *Science et technique en droit privé positif*, tome II, p. 149.

jusqu'à nos jours. C'est l'objet des deux premiers chapitres. Dans le troisième chapitre, nous nous attachons à l'étude doctrinale, et aux applications pratiques de l'obligation naturelle.

Quelle est la nature et quelles sont les sources de cette obligation ? Ce sont là les questions qui font l'objet de ce chapitre.

Quant aux effets, nous ne nous y sommes pas attachés, car leur étude n'a pas trop grand intérêt pour le but que nous poursuivons.

Après avoir développé la notion de l'obligation naturelle, dans le chapitre IV, il sera parlé du devoir moral comme notion indépendante.

Mais avant de l'envisager sous son rapport juridique, nous avons analysé brièvement la pensée des principaux philosophes. Cette analyse nous a paru nécessaire, parce que, pris en lui-même, le devoir moral tient beaucoup plus au domaine de la morale qu'à celui de la législation.

Ensuite, pour faire ressortir la grande différence qui existe entre l'obligation naturelle et le devoir moral, nous procédons à l'examen de leurs conséquences. Ces conséquences étant extrêmement variées, il est logique d'en conclure que les causes qui les produisent doivent être d'une nature toute différente. C'est bien là la fin que nous poursuivons.

Il faut rappeler que la plus grande partie de la doc-

trine confond le devoir moral avec l'obligation naturelle. A notre avis, il convient, au contraire, de rapprocher, jusqu'à confondre même, l'obligation naturelle de l'obligation civile. Partant de là, on distinguerait deux groupes de rapports entre personnes : celui du devoir moral d'un côté; celui de l'obligation civile et naturelle, d'un autre côté. Le premier groupe, par la nature des devoirs qu'il englobe, sort du domaine du droit positif, car le droit positif n'a aucune autorité sur une question de conscience et de morale pure. Dès qu'il tombe sous des règles positives, il cesse par cela même d'être un devoir moral, pour devenir une obligation civile.

L'obligation naturelle peut théoriquement se confondre avec l'obligation civile, car les éléments qui les composent se retrouvent dans chacune d'elles. L'obligation naturelle comme l'obligation civile appartiennent au domaine du droit positif. C'est ce que Laurent (1) a exprimé dans les termes suivants : « Si l'obligation naturelle diffère par son essence du devoir moral, par contre elle est identique au fond avec l'obligation civile. »

Etant identique au fond à l'obligation civile, elle doit rentrer dans le même groupe que celle-ci. Pourquoi ne produit-elle pas les mêmes effets ? Parce que le législateur n'a pas jugé convenable de la sanctionner.

Est-ce à sa nature que ce défaut de sanction doit se

1. Tome XVII, p. 7. *Du Principe de dr. civil.*

rattacher, ou à une cause indépendante de sa nature ? C'est une question à laquelle il sera répondu dans les pages suivantes.

Après une longue confusion qui a régné dans cette matière, aujourd'hui on peut dégager la notion du devoir moral de l'obligation naturelle. La doctrine est encore très contradictoire.

La jurisprudence, elle aussi, est encore imprécise. Dans certains arrêts, comme on le verra, elle emploie les expressions de « obligation naturelle », de « devoir de conscience », ou de « obligation morale », d'une manière qui pourrait faire croire qu'elle commet elle aussi la confusion. D'autre part, certains arrêts emploient l'expression « obligation naturelle » comme synonyme d'obligation civile. Mais, d'après des arrêts plus précis, où les expressions sont employées dans leur exacte valeur juridique, nous pouvons conclure, que la confusion ne peut être qu'apparente, et qu'au fond, pour la jurisprudence, la grande différence qui existe entre ces deux notions est définitivement établie.

Avant de pénétrer dans l'étude de notre sujet, nous tenons à remercier le savant professeur M. Hémard, pour avoir contribué, par son cours de doctorat que nous avons soigneusement suivi en 1919-1920, au développement de notre esprit juridique, ainsi que pour les conseils qu'il nous a donnés comme président de thèse, et qui nous ont beaucoup guidé dans le présent ouvrage.

CHAPITRE PREMIER

Obligation naturelle et devoir moral en droit romain

Comme nous l'avons indiqué dans les pages consacrées à l'introduction, nous nous sommes proposé d'étudier les obligations naturelles, et d'essayer de dégager la notion du « devoir moral », qui, d'après la presque unanimité des auteurs, est assimilée aux obligations naturelles. Il faut pour cela connaître les origines de ces obligations.

Les obligations naturelles nous viennent directement du droit romain. La théorie en fut formée pendant la période classique. Avant cette période, la rigidité sévère du droit romain mettait obstacle à la formation de ces obligations dont le fondement est « l'*equitas* ». L'ancien droit romain n'était pas équitable; il était surtout formaliste. Rien n'était valable en dehors des formes. Plus tard, sous l'influence d'idées plus humaines, le droit romain dut sacrifier peu à peu de son formalisme pour céder à l'équité. Cette grande œuvre fut accom-

plie par le préteur. La réforme dura plus de deux siècles, et cette réaction contre la rigueur du formalisme avait à peine triomphé sous Julien, et ce n'est qu'à cette date que les jurisconsultes romains reconnurent l'existence d'une théorie des obligations naturelles qui s'était imposée, ainsi que Julien put l'écrire. « *Naturales obligationes non eo solo aestimantur si actio aliqua...* »

Il faut mentionner qu'en droit romain, les magistrats confondaient, eux aussi, comme les magistrats de nos jours, l'obligation civile avec l'obligation naturelle. « L'expression obligation naturelle désigne parfois une obligation munie d'action, l'obligation née du *mutuum*, par opposition à l'obligation née de la stipulation, qui est qualifiée obligation civile. Le mot *naturalis* se réfère ici au fait matériel de la remise des écus, fait qui est nécessaire pour la formation du contrat de prêt (1). »

Le fondement juridique de cette obligation est l'équité; *Vinculum aequitatis*, comme l'appelle Papinien (2). Donc, les Romains admettaient que l'*aequitas* à elle seule pouvait faire naître un *vinculum*.

Caractères et origines des obligations naturelles

A la différence de notre droit actuel, les Romains ne connaissaient que très peu de cas où il y avait des obli-

1. Cuj., *Institutiones juridicae des Romains*, t. II, p. 341, note 3.

2. D. XLVI, 3. 95. 4.

gations naturelles. La réforme qui se fit, sous l'influence de la révolution des idées, ne s'acheva pas. Les obligations naturelles furent créées, mais la liste en était très restreinte. A la fin du second siècle de l'ère chrétienne, il n'y avait que trois hypothèses où, incontestablement, apparaissaient les obligations naturelles. Ces cas étaient :

1^o L'OBLIGATION DE L'ESCLAVE (1). — L'esclave était une *res*; comme tel, il ne pouvait faire, dans l'ancien droit romain, aucun acte valable. Plus tard, on lui admit une certaine personnalité qui lui conférait une capacité réduite, celle de pouvoir s'obliger *naturaliter* dans le cas où il serait affranchi après avoir traité en temps d'esclavage.

2^o RELATIONS JURIDIQUES ENTRE DIFFÉRENTS MEMBRES DE LA MÊME « DOMUS ». — Entre les différents membres de la même *domus*, soumis à la même autorité paternelle, aucune créance n'était possible entre eux, ou à leur profit sur le *pater*. Beaucoup plus tard seulement, on admit pour eux aussi qu'ils seraient tenus *naturaliter* si, après avoir traité, les membres de la famille devenaient *sui juris*, par la disparition de l'autorité paternelle.

3^o OBLIGATION CIVILE APRÈS LA « CAPITIS DIMINUTIO » (2). — Dans ce cas, la personnalité juridique dispa-

1. D. 44. 7, fr. 14.

2. D. 12. 6, fr. 38.

raissait et l'obligation civile se transformait par là en obligation naturelle (1).

Dans ces trois hypothèses, l'obligation naturelle nous apparaît comme le résultat d'une réaction, que le nouveau droit, inspiré d'idées plus équitables, mena contre l'ancien droit purement formaliste. Cette réaction a eu pour effet direct de créer une certaine personnalité, là où l'ancien droit ne l'admettait pas. L'esclave, comme nous venons de voir, gagne une demi-capacité, jusqu'ici contestée avec ténacité; l'*alieni juris* peut s'obliger *naturaliter*, et celui qui était frappé par la *capitis diminutio*, restait obligé naturellement malgré cela. Le chemin une fois frayé, des nouveaux cas vinrent s'ajouter à la liste trop courte des obligations naturelles, et malgré la rigidité du droit romain qui s'opposait à outrance à n'importe quel élargissement, ces cas durent être admis. C'est ainsi que dans des situations déterminées, il naissait des obligations naturelles à la charge des incapables ci-dessous énumérés.

1° A la charge de l'impubère « *sui juris* », sorti de l'*infantia* qui a contracté sans son tuteur (2). Certains auteurs (3) contestent ce cas ou tout au moins prétendent que les jurisconsultes furent divisés à ce sujet. D'après un rescrit d'Antonin, il ne reste à la charge de l'impubère une obligation civile que jusqu'à con-

1. D. 4. 5. 2. 2.

2. D. 12. 2. 42.

3. M. Cuq, *Institutions*, p. 347, note 1.

currence de son enrichissement, et au delà il ne reste tenu que naturellement.

2° *La femme « sui juris » en tutelle* dans les mêmes hypothèses.

3° *Le mineur de vingt-cinq ans pourvu d'un curateur.*

4° *Le prodigue.* Pour lui la question est discutée (1).

5° *Le fils de famille à l'encontre du « senatus consultum macédonien. »*

Cette hypothèse spéciale, c'est le cas du fils de famille qui s'oblige à l'encontre du « senatus consultum macédonien ». Son engagement ne valait que comme obligation naturelle.

Dans ces derniers cas que nous venons d'énumérer, l'obligation naturelle a été créée pour donner une certaine validité à un acte de volonté, indépendamment des formes. Ce serait le point de contact avec les trois premiers cas, mais à la différence de ceux-ci, ils sont de date plus récente, et ce qui les différencie encore davantage, c'est que ces dernières obligations naturelles sont reconnues pour sanctionner une obligation prise par une personne capable de s'obliger en droit, mais incapable d'agir. Donc ici les obligations naturelles nous apparaissent comme une réaction contre l'incapacité d'agir, mais qui n'a pas été étendue à la femme qui voudrait intercéder pour autrui. Et c'est ainsi qu'il n'y

1. Audibert, *Etudes*, I, 266.

a aucune obligation naturelle à l'encontre du sénatus-consulte velléen (1).

Toute cette théorie de l'obligation naturelle a été créée pour pouvoir le plus possible élargir la personnalité juridique en dehors des cas où cette personnalité produisait des effets civils. Il y aurait encore d'autres situations génératrices d'obligations naturelles. Les auteurs sont en contradiction, et la plus grande partie de la doctrine est d'accord pour les repousser. Nous n'allons que les mentionner.

1° *L'inobservation des formes usitées pour la création d'un contrat.* — Quoiqu'aucun texte ne dise que le simple pacte engendre une obligation naturelle, il y a plusieurs décisions qui donnent lieu de croire que cette obligation a été admise au moins dans deux cas (2). Un texte d'Ulpien (3) nous dit que, dans le cas où les intérêts d'une somme prêtée n'ont pas été stipulés, il n'y a aucune action en justice pour les réclamer, mais une fois payés, il devient impossible de les répéter, car il a existé un *naturale debitum, quaedam ex pacto naturaliter debeantur* (4). Cet effet attaché au pacte a été reconnu sans difficulté par un grand nombre d'auteurs (5) mais une autre partie de la doctrine l'a rejeté (6).

1. D. 12 6, fr. 40.

2. M. Cuq, *Inst*, p. 347, note 5.

3. D. 46.3.5.2.

4. Savigny, *Le Dr. des oblig.*, t. I, p. 69.

5. Savigny, *op. cit.*

6. M. Cuq, *Inst.*, p. 347 et Hellman Z. S. St 13, 1892, p. 325-360,

Nous allons citer encore d'autres hypothèses d'où une obligation naturelle pourrait naître, mais ces cas sont tellement controversés qu'il paraît impossible de les admettre. Existe-t-il des obligations naturelles à la charge du :

1^o *Débiteur absous à tort par le juge* (1), ou

2^o *A la charge du débiteur dont la dette a été prescrite* (2) et encore

3^o *A la charge du débiteur qui grâce au bénéfice de compétence a été condamné seulement dans les limites de ses forces* (3) ?

4^o *Obligations annulées pour dol et violence.*

Il paraît que sur le sort de ces obligations il n'y a plus de controverse. Ces obligations ne laissent pas survivre des obligations naturelles, car « *Quod metus causa gestum erit, nullo tempore praetor ratum habebit* » (4). Quant à l'erreur, Savigny estime que les jurisconsultes n'étaient pas d'accord sur cette question, mais ce qui est certain, c'est que les conventions qui blessent les lois d'ordre public, étaient incapables de produire des obligations naturelles : « *Pacta, quae contra leges constitutionesque vel contra bonos mores fuerint nullam vim habere indubitati juris erit* » (5). »

admettent l'existence d'une oblig. nat., M Girard est contraire à cette opinion.

1. M. Girard refuse de l'admettre, M. Cuq est en sens contraire.

2. M. Girard refuse d'admettre.

3. M. Girard admet la survivance d'une obligation civile, p. 643.

4. D. 1.21.1.

5. *Codex de pactis*. L. 6.

Nous avons dit que les obligations naturelles nous apparaissent comme une réaction contre l'ancien droit civil. Une opinion isolée croit que cette théorie a été créée dans l'intérêt des étrangers. Il est vrai que les étrangers, eux aussi, pouvaient invoquer le bénéfice de ses obligations (1), mais on ne peut pas admettre qu'une institution si équitable ait été établie pour avantager des personnes, à l'égard desquelles on montrait une rigueur excessive.

Effet des obligations naturelles en droit romain

En droit romain, ces obligations produisaient les mêmes effets que les obligations civiles, hormis le droit d'action. Le principal c'est le paiement. Le débiteur qui a payé ne peut plus répéter, même s'il a payé par erreur, et par l'exécution de l'obligation, ce n'est pas une libéralité qu'il a faite, mais bien un acquittement.

L'obligation naturelle peut être l'objet d'une novation, et peut être garantie par une caution ou hypothèque. Ce qui est très important à savoir, c'est qu'elle est beaucoup plus efficace qu'en droit moderne, car il y a deux cas où le créancier, pour se faire payer, avait un moyen de contrainte, quoique par voie détournée, produisant ainsi des effets à l'encontre de la volonté du débiteur.

Premier cas : A partir de Marc-Aurèle, le débiteur civil pouvait opposer à son créancier, une créance natu-

1. Massol, *op. cit.*, p. 15.

relle, qu'il avait lui-même sur son créancier, débiteur naturel à son tour (1). C'est ainsi que par la compensation, le créancier naturel pouvait forcer son débiteur à l'acquitter.

Deuxième cas : se trouve, comme nous l'avons déjà dit, dans l'hypothèse où le débiteur s'était acquitté par erreur. Contrairement à ce qui se passe aujourd'hui, toute répétition lui était refusée. Il y a là encore, que la notion de contrainte y est largement.

Il faut ajouter qu'en droit romain toutes les obligations ne produisent pas toutes les mêmes effets. En principe, chacune ne produisait que les effets qui n'étaient pas incompatibles avec le motif qui a porté le législateur à lui refuser une sanction. La compensation était très rarement permise (2), et on ne pouvait garantir par gage, l'obligation qui survivait à l'absolution inique du débiteur (3).

Dans ces quelques pages, nous avons voulu démontrer les raisons qui firent créer la théorie des obligations naturelles, puis étudier un peu les sources et les effets, tels qu'ils étaient en droit romain. Les raisons, comme nous l'avons vu, doivent être cherchées dans l'organisation des pouvoirs à Rome. C'est le préteur qui, n'osant pas abroger les lois civiles, eut recours, pour satisfaire l'équité dont la force se faisait déjà sentir, à un terme moyen, en dénommant obligation naturelle celle

1. D. 16.2.6.

2. D. 16.2.6.

3. Cuq., p. 348, *op. cit.*

qui n'était pas conforme à l'ancien droit. Nous avons dit que cette œuvre du prêteur resta inachevée à cause du formalisme trop rigide des lois romaines, qui ne voulaient pas céder à l'équité. Cette lutte entre le formalisme et l'équité dura un grand nombre de siècles, jusqu'à ce que, à peine au second siècle de notre ère, la théorie des obligations naturelles, complètement créée, eût consacré la victoire de l'équité sur le formalisme.

A côté des obligations naturelles, il paraît que les Romains ont connu et distingué de celles-ci le devoir moral. Cette affirmation qui nous est très nécessaire au sujet de cette thèse, est basée sur l'autorité des docteurs les plus distingués. En réalité, « il faut donc se garder de confondre l'obligation naturelle avec l'obligation morale ou de conscience », car « il y a à Rome certains usages qui, sans avoir de sanction juridique, ont une sanction morale... (1), comme l'obligation pour une mère de doter sa fille, pour un affranchi de rendre à son patron des *operæ officiales* » (2). De même, si un parent a payé des frais funéraires, il ne peut plus répéter (3).

L'existence de l'obligation morale comme distincte de l'obligation naturelle est reconnue aussi par d'autres auteurs, que nous allons mentionner à l'instant. Outre

1. M. Cuq. *op. cit.*, p. 345 et note 6.

2. Dig. XII, 6. 32. 2 : La mère qui a constitué une dot à sa fille en se croyant obligée civilement ne peut plus répéter, car il subsiste une « *causa pietatis* » : *reliquitur pietatis causa, ex qua solutum repeti non potest*. Pour les *operæ officiales*. Dig. XII, 6. 26. 12.

3. Dig. XI, 7. 14. 7.

le grand nombre de romanistes qui admettent presque unanimement cette distinction (1). il y a aussi des raisons de déduction qui peuvent nous conduire à admettre que la distinction existait chez les Romains.

En réalité, si on admettait la confusion, il faudrait par cela admettre aussi que les premières comme les secondes seraient susceptibles de fidejussion, d'hypothèque et même de compensation, car Julien, dans la loi 7 de *fidejussoribus* dit : « *Quod enim solutum repeti non potest, conveniens, est hujus naturalis obligationis fidejussorem accipi posse.* » Julien n'a pas voulu confondre les obligations naturelles avec les devoirs moraux, et ce qui prouve cette affirmation c'est le *principium* de la loi 47 de *fidejussoribus*, dans lequel Papien expose que Julien déclarait qu'un fidejusseur ne pouvait accéder à l'obligation qu'avait souscrite celui qui a été déporté, sa personnalité ayant cessé d'exister. Sans doute, le fisc prenait ses biens à la charge d'acquitter ses dettes, mais il ne continuait pas sa personne (2). Julien s'occupe (3) d'une autre espèce qui n'est plus relative à une obligation naturelle, mais bien à un devoir moral, en s'exprimant de la sorte : « *Qui contra senatus consultum filio familias crediderit mortuo eo, fidejussorem a patre accipere non potest, quia neque civilem, neque honorariam adversus patrem actionem*

1. Machelard, *Des Oblig. nat.*, assimile ces deux notions.

2. Massol, *op. cit.*, p. XIV.

3. L. II. Dig. De *Fidejussoribus et mandatoribus*.

habet. Nec est ulla hereditas, cujus nomine fidejussores obligari possent. » Le père ne peut pas offrir un fidejusseur pour garantir la dette de son fils mort, dette contractée à l'encontre du senatus-consulte; mais il peut payer en satisfaisant ainsi le devoir moral qui survit, et dès qu'il a payé cet *officium pretatis*, il ne peut plus répéter, car la loi 11 Dig. *de condictione indebiti* dit : « *Si is, cum quo de peculio actum est, per imprudentiam plus quam in peculio est, repetere non potest* (1). » De ces textes, il paraît ressortir que le devoir moral chez les Romains était distinct de l'obligation naturelle, parce que, si l'obligation naturelle pouvait être garantie, le devoir moral ne pouvait pas l'être. Il en résulte encore que le devoir moral ne donnait pas non plus l'action en répétition. La mère qui dote sa fille, ou la personne qui, appréciant les services qu'on lui a rendus fait à cette personne une prestation quelconque, ne fait autre chose qu'une libéralité. Le devoir moral chez les Romains a le fondement dans une *pietas causa* et son accomplissement est en termes exprès appelé libéralité. « *Non dabit dotem sorori alio patre natae, etiam si aliter ea nubere non potuit. Nam et si honeste, ex liberalitate tamen fit, quae sevanda arbitrio pupilli est* (2). » Le frère ne fait qu'exécuter un devoir moral qui est une donation.

La plus grande partie des auteurs anciens et mo-

1. Exemple emprunté à Massol, *op. cit.*, p. XVI.

2. D. 26. 7. 12, § 3.

dernes reconnaissent ainsi qu'à Rome la distinction entre les deux notions existait. Massol, dans son traité sur *Les Obligations naturelles* se prononce fermement dans ce sens. A côté de lui, nous pouvons citer Ginoulhac (1) et Coqueray (2), tous deux professeurs. A ceux-ci viennent se rattacher aussi des auteurs allemands, comme par exemple Schwauert, professeur à l'université de Rostock (3). Il reconnaît l'existence différente de ces deux espèces à Rome. D'après lui, l'obligation naturelle est celle qui a une *causa juris civilis*; à côté d'elle, il y a le devoir moral dans les cas suivants : 1° Le cas de l'affranchi qui fournit à son patron des *operae officiales*; 2° celui où le donataire acquitte le devoir de rémunération envers le donateur, et 3° le cas de constitution de dot mentionnée par la loi 32 § 2 Dig., *de condict. indebiti*. Putcha (4) et Muhlenbruch (5) sont du même avis. Cette solution est admise aussi par des auteurs français contemporains, notamment M. Cuq, comme nous l'avons indiqué, et M. Girard (6).

Les textes qui nous sont parvenus ne font pas une distinction catégorique entre l'obligation naturelle et le devoir moral, mais cependant on ne peut plus raisonnablement admettre que les Romains ne connaissent pas le devoir moral. En droit romain, comme de nos

1. *Revue bibliographique et critique*, 4^e année, p. 5.

2. *Revue pratique*, t. VI, p. 181.

3. *Die natural obligationen des Römischen rechts*.

4. *Inst.*, tome III, p. 268.

5. *Archiv.*, t. II, p. 443.

6. *Dr. Rom.*, p. 652, note 5.

jours, l'exécution d'un devoir moral était une donation, donc l'intention libérale devait y être, et toutes les conséquences en résultaient, savoir : la loi Cincia s'appliquait, ainsi que l'insinuation, la révocation et la nullité selon les règles de la donation. En outre, le devoir moral pour son exécution ne donnait pas d'action, mais à la différence du droit actuel, dès qu'il était exécuté, toute répétition était impossible. Il ne pouvait être cautionné ou muni d'une sûreté quelconque, comme il ne pouvait pas faire l'objet d'une compensation ou novation.

Dans ce chapitre, nous avons voulu démontrer que la différence qui doit exister entre les obligations naturelles et les devoirs moraux était connue par les Romains. L'attestation des romanistes les plus distingués nous aurait pu dispenser de faire encore cette timide incursion dans les textes. Mais nous avons voulu nous convaincre nous-même. C'est un point acquis pour nous, il n'y a plus de doute. Les Romains, dont l'esprit juridique n'était pas aussi subtil et scientifique que celui des juristes de notre siècle, ont bien saisi la différence. Il nous reste à étudier la même question à travers le temps, et dans le présent. Est-ce qu'aujourd'hui cette distinction existe ou n'existe pas ? Notre réponse est d'ores et déjà faite. Elle doit exister, parce qu'elle s'impose par la force historique, et surtout par l'état actuel de notre pensée.

CHAPITRE II

SECTION I

Les anciens auteurs ont-ils fait la distinction entre ces deux espèces ?

La théorie des obligations naturelles qui s'était fortement imposée chez les Romains dut disparaître avec la disparition de l'empire. Le très ancien droit français ne connut rien de cela. Les causes de cette disparition sont multiples. Ce fut d'abord l'invasion des provinces de l'empire par les divers barbares qui apportèrent avec eux leurs coutumes et leurs usages, qui, tout en étant très imparfaits, suffirent quand même à une société primitive. D'autre part, les institutions qui, à Rome, étaient génératrices d'obligations naturelles, avaient disparu peu à peu, ou s'étaient complètement transformées.

C'est ainsi que l'*esclavage*, première et principale source des obligations naturelles, s'était transformé en servage. La *patria potestas*, autre source, avait perdu

beaucoup de son importance, et bien que dans le midi elle se prolongeât encore pour toute la vie, en gardant bien des caractères de ce qu'elle fut à Rome, dans les pays de coutume, rien de tout cela n'existait plus. À la *patria potestas* ancienne, absolue, telle qu'elle était à Rome, c'était l'idée de la protection de l'enfant, qui succédait. Cette idée résulte clairement de l'adage de Loisel. « Droit de puissance paternelle n'a lieu (1). » La *capitis diminutio* qui laissait derrière elle subsister une obligation naturelle, avait elle aussi disparu.

Les usages et les coutumes que les barbares introduisirent, ainsi que leurs juges, qui avaient pris la place des institutions romaines, et des magistrats éclairés, dont Rome était fière, ne purent plus concevoir une théorie si scientifique et si subtile, que celle des obligations naturelles. Plus tard, avec le développement toujours grandissant du droit coutumier, cette législation primitive dut s'adapter aux nécessités de la population, et malgré son perfectionnement, elle n'était pas encore assez scientifique pour pouvoir pénétrer cette théorie, qui reste encore beaucoup au-dessus de ses conceptions. Cet état dura jusqu'au xvi^e siècle, lorsque d'Argentré, auteur de la coutume de Bretagne (2), nous fait connaître dans une certaine mesure les opinions des jurisconsultes de cette époque sur cette matière. Il est aussi le premier qui étudie d'une manière plus com-

1. *Institutes coutumières*, n° 55.

2. *Coutume de Bretagne*, art. 273, n° 21.

plète les obligations naturelles. Il s'attache à cette matière en analysant le cas où l'action hypothécaire a disparu après une inaction de trente ans. « Dans cette hypothèse de la prescription, dit-il, qui nous occupe particulièrement, tous les auteurs sont d'avis différent du mien (1). » L'auteur n'admettant pas la survivance de ces obligations, expose le raisonnement des auteurs qui l'admettent. « Comme au début, disent-ils, l'obligation naturelle est née du consentement commun des parties, elle ne peut disparaître sans le consentement du créancier, à moins qu'on ne leur donne satisfaction de quelque manière, de façon à obtenir leur assentiment, mais en matière de prescription, il n'y a rien de tel, parce que l'on ne peut conclure à aucun consentement véritable (2). »

D'Argentré n'admet pas la survivance de l'obligation naturelle, pour le motif que tous les autres effets ont disparu. Il a encore d'autres objections, comme par exemple : une présomption de propriété qui existe au profit de la personne qui a possédé pendant trente ans; ou encore, pour un argument qu'il tire de l'utilité de la prescription. Il croit, après avoir affirmé que le but pratique de la prescription est de libérer le débiteur, qu'elle n'aurait plus de raison d'être, si, après trente ans, on laissait subsister une obligation naturelle,

1. Trad. prise de la thèse de MM. Baudet, 1909.

2. *Id.*

entraînant le droit de rétention et celui d'opposer la compensation.

Il conclut que la survivance d'une obligation naturelle, à la suite d'une prescription, est contraire aux règles juridiques, car l'extinction de l'obligation est définitive, puisque cet effet est entraîné par l'accord unanime de tous les consentements.

D'Argentré envisage encore d'autres hypothèses : 1^o celle d'un testament fait dans des formes non solennelles, et, 2^o, s'il reste une obligation naturelle à la suite d'un acquittement injuste. En combattant successivement les raisons pour lesquelles l'opinion qui a cours, admet cette survivance, et en faisant toute la théorie des obligations naturelles dans le paragraphe 33, il arrive à demander aux jurisconsultes partisans de cette théorie si tout ceci ne constitue pas une plaisanterie. *Si non sunt haec nugae ?*

Donc, pour d'Argentré, la question est tellement subtile qu'elle pourrait constituer une jonglerie juridique sans valeur pratique, et c'est pourquoi il désire que les jurisconsultes abandonnent cette théorie. En tout cas, faisant abstraction de la partie subjective de sa thèse, d'Argentré, tout en les combattant, reconnaît l'existence des obligations naturelles et nous fait savoir quels sont les effets qui s'y attachent, savoir : elle confère une exception, peut être cautionnée, et donne en outre le droit de rétention.

Loysel paraît avoir dégagé lui aussi l'obligation natu-

relle indépendante de l'obligation civile, car en effet dans ses *institutes* coutumières il écrit : « Autant vaut une promesse simple ou convenance que les stipulations du droit romain. On lie les bœufs par les cornes et les hommes par des paroles. »

Grotius, dans son *Traité du droit de la guerre et de la paix* (1), s'attachant aux obligations civiles et naturelles, écrit au § 6, p. 464 : « Presque tous les jurisconsultes modernes croient que, quand un roi a fait quelque contrat avec ses sujets, il est obligé par là naturellement, mais non pas civilement. Cette manière de parler est fort obscure. Car les anciens auteurs, dont on trouve les décisions dans le Corps du Droit, prennent quelquefois les mots « d'obligations naturelles » dans un sens impropre, entendant par là des choses qu'il est naturellement beau et honnête de faire, quoiqu'elles ne soient pas véritablement dues : comme d'acquitter entièrement les legs d'un testateur sans déduire la Falcidie; de payer une dette dont on est déchargé, en punition du créancier, de rendre bienfait pour bienfait; tous actes qui ne laissent aucun lieu à l'action personnelle de répétition d'une chose comme non due. Mais quelquefois on entend par obligation naturelle, dans un sens plus propre et plus convenable, celle qui nous impose une véritable nécessité soit que par là quelqu'un acquière un droit envers nous, comme dans

1. Traduction : de Barbeyrac.

les conventions, soit qu'elle n'ait point donné de pareil droit à personne, comme dans une demi-promesse accompagnée d'une pleine et ferme résolution », puis en suivant il s'attache à l'obligation civile. « Quand on dit que quelqu'un est obligé civilement parce qu'il a fait... »

De ce passage, il résulte que Grotius admet l'existence des obligations naturelles. Mais il résulte encore, croyons-nous, que Grotius fait déjà, très confusément, il est vrai, la distinction entre l'obligation naturelle et le devoir moral. Les devoirs moraux sont, de ce qui résulte de ce passage, les obligations naturelles « que les auteurs prennent *dans un sens impropre*, entendant par là des choses qu'il est naturellement beau et honnête à faire, quoiqu'elles ne soient pas véritablement dues... comme de rendre bienfait pour bienfait ». Evidemment, et il n'y a pas à s'étonner, que Grotius intercale à côté du devoir moral qu'il cite, des exemples d'obligations naturelles. Malgré ce mélange, il ne confond pas les uns avec les autres, car il reprend immédiatement en disant : « Les obligations naturelles dans un sens plus propre et plus convenable, sont celles qui nous imposent une véritable nécessité... » Dans cette phrase, il ne fait pas allusion aux obligations civiles, car de celles-ci il se préoccupe spécialement dans la seconde partie du même paragraphe. « Quand on dit que quelqu'un est obligé civilement... »

Après avoir vu que, dès le temps d'Argenté, la no-

tion d'obligation naturelle existait déjà, et après avoir pu, croyons-nous, trouver dans des passages de Grotius, que la différence entre l'obligation naturelle et le devoir moral commençait à s'imposer à cet auteur, il faut suivre et analyser dans les œuvres des autres jurisconsultes postérieurs, quelle était leur conception de l'obligation naturelle et du devoir moral, en tant que notion indépendante de la première.

Dunod pose comme principe (1) : « On convient que la prescription éteint l'obligation civile, mais il y a plus de doute sur l'obligation naturelle... La survivance de cette obligation ne paraît pas dans les principes de la saine jurisprudence. » Pourquoi ne paraît-elle pas : parce que la loi a voulu que le débiteur fût entièrement couvert après trente années, et il ne le serait pas s'il était encore obligé naturellement. « Donc, de très habiles jurisconsultes estiment que la prescription ne rend pas simplement l'obligation civile sans effet, mais qu'elle la périmé et éteint absolument. » *Dunod* pense donc que la prescription éteint avec l'obligation civile aussi l'obligation naturelle, mais d'après lui il en subsiste un devoir moral qui a sa source dans la conscience. « Quand le débiteur n'a pas été engagé à payer par dol et par surprise, et qu'il savait que la prescription était acquise, c'est qu'il a voulu décharger sa conscience et qu'il avait des raisons qui l'obligeaient à

1. *Traité des prescriptions*, partie première, ch. XLV, p. 108.

payer, qu'il a renoncé à la prescription quoiqu'elle *fût complète*, et que la bonne foi ne permet pas qu'il puisse répéter ce qu'il a payé volontairement. » Dunod, en contestant la survivance de l'obligation naturelle à l'obligation civile prescrite, fait la distinction entre obligation naturelle et l'obligation de conscience. Il attache au devoir moral un certain effet, en refusant après l'exécution, l'action en répétition, et la possibilité d'être nové.



Domat (1) est très succinct sur les obligations naturelles, et nous n'avons rien trouvé où il fasse allusion aux devoirs moraux. Dans son traité, il est dit : « Ceux que la nature ne rend pas incapables de contracter, et qui ne le sont que par la défense de quelques lois, ne laissent pas de s'engager par leur convention à une obligation naturelle, qui, selon les circonstances, peut avoir cet effet, qu'encore qu'ils ne puissent être condamnés à ce qu'ils ont promis, s'ils satisfont à leur engagement ils ne peuvent en être relevés », et plus loin il continue (2) : « Les débiteurs qui acquittent volontairement des dettes qu'ils auraient pu faire annuler en justice, mais que l'équité naturelle rendait légitimes, ne peuvent revenir contre cette approbation ». Il est intéressant à retenir de ce passage, le fait que *Domat*, comme déjà la majorité de la doctrine de son temps, admet l'obligation naturelle avec ces deux principaux effets,

1. *Lois civiles*, Liv. I, Tit. I, § 9.

2. *Lois civiles*, Liv. II, Sec. I, § 11.

savoir : refus d'action pour obtenir l'exécution, et refus de répétitions dès que l'exécution a eu lieu. Ces obligations naturelles, il les fonde sur une équité naturelle. C'est le *vinculum equitatis* selon Papinien, qui commence à prédominer plus précisément à partir de cette époque toute la théorie de l'obligation naturelle.

Avant de passer en revue les différentes conceptions, des différents auteurs qui travaillèrent à la préparation du Code, nous ne pouvons pas ne pas nous arrêter sur Pothier, qui imprima fortement ses conceptions juridiques aux auteurs du Code. Pothier a une importance incontestée, car c'est sa doctrine qui presque toute entière passa dans le Code.

Quelle était sa conception ? « On appelle obligation naturelle, dit-il dans son *Traité sur les Obligations*, celle qui, dans le for de l'honneur et de la conscience, oblige celui qui l'a contractée à l'accomplissement de ce qui y est contenu. » Cette définition qui est très critiquable, va faire l'objet d'un examen plus approfondi dans notre troisième chapitre, lorsque nous aurons à rechercher une définition juridique pour ces obligations. Malgré cette imprécision de langage, Pothier n'a pas confondu l'obligation naturelle avec le devoir moral, puisqu'il dit catégoriquement au § 197 : « On ne doit pas confondre les obligations naturelles dont nous avons parlé dans ce chapitre, avec les obligations imparfaites dont il a été parlé au commencement de ce traité. Celles-ci ne donnent aucun droit à per-

sonne contre nous, même dans le for de la conscience (1). » Donc, une profonde distinction est faite. D'après lui, les obligations imparfaites sont celles « dont nous ne sommes comptables qu'à Dieu, et qui ne donnent aucun droit à personne d'en exiger l'accomplissement; tels sont les devoirs de charité, de reconnaissance, etc. » Pothier paraît adopter une distinction tripartite : Il y aurait au premier plan l'obligation parfaite qui donne le droit à une exécution forcée, ensuite il y aurait l'obligation naturelle, qui donne à la personne créancière d'une pareille obligation, un droit contre son débiteur, non pas à la vérité, dans le for extérieur, mais dans le for de la conscience, et en troisième lieu, l'obligation imparfaite qui ne donne aucun droit à personne d'en exiger l'accomplissement, même dans le for de la conscience. Pothier, après avoir analysé les obligations naturelles, finit par en donner quelques exemples. « Celles qu'on peut appeler dans notre droit obligations purement naturelles sont :

1^o Celles pour lesquelles la loi dénie l'action, par rapport à la défaveur de la cause d'où elles procèdent. Telle est la dette due à un cabaretier pour dépenses faites par un domicilié du lieu, dans son cabaret (2).

2^o Celles qui naissent des contrats des personnes qui,

1. *Des oblig.*, édition. Bugnet.

2. *Coutume de Paris*, art. 128. Aujourd'hui cette dette est civile.

ayant un jugement et un discernement suffisant pour contracter sont néanmoins, par la loi civile, inhabiles à contracter. »

En ce qui concerne les effets, Pothier admet dans le § 195 le suivant : « Le seul effet de nos obligations purement naturelles est que lorsque le débiteur a payé volontairement, le paiement est valable, et n'est pas sujet à répétition. » Puis, passant au § 196, il mentionne encore un cas où il existe une obligation purement naturelle. « Une obligation civile, lorsque le débiteur a acquis, contre l'action qui en résulte, quelque fin de non-recevoir, *putà*, par l'autorité de la chose jugée, ou du serment décisoire, ou par le laps de temps requis par la prescription... » Comme nous l'avons vu, il n'admet d'autre effet que le refus de répétition; pas de *fidejussion*. « Pareillement, le *fidejusseur* ne s'oblige pas valablement... » Pas de novation possible.

Nous avons insisté un peu plus sur la doctrine de Pothier, pour la raison que nous avons donnée. C'est l'auteur qui a eu le plus d'influence sur la rédaction et sur l'esprit admis par le Code civil en ce qui concerne notre question.

SECTION II

L'obligation naturelle et le devoir moral dans la conception des auteurs postérieurs au code (XIX^e siècle.)

Dans cette seconde partie de notre chapitre, nous ne poursuivrons plus tellement l'obligation naturelle en elle-même. La théorie de ces obligations est déjà fermement reconstruite. Les auteurs dont les doctrines ont été effleurées dans la première section de ce chapitre, ont fait cette œuvre avec une technique et précision juridique, quoiqu'un peu confuse, assez constante pour qu'on puisse dire que la théorie a été créée incontestablement, et cela est le principal. Nous allons nous attacher à l'esprit général qui domine les conceptions de ces auteurs, et surtout au fait de constater s'ils font eux aussi la distinction entre l'obligation naturelle et le devoir moral. D'abord, il faut voir quelle a été la conception des auteurs du Code civil, pour se rendre compte de la portée qu'il faut donner au peu d'articles qui s'en occupent. Bigot-Préameneu qui fut chargé de faire l'exposé des motifs du titre III du livre III devant le Corps législatif, donne une certaine définition dans un passage relatif aux obligations naturelles. « Les obligations purement naturelles, dit-il, sont

celles qui, par des motifs particuliers, sont considérées comme nulles par la loi civile (1). » Quoique inspiré directement par Pothier, il confond, selon notre appréciation, l'obligation naturelle avec le devoir moral, et ceci nous le déduisons de la phrase suivante : « Le débiteur qui a la capacité requise pour faire un paiement valable, et qui, au lieu d'opposer ses divers moyens, se porte lui-même et sans surprise à remplir son engagement, ne peut pas ensuite dire qu'il ait fait un paiement sans cause. » Il est évident que ce passage est relatif à l'obligation naturelle, mais en poursuivant il arrive à la confondre avec le devoir moral. « Ce paiement est une renonciation de fait aux exceptions, sans lesquelles l'action eût été admise, renonciation que la bonne foi seule et le cri de conscience sont présumés avoir provoquée. » Rien donc de la distinction catégorique de Pothier.

En ce qui concerne les effets, Bigot-Préameneu nous paraît clair. « Cette obligation ne peut avoir d'autres effets que celui d'empêcher la répétition de ce qui a été payé. Mais elle ne peut faire la matière d'une compensation, ni avoir les autres effets que leur donnait le droit romain. » Cette phrase est trop catégorique pour qu'on puisse comprendre autre chose de ce qu'elle dit (2). Il refuse expressément la *condictio indebiti*, la compensation, et tous les autres effets en bloc qu'elle

1. Fenet, t. XIII, p. 263.

2. Baudet, sens contraire. Thèse, p. 126.

avait en droit romain, savoir, la caution. Or, notre code dans son article 1235, al. 2, aussi bien que les autres articles qui y sont relatifs, ne se réfèrent expressément qu'à la répétition. Pourrait-on déduire de cela que le code a voulu admettre tous les autres effets que Bigot-Préameneu a rejetés ?

Le tribun Jaubert, en traitant des obligations naturelles, s'exprimait de la manière suivante (1) : « Les lois civiles ne sont faites que pour les obligations civiles; le domaine de la conscience ne peut être du ressort du législateur civil... Il ne doit s'occuper que des obligations civiles... mais lorsqu'un paiement a eu lieu, serait-il juste d'autoriser celui qui l'a fait à répéter indistinctement dans tous les cas, par cela seul que celui qui l'a reçu n'aurait pu l'exiger par une action civile ? Ne faut-il pas remonter au motif qui a déterminé le paiement, pour savoir si c'est une erreur absolue qui l'a occasionné ou si, placé entre la loi civile et sa conscience, le débiteur a refusé de se prévaloir du secours de la loi civile pour obéir à une loi plus impérieuse, celle de la conscience. » Il ne faut pas conclure, comme beaucoup d'auteurs l'ont fait, que Jaubert confond l'obligation naturelle avec le devoir moral. Cette affirmation est soutenue par plusieurs raisons : Premièrement, il donne comme fondement de toutes les obligations, même les obligations civiles, la conscience.

1. Loqué, *Législ. civile*, t. XII, p. 459.

« Le fondement de toute obligation est dans la conscience de celui qui l'a contractée, c'est elle qui forme la base de toute obligation. » Deuxièmement, et c'est la raison la plus forte, les exemples qu'il prend sont des exemples typiques, que n'importe quel auteur a pris quand il voulait étudier les obligations naturelles, et qui n'impliquent aucune notion de devoir moral. Ces exemples sont : « La femme mariée qui ne peut s'obliger civilement sans l'autorisation de son mari ou de la justice, est responsable pourtant envers sa conscience de l'exécution de son engagement, ainsi que le mineur qui a contracté sans les formes voulues par la loi. » De ce passage, il résulte qu'il ne parle que des obligations naturelles sans aucune équivoque, ce qui conduit à croire qu'il ne les a pas confondues avec les devoirs moraux.

Le fondement de ces obligations se trouve, d'après Jaubert, dans l'équité. « L'obligation naturelle, dit-il, consiste dans le lien qui dérive de l'équité, à la différence de l'obligation civile qui dérive uniquement du lien de droit. »

Ce qui est très intéressant à retenir, c'est qu'il reconnaît au juge le droit de distinguer l'obligation naturelle de toutes les autres hypothèses : « Si donc cette base première (équité) apparaît au magistrat, le paiement qui en a été l'effet doit être sanctionné par toute la puissance de la loi. » C'est, d'après lui, et aussi par conséquent dans l'intention des auteurs du Code civil, au

juge qu'incombe la charge d'en faire la distinction, Cette idée sera reprise, quant à l'encontre des diverses opinions, nous nous attachèrons à démontrer que c'est là la vraie solution juridique qui doit s'imposer.

Le Code civil fut rédigé. Trop, beaucoup trop laconique, en ce qui concerne les obligations naturelles. En ne définissant rien, en ne réglementant rien autre qu'une seule règle négative dans l'article 1235, cette matière est sujette par là à l'interprétation la plus large de la doctrine et de la jurisprudence. C'est pour cela que nous avons insisté un peu plus sur la pensée de ceux qui influèrent sur la rédaction du code, car toute interprétation postérieure doit être conforme à l'esprit général qui domine la matière. La doctrine qui a suivi le Code civil est très variée. Tous les auteurs se sont attachés à cette matière et ont exposé leur manière de voir. La théorie était déjà plus ou moins construite, mais la grosse question était de tomber d'accord sur la controverse qui naissait du fait que les uns admettent et que les autres rejettent l'idée, qu'à côté de l'obligation naturelle, il y a un devoir moral indépendant de celle-ci.

Comme il arrive dans toutes les controverses, il y a une doctrine qui confond ces deux notions, et une autre qui, contrairement à la première, fait une distinction précise.

Parmi ceux qui admettent la confusion, nous pou-

vons citer *Delvincourt* (1) dont la définition est un peu dans le sens de *Pothier*, à la seule différence qu'il ne fait pas la même classification.

Toulier (2) croit qu'à l'origine toutes les obligations étaient des obligations naturelles, qui ont été sanctionnées postérieurement par le droit positif, en laissant survivre quelques-unes seulement à l'état d'obligations naturelles. Cette théorie d'ailleurs est détruite par son histoire même, qui ne laisse pas douter qu'à Rome les obligations civiles aient existé premièrement.

Duranton (3) rattache l'obligation naturelle à une question de conscience, à laquelle « la loi civile, par des considérations particulières, n'a pas attaché d'action ». Ce qui est très intéressant, c'est qu'en commentant le silence du code, il s'exprime de la manière suivante : « Le magistrat dans le silence de la loi, a un pouvoir de discrétion et de sagesse pour apprécier, suivant les circonstances, les caractères de l'obligation qui l'en prétendrait exister naturellement. En descendant dans sa conscience, il puisera les règles de sa décision, et il se trompera rarement en prenant pour guide l'équité. »

Rodière (4), à l'occasion d'un arrêt de décembre 1860, écrit : « Pour parler exactement l'obligation naturelle et l'obligation de conscience, c'est à nos yeux tout un. »

1. T. II, p. 112.

2. T. VI, n° 377 et suiv.

3. T. X, ch. I, Section 3, § 34.

4. *Journal du Palais*, 1861, p. 321.

Mais il admet que c'est au juge d'apprécier l'existence de l'obligation naturelle.

Vidal (1) et Cauvet (2) trouvent la distinction inutile.

Massol (3) admet la distinction de l'obligation naturelle et du devoir moral. Il trouve que la principale différence est que si l'obligation naturelle fait partie du patrimoine, le devoir moral n'en fait nullement partie. Il voit dans l'obligation naturelle « celle que les divers peuples ont admis comme se reliant au droit des gens », en étant ainsi en harmonie avec les idées de Savigny.

Marcadé (4) croit que la définition la plus exacte est la suivante : « L'obligation naturelle est celle que le législateur, après lui avoir refusé la capacité ordinaire, parce qu'elle se trouve sous le coup d'une présomption générale d'inexistence ou d'invalidité, arrive à sanctionner ensuite, parce qu'une exécution libre, une novation volontaire vient prouver au législateur que sa présomption était en défaut pour ce cas particulier. » Il admet en outre la distinction entre l'obligation naturelle et le devoir moral.

Demolombe (5), après avoir reconnu qu'il est très difficile de pouvoir donner la définition de l'obligation

1. *Revue étrang.*, 1841, p. 367.

2. *Revue de législation*, 1846, p. 211.

3. *Op. cit.*, p. 217.

4. T. IV, p. 512.

5. *Principes de dr. civil*, t. XVII, p. 7.

naturelle, croit que le mieux est d'adopter la définition de Pothier. Il confond l'obligation naturelle avec le devoir moral.

Laurent (1) est d'un avis contraire à celui de Demolombe. Pour lui, c'est une erreur de confondre l'obligation naturelle avec le devoir moral, erreur commise par une foule d'auteurs, et par la jurisprudence. Au paragraphe 6, il dit : « Si l'obligation naturelle diffère par son essence du devoir moral, par contre elle *est identique au fond* avec l'obligation civile; elle n'en diffère que sous un rapport, c'est qu'elle n'est pas munie d'action. » La meilleure définition c'est pour lui celle de Zacchariae, qu'il adopte.

Pour qu'il y ait obligation naturelle, il faut deux conditions : « Il faut d'abord un lien juridique existant entre deux personnes, et il faut que ce lien ne soit pas reconnu par la loi. Le premier caractère distingue l'obligation naturelle du devoir moral, le second la distingue de l'obligation civile », et il continue : « Dans notre opinion, les devoirs moraux ne produisent aucun effet en droit... mais peuvent être la cause d'une obligation civile, ils peuvent être la cause d'une donation, ils ne peuvent pas être d'un contrat à titre onéreux. »

Colmet de Santerre (2) admet la distinction de l'obli-

1. T. V, p. 303.

2. T. V, p. 303.

gation naturelle et du devoir moral qu'il appelle « règle morale que Dieu a imposée à l'homme ».

Mourlon (1), en parlant des obligations naturelles, dit : « S'agit-il de ces obligations qu'on appelle dans le monde devoir de conscience ou de morale ? Non. » ... « Celles-ci ne sont point matière de droit. L'obligation naturelle, dont l'exécution volontaire est considérée par le code comme un paiement, est mal à propos. Appelée « naturelle », c'est une véritable obligation « civile », mais qui ne donne point d'action parce que son exécution forcée exigerait des preuves dont l'admission serait dangereuse pour l'ordre public, ou qu'il serait impossible de faire. »

Il résulte du passage sus-indiqué, que *Mourlon* fait une différence catégorique entre l'obligation naturelle et le devoir moral. De plus, et ceci est très important, loin de la confondre avec le devoir moral, il l'identifie au contraire à l'obligation civile. C'est une obligation civile à laquelle le législateur a refusé l'action pour une question de fait, savoir le danger qui pourrait résulter de la preuve, ou l'impossibilité matérielle où se trouverait le créancier de la faire. Juridiquement, c'est la même obligation.

Après avoir passé brièvement en revue les conceptions de quelques-uns des principaux jurisconsultes, il aurait fallu nous attarder davantage sur ce que MM. Au-

1. T. II, p. 716, édition Demangeat.

bry et Rau ont pensé là-dessus. Nous renvoyons cette étude au chapitre suivant, lorsque nous aurons à nous occuper de la structure juridique de l'obligation naturelle.

Nous avons insisté plus sur les opinions des auteurs antérieurs au code, car ce sont eux les vrais ouvriers qui ont pris une part considérable à la construction juridique de la théorie des obligations naturelles. Les auteurs postérieurs nous paraissent plutôt des interprètes, des glosateurs.

L'idée essentielle qui ressort de ce chapitre, c'est que toute la doctrine est divisée en deux camps de forces presque égales. Une partie de la doctrine, représentée par MM. Aubry et Rau, Massol, Laurent, Colmet de Santerre, Mourlon et autres, admet la séparation du devoir moral de l'obligation naturelle, en confiant en même temps au juge la tâche de faire la distinction. C'était aussi, croyons-nous, la volonté des auteurs du code.

CHAPITRE III

Obligation naturelle considérée comme notion indépendante

On pourrait croire d'abord que la différence qu'on veut établir entre l'obligation naturelle et le devoir moral n'est qu'une pure question de doctrine, sans conséquences pratiques. Si nous admettons la confusion volontaire entre l'obligation civile et l'obligation naturelle, il est d'après nous impossible d'assimiler le devoir moral à l'obligation naturelle.

Nous admettons la confusion des obligations civiles et naturelles, parce qu'il n'y a pas de différence de fond dans les éléments de ces deux espèces : toutes les deux tiennent du droit positif, toutes les deux sont régies par le code. Il est vrai que si le code a consacré des articles innombrables à régler les obligations civiles dans les détails les plus approfondis, la notion d'obligation naturelle ne nous apparaît que deux ou trois fois dans les articles du code, et il n'y en a qu'un seul qui emploie dans un sens exact cette dénomination, c'est l'art. 1235, alinéa 2, qui, étant relatif au paiement

en général, pose le principe suivant : « La répétition n'est pas admise à l'égard des obligations naturelles qui ont été volontairement acquittées. » En réglant l'effet principal dans cet article, le code a, par là même, reconnu l'existence des obligations naturelles. Il y en a encore deux autres qui se réfèrent à l'existence de ces obligations, notamment les articles 2012 et 1906.

L'art. 2012 dit : « On peut néanmoins cautionner une obligation, encore qu'elle put être annulée par une exception purement personnelle à l'obligé, par exemple dans le cas de minorité. » Il n'y a pas de doute que cet article soit relatif à l'obligation naturelle. Il mentionne le cas du mineur qui s'est engagé, et dont l'obligation a été annulée civilement ; or, dans cette situation, personne ne contesterait rationnellement la survivance de l'obligation naturelle. Cette obligation peut être cautionnée (1), ce qui constitue un second effet que le code reconnaît à l'obligation naturelle.

Mais si l'al. 2 de l'art. 2012 ne cite que la minorité comme exemple, on est d'accord pour donner la même solution à toutes les autres causes d'incapacité (2).

L'art. 1906 se réfère, selon une opinion à laquelle nous nous joignons, lui aussi, aux obligations naturelles, mais son interprétation est encore contradictoire.

1. En sens contraire Laurent, t. XXVIII, n° 144.

2. Demante et Colmet de Santerre, t. VIII, n° 241 bis ; Laurent, t. XXVIII, n. 140 ; Hue, t. XII, n° 168 ; Planiol, t. II, n° 233r.

« L'emprunteur qui a payé des intérêts qui n'étaient pas stipulés, ne peut ni les répéter, ni les imputer sur le capital. » Dans cet article, une forte partie de la doctrine a voulu voir qu'il s'agit non pas d'une obligation naturelle, mais bien d'une convention tacite de payer des intérêts, et une autre partie aussi importante, dont l'opinion nous semble plus conforme à l'intention des auteurs de l'article, croit qu'il faut voir dans le paiement l'exécution volontaire d'une obligation naturelle, qui existait à la charge du débiteur. Cette solution est parfaitement en concordance avec l'al. 2 de l'art. 1235, et s'est imposée largement dans la doctrine. « Il (le débiteur) est censé, disent Merlin (1) et Duranton (2), avoir voulu reconnaître le service qui lui a été rendu; il a acquitté une sorte d'obligation naturelle. Or, celui qui acquitte volontairement une dette de cette nature, ne peut répéter ce qu'il a payé. » En interprétant de la même manière, la Chamb. des Req., le 26 avril 1815, rejette le pourvoi tenté contre l'arrêt de la cour de Douai du 8 juin 1814 en admettant que la répétition des intérêts n'est plus possible. Des auteurs, autres que ceux que nous venons de citer, reconnaissent comme juste la solution admise. Dalloz dit relativement au cas prévu par l'art. 1906 : « Quant à la répétition, c'est un principe de droit et d'équité, que lorsque les intérêts ont été volontairement payés sans être dus, ils ne

1. Rép. V. *Prêt*, n° 1.

2. *Id.*, n° 599.

peuvent plus être répétés. » Ce passage implique nécessairement l'admission d'une obligation naturelle qui est fondée sur « le principe de droit et d'équité ».

A côté de cette opinion, il faut citer aussi M. Planiol, qui, par son autorité, pourrait trancher le conflit. « L'art. 1906, dit-il, semble bien admettre, lui aussi, l'existence d'une obligation naturelle, en refusant à un emprunteur l'action en répétition pour des intérêts qui auraient été payés par lui, sans avoir été stipulés par le prêteur (1). »

Ce sont les trois articles qui, contestés ou non, s'occupent des obligations naturelles. On trouve encore cette expression dans l'art. 349, mais il n'y a pas de doute que ce n'est qu'une confusion produite par le sens trop abstrait et large de cette dénomination.

Nous avons étudié un peu quel est l'état du code relatif aux obligations naturelles. Si le droit positif est encore très succinct en ce qui concerne ces obligations, il s'en occupe cependant, et c'est pourquoi nous pensons que, loin de confondre l'obligation naturelle avec le devoir moral, on peut aller jusqu'à l'assimiler aux obligations civiles. Comment pourrait-on rapprocher, jusqu'à les confondre, deux notions qui font partie de deux domaines tout différents ? L'une, l'obligation naturelle, appartient au droit positif, l'autre, le devoir moral, appartient à la morale pure. L'obligation natu-

1. Planiol, *Dr. civ.*, t. II, p. 119, note 1, 6^e éd.

relle, par le domaine auquel elle appartient, doit se rapprocher de la pure obligation civile.

Mais nous allons voir qu'il n'y a pas que cette différence profonde que nous venons d'exposer, qui sépare ces deux notions, mais que même leurs structures et éléments sont d'une nature toute différente. Pour mieux pouvoir distinguer l'obligation naturelle du devoir moral, il faut premièrement mentionner ce que c'est qu'une obligation civile, ce que c'est qu'une obligation naturelle, puis ce que c'est qu'un devoir moral. Il faut étudier brièvement ces trois notions par leurs éléments, caractères et effets. Après l'avoir fait, la logique juridique va nous conduire d'elle-même au résultat que nous poursuivons.

Le Code civil n'a pas défini les obligations civiles. Il n'en indique que l'objet dans sa définition du contrat, en disant que la personne qui s'oblige est tenue à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose (1). La définition usuelle est la suivante : « Un lien de droit par lequel une personne est astreinte envers une autre à faire, ou à ne pas faire, quelque chose (2). » Cette définition reproduit celle des *Institutes* de Justinien : « *Obligatio est juris vinculum, quo necessitate adstringimur alicujus solvendae rei secundum nostrae civitatis jura* (3). » Donc, l'obligation est une nécessité

1. Art. 1101.

2. Définition empruntée à M. Planiol, t. II, p. 55.

3. Liv. III, tit. XIII.

juridique qui doit être exécutée. Dès que le débiteur ne l'exécute pas, la loi prête main forte au créancier.

En ce qui concerne les sources des obligations civiles, nous rappelons la vieille classification des auteurs, qui consiste à les partager en cinq, savoir : les contrats, les quasi-contrats, les délits, les quasi-délits et la loi. Toutes ces sources étaient déjà connues par les Romains.

Pour qu'une obligation civile puisse exister, il faut qu'elle ait un objet, une cause et le consentement des parties contractantes. Ces éléments sont l'essence de l'obligation, qui disparaît si l'un d'eux vient à manquer. Chacun de ces éléments, pour qu'il existe juridiquement, doit avoir certaines qualités particulières, dont le manque rendrait l'obligation civile inexistante comme telle. Si tous ces éléments existent libres de tout vice, la loi reconnaît l'existence d'une obligation civile et y attache des effets. C'est donc la loi qui met en mouvement une obligation civile. Dès qu'elle existe, elle dépend par là même et de la morale, et du droit positif, car il serait impossible d'admettre que la loi sanctionne une obligation immorale, alors qu'elle prohibe expressément les conventions de cette nature.

Après avoir rappelé ces généralités, il faut pénétrer plus profondément dans la notion de l'obligation naturelle, et l'analyser telle qu'elle est envisagée par la doctrine et par la jurisprudence.

SECTION I

Nature. — L'obligation naturelle étudiée en elle-même.

Avant de pénétrer dans le fond de la notion, il y aurait des remarques à faire sur la forme.

Est-ce que l'expression « obligation naturelle » n'est pas une logomachie ? Pour nous, c'est évident que le terme de « obligation » correspond exactement à l'idée que nous voulons exprimer. Il reste à savoir si le terme « naturelle » y correspond lui aussi, et complète le premier avec assez de précision juridique, ou si tous les deux ensemble constituent un non-sens juridique. M. Planiol critique cet ensemble de la manière suivante (1) : « L'obligation naturelle, écrit-il, n'est pas une obligation puisque ce mot emporte l'idée de contrainte, et que par elle, toute contrainte fait absolument défaut. L'obligation naturelle est donc une obligation non obligatoire et cette contradiction irréductible dans les termes montre que le mot obligation n'est pas ici à sa place, il est exclu par sa définition même. »

Cette observation, qui a été faite déjà depuis longtemps par des auteurs tels que Pothier et M. Pacchioni, qui ont exposé une critique à peu près similaire, nous ne la faisons pas entièrement nôtre. S'il y a quelque

1. *Revue critique*, p. 152 et s., 1913.

chose à critiquer, c'est, à notre avis, le terme « naturelle », et pas du tout celui de « obligation ». M. Planiol croit que le terme « obligation » n'exprime pas exactement l'idée qu'il doit représenter, parce qu'il implique la notion de contrainte. C'est absolument juste; il implique cette notion, et c'est pourquoi nous l'avons écarté lorsque nous parlons du devoir moral; mais il est, pensons-nous, aussi juste que l'obligation naturelle n'est pas indépendante de toute notion de contrainte. Il faut se rappeler qu'à Rome il y avait des cas où la contrainte intervenait pour sanctionner une obligation naturelle, dans le cas de compensation, lorsqu'elle fut admise par Marc-Aurèle, et encore quand le débiteur payait même par erreur, il ne pouvait plus répéter. Donc, voilà l'idée de contrainte qui existait virtuellement, et elle serait suffisante pour expliquer le terme de « obligation ».

L'idée de contrainte nous apparaît encore dans notre droit actuel, lorsqu'on analyse l'action qui concrétise la contrainte. En réalité, dès qu'un débiteur d'une obligation naturelle paie volontairement, puis veut répéter, la loi lui refuse toute action. Ce refus, qui est formulé dans le second al. de l'art. 1235, n'implique-t-il aucune idée de contrainte? Nous pensons que si. Il est juste que la contrainte y est moins efficace que celle qui sanctionne les obligations civiles. La contrainte prise en elle-même, et dans sa totalité, n'est que la synthèse de deux contraintes, l'une positive et l'autre

négative, qui la composent. La contrainte positive est celle qui s'exerce avant l'exécution matérielle de l'obligation, et est composée de l'ensemble des énergies juridiques qu'on emploiera pour aboutir à l'exécution. La contrainte négative, c'est le refus que la loi oppose au débiteur qui, ayant exécuté son obligation, voudrait répéter. Car cette même loi oblige un débiteur civil à deux choses : Premièrement, à exécuter son obligation, et ensuite à respecter cette exécution, une fois faite, en lui enlevant le droit de répéter.

Pour les obligations naturelles, si la première partie de la contrainte manque, savoir la contrainte positive en vertu de laquelle le créancier pourrait agir contre son débiteur, la seconde, la contrainte négative, existe aussi énergiquement que dans les obligations civiles, et c'est pourquoi le débiteur doit respecter l'exécution dès qu'elle a eu lieu. C'est ainsi que le refus de l'action en répétition n'est autre chose qu'une contrainte, quoique imparfaite, car elle n'existe que par son côté négatif. En tenant compte de ce qui vient d'être dit, nous sommes amenés à croire que la notion de contrainte n'est pas étrangère à l'obligation naturelle. Elle a existé à Rome dans une mesure plus large, et continue d'exister aussi dans notre législation, quoique dans une mesure plus étroite. Le terme « naturelle » est critiquable. Il manque de précision juridique. M. Oudot (1)

1. *Conscience et science du devoir*, t. II, p. 105, note 1.

constate que ce terme est détourné de son sens ordinaire, et peut être confondu avec le sens qu'il a dans l'expression « droit naturel » et qu'il facilite la confusion des obligations naturelles proprement dites, avec les obligations que le « droit naturel » veut introduire dans la loi positive. La critique est fondée, car ce mot a un sens très vaste et imprécis. C'est aussi qu'il y a beaucoup d'auteurs d'ouvrages philosophiques qui emploient l'expression de « obligations naturelles » pour celles qui dérivent de la nature des choses, pour les opposer aux obligations dérivant des conventions. C'est pour éviter cette confusion qu'on rencontre souvent en doctrine et en jurisprudence, que MM. Baudry et Barde proposent (1) d'appeler ces rapports juridiques « obligations civiles imparfaites ». Cette expression « d'imparfaite » vise l'imperfection de l'obligation quant à ses effets, et nullement quant à sa nature. On pourrait aussi bien les nommer des « obligations innommées » par analogie avec les contrats innommés, qui, nous le savons, ont dû être créés par la jurisprudence classique, pour reconnaître la qualité de contrat à certains pactes qui étaient identiques comme forme et fond avec les contrats civils, mais qui ne rentraient dans aucune des quatre classes de contrats consacrés par le droit civil. Cette dénomination aurait le grand avantage d'exprimer d'une façon juridiquement exacte, les

1. M. Huc est du même avis.

rapports juridiques qu'on comprend sous la dénomination de « obligation naturelle ». Le terme (« obligation » est, pensons-nous, à sa place, et pas du tout exclu par la définition et le terme de « innommée » ferait savoir qu'il s'agit des obligations qui ne sont pas régies individuellement par le code ou par des lois.

Nous avons dit que le mot « naturelle » prête à confusion. Cette confusion est faite par le code dans son article 349, en doctrine, et ce qui est particulièrement regrettable, c'est qu'elle est faite aussi par la jurisprudence, en ce sens que les juges ont souvent employé l'expression d'obligation naturelle pour désigner une pure obligation civile. « Attendu, en tout cas, qu'en matière de divorce, ce n'est point une obligation légale, mais que c'est une *obligation naturelle* qui astreint le conjoint divorcé à contribuer à l'entretien de ses enfants (1). » Or, l'entretien des enfants subsiste comme obligation civile avant comme après la dissolution du mariage. Le juge a voulu simplement dire que c'est par la force de la nature que cette obligation existe. La confusion ne peut être de droit, mais elle est purement de langage, provoquée par le sens trop vaste du terme « naturel » (2).

Quant à l'emploi pêle-mêle des expressions « obligations de conscience », devoirs moraux, obligations naturelles, obligations morales, et d'autres, les arrêts sont

1. S. 1909.2.52.

2. Dans le même sens. S. 1903.2.52; S. 1872.1.430; D. 1841.2.252.

tellement abondants qu'il n'est plus nécessaire d'en citer. Mais il ne faut pas conclure de là que la jurisprudence a volontairement, et à fond, confondu l'obligation naturelle avec toutes les autres que nous appelons devoirs moraux. Lorsque nous étudierons le devoir moral devant les tribunaux, nous pourrons constater, d'après les arrêts cités, que cette distinction est faite d'une manière qui, d'après nous, ne laisse plus de doute. En passant, nous signalons un arrêt de la cour d'Orléans (1) qui, sans aucune contestation, fait clairement la différence, en employant le terme d'obligation naturelle en opposition de l'« obligation imparfaite » que nous appelons devoir moral.

En outre, il y a encore un argument de raisonnement qui nous conduit à la même solution, savoir, que si quelquefois la jurisprudence, par mégarde, a employé l'expression de « obligation naturelle » là où il y avait une obligation civile, comme nous l'avons démontré par des arrêts cités, *a fortiori*, on peut conclure que c'est toujours par mégarde qu'elle a employé l'expression d'obligation naturelle là où il n'y avait qu'un devoir moral.

Mais, puisque l'expression d'obligation naturelle a pour elle la tradition, nous continuons de l'appeler ainsi. Après avoir fait cette petite critique sur la valeur juridique de la forme, passons au fond.

1. S. 43.2.383 et S. 35.1.465.

Dans les pages qui forment le commencement de ce chapitre, nous avons vu que l'obligation naturelle tient au droit positif, ce qui la rapproche considérablement de l'obligation civile. Puis nous avons démontré que la notion de contrainte, d'après notre avis, n'est pas étrangère à l'obligation naturelle, ce qui la rapproche, jusqu'à la confondre presque, avec l'obligation civile. Dans l'étude qui va suivre, et qui portera sur la nature juridique et les éléments de cette obligation, nous verrons qu'il n'y aura pas de différence, entre la nature juridique et les éléments de l'une et de l'autre. Cela fait, nous allons étudier le devoir moral, comme notion indépendante, puis tracer un parallèle qui nous conduira à conclure à la profonde différence qui le sépare de l'obligation naturelle.

Qu'est-ce qu'une obligation naturelle ?

Il n'y a pas encore de définition constante pour ces obligations. Les auteurs ont défini l'obligation naturelle par ses caractères principaux. La jurisprudence, elle non plus, ne s'est pas prononcée définitivement, quoiqu'elle soit restée fidèle aux idées du XVIII^e siècle, et considère comme obligation naturelle tout ce qui n'est ni une obligation civile munie d'action, ni une pure libéralité. Donc, d'après elle, il y a obligation naturelle toutes les fois que ce qui est promis ou donné en dehors de toute obligation civile ne peut pas être considéré

comme une donation inspirée par une pure idée de bienfaisance. Toute la théorie qui régit actuellement la matière est profondément imprégnée de la doctrine de Pothier. Bigot-Préameneu, dans son exposé des motifs (1), reproduit ce que Pothier avait construit, et le tribun Jaubert (2) ne fait que le paraphraser. Pothier, jurisconsulte plus que philosophe, définissait l'obligation naturelle de la manière suivante : « L'obligation naturelle est celle qui, dans le for de l'honneur et de la conscience, oblige celui qui l'a contractée (3). »

Cette définition a le grand désavantage de rattacher une question de droit positif à la morale pure. L'expression de conscience et d'honneur doit être exclue de la définition de l'obligation naturelle. Quoique cette notion de conscience existe dans ces obligations, elle n'en existe pas moins dans toutes les obligations civiles et dans les devoirs moraux. En existant comme notion essentielle dans tous les rapports juridiques ou moraux, elle ne peut plus former le caractère principal, capable à lui seul de déterminer une définition. En outre, la conscience et l'honneur sont trop relatifs, varient trop de personne à personne, et c'est ainsi que la même relation pourrait constituer pour l'une, une obligation naturelle, pour l'autre un devoir moral.

L'idée qui doit être dominante, ce n'est point la cons-

1. Fenet, t. XIII, p. 339.

2. Fenet, t. XIII, p. 264.

3. *Traité des Oblig.*, n° 175.

science, mais le *Juste*, qui est beaucoup plus juridique et plus absolu en lui-même. Si on admettait la formule de Pothier, on arriverait à ranger parmi les obligations naturelles, certaines règles de morale, celles du moins qui correspondent à des devoirs de l'honneur et de la conscience. Puisque Pothier ne confond pas les obligations naturelles avec les devoirs moraux, on s'est accordé à donner à sa définition un sens plus précis, c'est-à-dire qu'il faut interpréter sa formule en ce sens, qu'il y a certains devoirs de conscience présentant des caractères déterminés, qui les rapprochent des cas où la loi a admis une obligation juridiquement sanctionnée par une action, cas analogues aux quasi-contrats, aux délits et aux quasi-délits, mais différents des autres devoirs de conscience.

Avec cette conception, on aurait trois domaines différents : le premier serait le domaine des règles de droit proprement dites; le second serait le domaine de la conscience; si, dans ce domaine, une personne, se considérant tenue s'exécute, cette prestation sera considérée comme une libéralité; le troisième domaine serait une zone intermédiaire, celle des devoirs de conscience, non sanctionnés juridiquement, mais fonctionnant à raison de certains caractères, comme des obligations juridiques. Si le débiteur les acquitte, il paie une dette et ne fait pas une libéralité.

Cette distinction tripartite est très dangereuse et inutile. Elle est dangereuse, car en fait ce serait presque

impossible d'établir jusqu'où vont les frontières de chacun de ces domaines. Peut-on arriver à classer à part certains devoirs de conscience comme présentant des caractères tels qu'une demi-sanction juridique leur serait applicable, par opposition aux devoirs de conscience dont l'exécution se ramènerait à une simple libéralité ? On a essayé de résoudre cette difficulté en réduisant tout à une question de fait ; on confiait au juge cette tâche. C'est lui qui déciderait suivant ses impressions. Beaucoup d'auteurs éminents rejettent cette solution (1) pour ce motif qu'elle entraînerait des conséquences inadmissibles, car en confiant au juge cette tâche on se trouverait en face d'une question de fait, et comme tel, il n'y aurait plus de contrôle possible de la Cour de cassation, sur le point de savoir si la prestation faite est l'exécution d'une obligation naturelle, ou une simple libéralité. Nous adoptons la solution qui confie au juge la tâche de distinguer après une recherche scientifique, et de qualifier la nature du rapport. Ce n'est pas, d'après notre avis, une simple question de fait. La question de droit y est pour une large part, et c'est ainsi que le contrôle de la Cour suprême reste toujours légitime. Il est exact que la loi n'a nullement défini ce que c'est qu'une obligation naturelle ni déterminé les éléments qui la composent. « Mais, comme à juste titre le remarque M. Balleydier dans une note au

1. M. Bartin, à son cours de 1916 (dr. approfondi ; sur les oblig. nat.).

Sirey (1), combler cette lacune, dire ce que signifient dans l'art. 1235 ces mots « obligation naturelle », n'est-ce pas une affaire d'interprétation de textes, incombant à la Cour de cassation ? Et pour en venir à bout, il faut mettre en jeu moins l'exégèse des textes, que les principes philosophiques du droit, ce n'est pas une raison sans doute pour que la Cour de cassation se dérobe à cette tâche. Le temps n'est plus, où la loi du 27 novembre 1790 (art. 3) bornait son rôle à la répression des contraventions expresses aux textes de la loi; aujourd'hui, toute violation de la loi est une cause d'ouverture à cassation. » La Cour de cassation a, d'une manière presque constante, reconnu que c'est au juge après une recherche scientifique, qu'il appartient de décider si dans telle situation il existe une obligation naturelle (2). « Et lorsque le juge du fait *affirme* en outre qu'elle est exclusive de toute libéralité », cette phrase employée par la Cour suprême dans un arrêt du 19 décembre 1860, ne laisse aucun doute que sa volonté ne soit de confier au juge le soin de la distinction. Nous avons dit encore que la recherche du juge ne porte pas exclusivement sur une question de fait, car sans cela le contrôle échapperait à la Cour de cassation. Des arrêts multiples (3) prouvent que la Cour

1. S. 1895.1.129.

2. S. 1832.1.383; S. 1846.1.502; P. 1846.2.70; S. 1860.1.33; S. 861.1.371; S. 62.1.566.

3. S. 1852.1.41; S. 1860.1.721; S. 1864.1.158; S. 1874.1.127; S. 1877.1.69.

a exercé un contrôle sérieux sur les décisions du juge, et même est allée jusqu'à casser certains arrêts pour avoir admis à tort l'existence d'une obligation naturelle (1), ou, au contraire, pour ne pas l'avoir admise (2)

C'est ainsi que ces arrêts confirment ce que nous avons écrit plus haut. L'étude de tous ces arrêts nous mène à la conclusion suivante : la Cour de cassation a confié la tâche de distinguer les obligations naturelles des autres rapports, au juge; mais elle n'a nullement considéré que cette distinction n'est qu'une question de fait, comme une certaine doctrine le pense. On peut affirmer que tout au contraire, si la notion de fait y est, la notion de droit existe dans une plus large mesure, en primant la première, car ce n'est qu'en admettant cette idée, qu'elle a pu se réserver le droit du contrôle, comme elle a eu le pouvoir dans n'importe quelle question de droit. C'est, croyons-nous, aussi l'intention des auteurs du code, et ceci se déduit d'un passage du tribun Jaubert (3). « Si donc cette base première (l'équité), dit-il, *apparaît au magistrat*, le paiement qui en a été fait doit être sanctionné par toute la puissance de la loi. »

Les auteurs qui refusent au juge le droit d'apprécier, si tel cas engendre une obligation naturelle, par ce

1. S. 1835. I. 146.

2. Cass., 3 juillet 1811; 26 juillet 1823.

3. Locré, *Législation civile*, t. XII, p. 460.

motif que ce serait une question de fait, donc échapperait au contrôle de la Cour de cassation, prennent comme exemple pour leur raisonnement celui-ci : Primus fait à Secundus une prestation sur laquelle il voudrait ensuite revenir. Il soutient que c'est une libéralité sans forme; Secundus affirme qu'il s'agit au contraire de l'exécution d'une obligation naturelle. Il y a bien là une question de fait : la recherche de l'intention libérale constitue une pure question de fait. Nous croyons que dans cette hypothèse le juge est appelé à statuer sur une question de droit et notamment : Si Primus veut revenir sur la prestation faite, il va évidemment invoquer son intention libérale. Mais c'est pas sur cette intention, pure question de fait, que le juge va statuer, car Secundus, qui en l'espèce est défendeur, va exposer sa situation au juge et demander la conservation de la prestation, en prouvant que Primus n'a fait qu'acquitter une obligation naturelle. C'est au juge de voir si, dans une telle situation, il existe une obligation naturelle, d'après l'esprit général de la loi, ou plus précisément si c'est à une pareille situation que l'art. 1235, al. 2, se réfère, lorsqu'il a refusé l'action en répétition. Nous ne pensons pas que le juge soit appelé exclusivement à constater rien que l'intention libérale, mais principalement à décider, en dehors de toute intention, s'il y a, dans la situation qu'on lui présente, tous les éléments juridiques pour qu'une obligation naturelle puisse exister. Nous pouvons illustrer

notre raisonnement par un exemple concrétisé dans un arrêt de la Cour de cassation du 5 avril 1892 (1). Un mari, marié sous le régime de la communauté, joue à la bourse avec l'argent de la communauté, et perd de grosses sommes. Les deniers de la communauté, en l'espèce, provenaient surtout de la femme. D'après le droit, il a agi de la manière la plus correcte. À la liquidation il éprouve probablement des scrupules et ne veut pas faire participer sa femme à ses pertes, c'est pourquoi à la liquidation il lui en tient compte. Juridiquement, cette prestation peut nous apparaître sous deux aspects : ou bien l'acquittement d'une obligation naturelle, ou une libéralité, car en réalité il n'était pas responsable légalement envers sa femme. Après un certain temps, le mari voulant reprendre la prestation à sa femme, soutint devant la justice qu'il avait voulu faire une libéralité. Ce n'est pas à son intention que la justice s'arrêta, elle passa outre, en décidant que dans l'espèce, c'est bien de l'exécution d'une obligation naturelle qu'il s'agissait, et en conséquence, lui refusa l'action.

Il y a d'autres arrêts (2), d'où résulte la même idée. Dans un arrêt de la Cour d'Orléans du 23 avril 1842, relatif à une hypothèse, où un sieur Evrard ayant reçu gratuitement une investiture avait promis de verser annuellement aux pauvres une somme déterminée, pro-

1. S. 1895.1.129.

2. S. 35.1.465 ; S. 43.2.383.

messe qu'il n'accomplit plus après avoir vendu l'investiture, sur l'action du maire qui voulait le forcer de s'exécuter, la Cour décida, dans les termes suivants : « Considérant, sous ce rapport que cet engagement ne présente *ni le caractère d'un don rénumératoire, ni celui d'une obligation naturelle*; que l'on ne peut y voir que la volonté libre et spontanée du sieur Evrard *de faire participer les pauvres...* » Ce dernier arrêt, dans des termes plus catégoriques, prouve que la Cour devait se prononcer premièrement sur une question de droit, « que cet engagement ne présente ni le caractère d'un don rénumératoire, ni celui d'une obligation naturelle », et ensuite, et à titre secondaire elle se préoccupe de l'intention, « on ne peut y voir que la volonté libre de faire une donation... » Donc, pour résumer : Il ressort des arrêts que le juge, quand il est appelé à distinguer une obligation naturelle d'une autre hypothèse, ne statue pas principalement sur une question de fait, mais bien sur une question de droit. Et c'est pour cela que la Cour suprême ne perd pas son droit de contrôle.

Nous avons dit que le code s'occupe très peu des obligations naturelles. Il ne donne pas de définition, et se tait sur ses éléments. Faute de règle expresse, la théorie de l'obligation naturelle a été créée, et par la doctrine, et par la jurisprudence. Evidemment, ni l'une ni l'autre n'ont pu échapper au droit romain. Nous allons donc continuer, après avoir vu que c'est au

juge qu'il appartient de déterminer, selon l'esprit général du droit, les cas où il y a obligation naturelle, à étudier l'obligation naturelle en elle-même, quelle est la définition la plus juste, quelle est sa nature juridique, quels sont ses éléments, et cela pour pouvoir les rapprocher ou différencier selon le cas, de l'obligation civile d'une part, et du devoir moral de l'autre.

Définition. — La définition de l'obligation naturelle est très difficile à donner, à cause du partage qui existe dans la doctrine, une partie la confondant avec le devoir moral, et à cause de la jurisprudence, qui, elle aussi, au moins en forme, la confond quelquefois.

Pothier définit l'obligation naturelle celle qui « dans le for de l'honneur et de la conscience, oblige celui qui l'a contractée à l'accomplir ». Cette définition, que nous avons critiquée ailleurs, a le grand tort de ne pas être juridiquement exacte. Elle prête en outre à confusion. Il est inexact d'attacher une obligation exclusivement à la conscience. La conscience et l'honneur sont trop relatifs. En admettant cette définition, on devrait conclure que celui qui paye les dettes d'un membre éloigné de la famille, pour sauver l'honneur de la famille, acquitte une dette naturelle, ou encore que celui qui, cédant à sa conscience, fonde une institution pieuse, acquitte lui aussi une obligation naturelle. La confusion de Pothier n'est que de langage, car il a bien fait la différence entre l'obligation naturelle et le devoir moral, qu'il appelle « obligation imparfaite ».

« Il ne faut pas confondre les obligations naturelles avec les obligations imparfaites... celles-ci (imparfaites) ne donnent aucun droit à personne contre nous, même dans le for de la conscience » et il en cite des exemples. « Si je manque de rendre à mon bienfaiteur un service que la reconnaissance m'obligeait à lui rendre. » Il appelle le devoir moral obligation imparfaite, en commettant lui aussi une contradiction avec lui-même, car, au § 195, en parlant des obligations naturelles, il critique le terme d' « obligation » comme impropre. « Ces obligations ne sont qu'improprement obligations, car elles n'imposent pas à celui qui les a contractées, une véritable nécessité de les accomplir. » Il reste à savoir comment, tout en contestant la terminologie « obligation » à l'obligation naturelle, il a pu dénommer le devoir moral obligation, qui se prête encore moins à aucune sanction que les obligations naturelles.

Pothier a le grand mérite d'avoir reconnu d'une manière précise l'existence des obligations naturelles, distinctes des devoirs moraux. Mais la définition qu'il donne ne paraît pas heureuse.

Nous avons étudié les conceptions des divers auteurs sur l'obligation naturelle dans le chapitre II. Après une étude abrégée et critique, nous penchons à croire que la plus juste est celle de MM. Aubry¹ et Rau et de Bufnoir. MM. Aubry et Rau disent dans leur *Cours du Droit civil français* (1) que « les obligations simple-

1. T. IV, p. 5.

ment naturelles sont, d'une part, les devoirs qui, fondés sur une *cause juridique de nature à engendrer*, au profit d'une personne contre une autre, un droit à une prestation déterminée, seraient légitimement et rationnellement susceptibles de devenir l'objet d'une coercition extérieure, mais que le *législateur n'a pas jugé convenable de reconnaître*, comme obligations civiles. A cet égard, il importe de remarquer qu'en l'absence, soit d'un fait personnel imputable à son auteur, soit d'un rapport préexistant entre deux personnes, on ne saurait admettre de cause juridique dans le sens qui vient d'être indiqué (1).

Les obligations simplement naturelles sont, d'autre part, les obligations à la fois naturelles et civiles à l'origine, auxquelles le législateur a, par des motifs d'utilité sociale, retiré le droit d'action. »

Cette définition complète est exacte juridiquement. Elle vient à l'appui de notre point de vue. Conformément à notre croyance, elle fonde l'obligation naturelle sur une « cause naturelle » identique à la cause juridique de l'obligation civile. Ainsi, l'obligation naturelle ayant tous ses éléments identiques aux éléments de l'obligation civile, peut facilement se confondre juridiquement avec l'obligation civile. Quel est donc le point de différence avec l'obligation parfaite ? C'est que « le législateur n'a pas jugé convenable de recon-

naître comme obligation civile ». Il résulte de ceci qu'il n'y a pas de différence de droit. En somme, cela revient à dire que l'obligation naturelle est la même obligation civile qui tantôt est reconnue comme telle par la volonté subjective du législateur, et à qui, d'autres fois, le législateur, pour certains motifs qui lui sont propres, n'a pas jugé convenable de donner une existence parfaite.

Quels sont ces motifs qui ont empêché le législateur de sanctionner cette obligation ? Nous croyons que tous ces motifs ne tiennent pas du tout à la nature de l'obligation naturelle qui est aussi parfaite que l'obligation civile, mais bien à l'imperfection du législateur. Et qu'il en soit ainsi, la preuve en est que le législateur lui-même a dû reviser le code, et poussé toujours par la force de la nécessité, a dû reconnaître par des lois parfaites des obligations civiles là où il n'y en avait pas. Exemple la loi du 16 novembre 1912, qui modifia l'art. 340 du code, admettant la recherche de la paternité.

A côté des opinions de MM. Aubry et Rau, et les renforçant, nous trouvons celle de M. Bufnoir qui, en parlant des obligations naturelles, dit (1) : « Pas plus chez nous qu'à Rome, on n'entend par là de simples obligations morales. Ce sont de véritables obligations au point de vue du droit, mais constituées dans des

1. *Propriété et contrats*, p. 449.

conditions telles que la loi, tout en fournissant des moyens indirects de sanction, n'accorde cependant pas le moyen direct, ordinaire, et normal de procurer l'exécution de l'obligation, c'est-à-dire l'action en justice. »

La formule de M. Bufnoir est aussi exacte que celle de MM. Aubry et Rau. Il n'y a pas de différence de droit entre l'obligation civile et naturelle. L'obligation naturelle est une obligation véritable, mais à laquelle la loi, à raison de certaines conditions, n'a pas donné l'action en justice. Donc, toute la différence entre ces deux obligations est un élément de fait tenant aux conditions dans lesquelles elles sont nées.

SECTION II

Sources des obligations naturelles.

Après avoir vu quelle est la formule qui peut le mieux concrétiser l'obligation naturelle, nous devons analyser quelle est la source qui les fait naître. A la différence du devoir moral, qui n'a d'autre source que la conscience humaine, indépendante de toute règle positive, les obligations naturelles prennent naissance dans des mêmes circonstances que les obligations civiles.

La même cause, selon la volonté de la loi, fait naître une obligation civile, ou seulement une obligation naturelle, quand le cas en espèce n'a pas été prévu par

la loi expressément. De l'ensemble des arrêts relatifs aux obligations naturelles, *on peut déduire que toute cette théorie est due aux lacunes trop grossières des lois, et c'est pour réparer un état de droit et de fait manifestement contraire à l'équité, que la jurisprudence s'est attachée à élargir le plus possible les cas où il y a des obligations naturelles.* En droit romain, les obligations naturelles nous paraissent comme une réaction contre le formalisme trop sévère du droit civil, aujourd'hui elles ne sont qu'un complément du droit codifié, appelées à couvrir l'injustice que les lois imparfaites avaient laissé subsister.

Le grand problème qui se pose est celui de savoir quand on est en face d'une obligation naturelle, et comment on peut la séparer du devoir purement moral. Les conséquences qui en résultent sont tellement grandes, qu'il faut exactement et juridiquement préciser, quand on est dans l'une ou dans l'autre situation.

M. Bartin, dans son cours approfondi de 1916, après avoir enlevé au juge cette tâche, nous dit qu'en s'inspirant de la jurisprudence actuelle, on peut ramener à quatre idées fondamentales l'énumération des différentes hypothèses où l'on se trouve en présence d'un devoir de conscience générateur d'une obligation naturelle. Tout devoir de conscience qui, de près ou de loin, peut être ramené à l'une ou à l'autre de ces quatre idées fondamentales, constitue une obligation na-

turelle au sens juridique de l'expression. Ces quatre idées sont les suivantes :

Première idée. — Une personne qui s'engage, mais dont l'obligation est impuissante pour une raison déterminée à constituer une obligation civile proprement dite. C'est pour un motif d'incapacité ou de forme que cette obligation est irrégulière.

Seconde idée. — Est celle qui résulte des cas où une personne se trouve dans une situation tout à fait voisine de celle où la loi la déclare obligée. Les cas les plus fréquents se trouvent dans l'obligation alimentaire.

Troisième idée. — Lorsqu'un débiteur tenu civilement est libéré par un mode d'extinction qui n'est pas satisfactoire pour le créancier; exemple : par la prescription et exception de la chose jugée.

Quatrième idée. — Il naît une obligation naturelle, d'une extension de la théorie de l'*in rem verso*, et de la *théorie de la faute*, alors quand elles ne peuvent pas engendrer une obligation civile.

Il est rigoureusement exact que presque tous les arrêts et jugements pourraient être classés d'après ces quatre idées fondamentales. Mais, en admettant comme base de distinction ces idées dirigeantes, il faut admettre qu'au delà il n'y a plus de situation génératrice d'obligation naturelle, et en conséquence il n'y aurait que des devoirs moraux. Or, si on voulait circonscrire de cette manière les cas où il y aurait des obligations naturelles,

cette circonscription fût-elle énormément vaste, on tomberait encore dans la conception romaine. En outre, que décider d'une situation que la complexité infinie, et la variété des affaires de la vie pratique pourrait emmener, et qui, d'après son fondement juridique et d'après ses éléments, ne pourrait pas être considérée comme une pure libéralité.

* Ce raisonnement nous a été inspiré par un arrêt de la Cour de Nîmes du 5 décembre 1860 (1) : Un sieur Cler avait souscrit un engagement par lequel il s'obligeait à servir une pension viagère à une dame de Gray, dans le cas où il hériterait de celui envers qui il s'était obligé. En effet, il hérita, et servit selon son engagement, la pension un temps déterminé, mais à la suite d'une querelle de famille, il refusa de continuer. La crédit-rentière s'adressant au tribunal d'Uzès, celui-ci, après délibération, considéra l'engagement pris par le sieur Cler nul, comme constituant un pacte sur succession future. La dame Gray fit appel devant la Cour de Nîmes, et cette Cour décida : « Attendu qu'à ce point de vue, l'engagement d'Edmond Cler n'est que *l'exécution d'une obligation naturelle* et non une libéralité. » Cet arrêt étrange, qui reconnaît l'existence d'une obligation naturelle comme effet d'un pacte sur succession future, alors que ce pacte est incapable de produire n'importe quel effet civil, dans laquelle

des quatre divisions serait-il inséré ? Laquelle de ces quatre a suggéré à la Cour de Nîmes l'idée de reconnaître une obligation naturelle ? Est-ce l'idée en vertu de laquelle il subsiste une obligation naturelle à un engagement qui, étant privé des formes nécessaires, ne peut pas produire une obligation civile ? Non, parce qu'il n'y a pas de formes qui manquent, mais il y a des conditions telles que toute convention est nulle et de nul effet. Et cela par la loi. Nous ne pensons pas que la jurisprudence a pu voir dans cette situation une des quatre idées fondamentales qui devraient être le critérium de destruction de l'obligation naturelle, et cela d'autant plus, que par un arrêt de la Cour de Caen du 11 janvier 1888 (1), elle s'est clairement exprimée : « Il n'y a ni obligation naturelle, ni dette d'honneur à exécuter une obligation illicite. »

Sans contester la vérité juridique de ce système qui réduit à quatre les idées, d'après lesquelles on doit reconnaître si le rapport existant est générateur d'obligations naturelles, nous croyons qu'il vaudrait mieux ne fixer aucune frontière, et reconnaître partout une obligation naturelle, même au delà de ces quatre idées dirigeantes, si la nécessité de satisfaire l'équité l'impose. Partout où l'équité l'exige et où la loi n'a rien prévu expressément, le juge doit combler cette lacune, en reconnaissant des obligations naturelles, dans la me-

sure la plus large possible. Nous n'allons pas analyser, dans les pages qui vont suivre, tous les cas où il y aurait des obligations naturelles, car en adoptant le système de la libre recherche du juge, il serait presque impossible de les envisager tous, mais les cas principaux qui ont apparu en jurisprudence.

On ne pourrait jamais faire une classification définitive et exacte des obligations naturelles, mais en rapprochant les différentes situations qui, d'après la doctrine et la jurisprudence, seraient génératrices de ces obligations, on parvient plus ou moins à une certaine classification. C'est ainsi que nous pouvons dire qu'il résulte des obligations naturelles dans les cas suivants :

SOUS-SECTION I. — *Obligations naturelles résultant des conventions qui, à raison des vices de capacité ou de forme, sont incapables d'engendrer des obligations civiles.*

A Rome, les vices de capacité et de forme étaient une des premières sources d'obligation naturelle, et dans notre droit actuel c'est une des sources les plus incontestées. L'intention des parties était de faire une obligation civile, mais, à raison de certains vices que nous allons indiquer à l'instant, cette obligation n'a pas pu naître comme telle. Ce groupe comprend plusieurs hypothèses :

Première hypothèse. — Le mineur qui s'oblige en

dehors du consentement de qui de droit (1). Cette incapacité pour le mineur est une incapacité d'agir, qui provient d'une présomption d'insuffisance de consentement, qui subsiste même après la majorité, car l'article 472 annule tout traité intervenu entre le mineur devenu majeur et son tuteur, s'il n'est pas intervenu dix jours au moins après la reddition des comptes de tutelle. L'obligation qui subsiste à l'encontre de cette règle ne peut être que naturelle (2). Toute cette présomption d'incapacité est une présomption légale, *juris et de jure*, en vertu de laquelle l'art. 1353 refuse toute action au créancier. Cette présomption, en fait, peut se trouver fausse, et malgré la capacité du mineur, la nullité relative subsiste quand même, en créant ainsi un état d'iniquité manifeste. C'est pour rétablir l'équité dans une certaine mesure, que l'obligation naturelle apparaît.

Deuxième hypothèse. — Est relative à l'interdit agissant dans les mêmes conditions que le mineur. Il n'y a qu'à rappeler que la présomption d'incapacité découle d'un jugement.

Troisième hypothèse. — Du prodigue qui s'est engagé sans l'autorisation du conseil judiciaire (3).

1. Laurent nie l'existence de cette oblig. nat., *op. cit.*, XVII, p. 19; Marcadé en même sens : *Explication théorique et pratique du Code civ.*, 7^e éd., t. IV sous l'art. 1242, n° 752.

2. Aubry et Rau, t. I, p. 144; t. III, p. 194. — Contra : Valette, *Cours de Code civil*, t. I, p. 578.

3. D. 1896. I. 391; ou S. 67. I. 225.

Quatrième hypothèse. — De la femme mariée qui s'oblige sans l'autorisation de son mari.

Quoiqu'elle ne soit pas incapable en principe, de par son sexe, elle est tout de même assimilée dans l'article 1124 aux incapables. La raison de cette incapacité qui la frappe dès qu'elle se marie, ne peut être raisonnablement que de sauvegarder la discipline du ménage (1). C'est cette idée qui résulte clairement de la loi du 13 juillet 1907. Pour la femme mariée se pose aussi l'hypothèse, de la femme dotale qui s'est engagée sur ses biens dotaux. La dotalité frappe les biens d'une inaliénabilité qui, d'après la jurisprudence, n'est pas une véritable inaliénabilité, mais, et c'est là l'opinion courante, la femme est seulement incapable de s'obliger personnellement sur sa dot (2). Admettant cette solution, on doit rapprocher cette situation, de la situation de la femme mariée qui s'est obligée sans l'autorisation de son mari, et admettre qu'elle sera tenue naturellement.

Puisque nous traitons une matière de capacité, et que cette capacité varie selon la loi du pays auquel l'incapable appartient, il y a lieu de se demander quelle sera la loi qui va la déterminer. Le prin-

1. Il résulte du code, et ceci est étrange, que la protection de la femme aurait une raison déterminée par une incapacité physique. Il n'y a, ainsi qu'on peut l'expliquer, pourquoi la ratification par son mari de l'acte qu'elle a fait seule, ne lui enlève pas le droit de l'attaquer, et pourquoi, l'autorisation du mari mineur, ne suffit pas, pour que l'acte soit inattaquable.

2. Planiol, t. III, n° 1524. Cass. D. 1884. I. 325; S. 1886. I. 25.

cipe général écrit dans l'art. 3 Code civil doit être appliqué. C'est la loi personnelle qui va décider. C'est elle qui va régir l'étendue et les conséquences des vices du consentement (1). A côté de celle-ci, il y a une autre doctrine, qui veut que la capacité et les conséquences soient régies d'après la loi que les parties contractantes ont entendu accepter quand elles se sont engagées, en admettant ainsi le statut d'autonomie.

Nous avons mentionné des cas où des obligations naturelles naissent d'un vice quelconque de capacité. Dans le même groupe, on doit faire entrer des obligations naturelles résultant des obligations de forme. Quelle sera la loi qui décidera de la forme ?

Lorsqu'il n'y a pas de conflit de lois, ce sera la maxime *Locus regit actum* qui va résoudre le problème. Mais dès qu'il y a conflit, cette règle ne devient impérative que pour les actes publics. En ce qui concerne les actes sous seing privé, les parties ont en principe le choix entre la loi du lieu de rédaction et la loi personnelle ou nationale commune. De ceci on peut déduire que celui qui n'a pas respecté toutes les formes légales en s'obligeant, peut cependant démontrer qu'il s'est librement engagé, et dès lors il sera tenu par une obligation naturelle.

Ainsi nous sommes arrivé à l'étude d'une sous-section très importante de cette section, qui s'occupe des :

1. Pillet, *Principes de Droit international privé*.

I. — *Dispositions testamentaires verbales, ou insérées dans un testament nul en la forme* (1).

Le cas le plus fréquent qui s'est posé en jurisprudence, c'est celui d'un légataire universel qui exécute la volonté du *de cuius* sans que celui-ci ait laissé un testament. Après l'exécution, presque toujours il voudrait revenir, et reprendre la prestation, sous le motif d'une donation sans formes. Dans ces cas, c'est presque invariablement que les arrêts ont reconnu une obligation naturelle (2). La question s'est présentée devant les Cours de deux manières : 1^o Le légataire s'était libéré de la prestation en nature (3) et 2^o, le légataire avait seulement promis qu'il tenait à la disposition du bénéficiaire la prestation léguée; alors se pose la question de savoir quel est l'acte qui vaut exécution de l'obligation naturelle, et qui peut empêcher le légataire d'invoquer le fait, qu'étant tenu toujours d'une obligation naturelle, il est libre de s'exécuter ou de ne pas s'exécuter, selon son gré.

La question a été dans une certaine mesure résolue par la Cour de Montpellier, dans un arrêt du 30 janvier 1893 (4) dans l'espèce suivante : Le légataire avait

1. Cass., 30 juin 1918 (lég. verb.).

2. S. 1861.1.370; S. 1877.1.69; D. 1878.1.376; D. 1904.2.439; D. 1905.1.47; S. 94.2.84.

3. S. 61.1.370.

4. S. 1894.2.84.

annoncé qu'il tenait à la disposition du bureau de bienfaisance la somme léguée par le *de cuius*, mais il avait inséré une clause par laquelle il demandait à celle-ci de dire tous les ans une messe pour le repos de l'âme du décédé. Plus tard, il voulut revenir sur sa promesse sous prétexte que le défunt avait voulu faire une prestation pure et simple, et que lui, en la compliquant d'une modalité, avait transformé cette libéralité du défunt, et qu'ainsi on se trouvait en face d'une libéralité faite par lui avec les biens du défunt. Comme cette donation n'était pas en la forme légale, elle était nulle.

La Cour a rejeté ce raisonnement, et déclara qu'il existe quand même une « obligation naturelle pouvant servir de cause à une obligation civile » (1), donc, rien que le fait d'avoir promis l'exécution de l'obligation naturelle était suffisant pour le convertir en obligation civile, irrévocable comme telle.

Dans un autre arrêt de Besançon (2), relatif à un cas où le frère avait laissé sans testament, par préciput, une valeur de la succession à un des héritiers, il a été décidé que l'exécution de l'obligation naturelle s'était réalisée quand le notaire a reproduit le projet fait par un des frères, dans un acte parfait.

Ces deux arrêts que nous venons de citer, mettent en évidence quelle est la conception de la jurisprudence sur les divers actes qui, dès qu'ils sont accomplis, ne

1. Dans le même sens, Toulouse, 5 avril 1892. S. 1892.2.155.

2. S. 1906.2.98.

laissent plus sa nature à l'obligation naturelle, en conséquence le débiteur doit s'exécuter matériellement, sans qu'il puisse invoquer encore le principe qui caractérise ces obligations, c'est-à-dire l'exécution volontaire.

Une difficulté qui a été signalée (1) est celle de savoir quel est le sort d'une obligation naturelle exécutée, lorsque le partage vient d'être rescindé pour cause de lésion. La rescision va faire disparaître et le partage et l'obligation naturelle ?

Le bénéficiaire de l'obligation naturelle qui a été en espèce le précipitaire, va-t-il pouvoir soutenir que la rescision n'atteint que le partage et non l'exécution de l'obligation naturelle ?

On ne peut résoudre le problème, croyons-nous, que par analogie en invoquant la solution que la Cour de Grenoble (2) a donnée en matière de reconnaissance d'enfant naturel dans un contrat de mariage. Le contrat caduc, la reconnaissance, a survécu comme acte indépendant. M. Bartin, voyant une unité psychologique indivisible dans cette opération, croit que l'obligation naturelle tombe avec le partage, conclut en conséquence que l'obligation naturelle disparaît avec l'acte auquel elle se trouve jointe. La volonté des parties d'exécuter une obligation naturelle est donc plus fragile, elle est susceptible de s'évanouir plus rapidement que

1. M. Bartin à son cours approf., 1916.

2. S. 1862.2.132.

la volonté d'exécuter un autre engagement à titre onéreux.

II. — *Quid des enfants qui renoncent à la succession de leurs parents.*

L'art. 2101 met à la charge de la succession les frais funéraires et de dernière maladie en les garantissant par un privilège. C'est la situation normale, quand les héritiers acceptent la succession. Il reste à savoir quelle est la situation quand les héritiers refusent la succession. Un arrêt de la Cour de Bordeaux du 24 mars 1898 a décidé que l'obligation de payer une dette contestée de la succession constitue « une obligation naturelle et un devoir de conscience » à la charge des héritiers renonçants. MM. Baudry-Lacantinerie et Barde (1) critiquent cette manière de voir de la Cour, sur le motif que les héritiers renonçants sont censés n'avoir jamais été héritiers, et alors il est impossible qu'ils soient tenus à une obligation naturelle.

La solution qui prévaut en jurisprudence est autre. Dans un arrêt de la Cour de Nancy (2), et un jugement du tribunal de Boulogne-sur-Mer, il a été statué que les frais de dernière maladie et d'enterrement peuvent être réclamés aux enfants de la personne décédée, même quand ils ont renoncé à la succession.

1. *Des oblig.*, t. II, p. 675.

2. S. 1903.2.52.

Ces deux décisions emploient l'expression « d'obligation naturelle » et ne sont relatifs qu'aux frais de dernière maladie. Nous croyons que c'est dans un sens impropre que la Cour et le tribunal appellent cette obligation, naturelle, car il est dit que c'est « un acquittement d'une dette, à laquelle ils ne peuvent se soustraire en renonçant à la succession ». Donc, il ne s'agit pas d'une obligation naturelle dont l'exécution est facultative, mais bien d'une véritable obligation civile, qui dérive, dans la pensée des juges, de la nature des choses, c'est pourquoi ils ont confondu.

Cette solution vient d'être confirmée dans un jugement plus clair et catégorique du tribunal de la Seine (1) relatif aux frais funéraires. « Attendu, que l'obligation de payer les frais funéraires doit être comprise parmi celles que les art. 205 et s. Code civ. mettent à la charge des enfants au titre alimentaire... » De cette décision, il résulte qu'il y a assimilation de cette charge, aux obligations civiles de l'art. 205, qui prouve incontestablement que dans la pensée de la jurisprudence, le devoir de payer les frais de dernière maladie de la personne à la succession de laquelle les héritiers ont renoncé, a été de relever cette obligation au degré d'une obligation civile.

Ce qu'il y a à remarquer, c'est que s'il est facile de considérer les frais de dernière maladie à titre ali-

mentaire, il est moins facile de donner aux frais d'enterrement ce caractère. La jurisprudence, pour se soustraire à la difficulté, a considérablement élargi le sens du mot « aliment ».

En tout cas, nous pensons que cette obligation civile qui découle de l'interprétation des tribunaux, ne prend ce caractère que si elle est à la charge des personnes déterminées par les art. 205 et suivants.

Mais à la charge des successeurs d'un degré plus lointain, qui ne sont plus tenus par la loi de cette obligation alimentaire, tout en pouvant succéder, la jurisprudence a-t-elle voulu créer pour eux aussi une obligation civile ? Il n'y paraît guère d'après les arrêts. Nous pensons que dans ces cas on doit admettre l'existence d'une obligation naturelle.

III. — *Substitutions.*

Le code, dans son art. 896, interdit les substitutions. Mais il y a certaines libéralités qui, un des caractères essentiels des substitutions manquant, ne peuvent pas être considérées par la loi comme telles, malgré la forme en général, qui, au premier abord, paraît la même. L'exemple le plus courant c'est le *Fideicommiss sans obligation juridique* (1), dans lequel le disposant n'impose pas l'obligation juridique de conserver

1. S. 1900.1.259 ; D. 1900.1.353 ; S. 1900.1.80.

N. G. Vrabie:eo

et de transmettre. Il émet seulement un vœu, une prière. Quelle est l'obligation qui en découle pour l'intermédiaire ?

La Cour suprême a déclaré qu'il y a là « une simple obligation morale dépourvue de toute sanction civile ». Or, dans cette hypothèse, comme l'ensemble des conditions s'oppose à ce qu'il n'y ait là qu'une pure liberté, il résulte que la Cassation a admis l'existence d'une obligation naturelle. Cette solution, d'ailleurs, nous paraît conforme à l'esprit général du droit.

IV. — *Legs avec charge de faire des œuvres de bienfaisance.*

Quoique l'étude de cette sous-section ne doive pas entrer à proprement parler dans la section qui s'occupe spécialement des obligations naturelles dont la source est un vice de capacité ou de forme déclassant une obligation ou un acte civil, nous nous y attachons, parce qu'elle a beaucoup de points de contact avec la question qui forme le sujet de cette section. C'est un des cas qui s'est posé le plus souvent en pratique. Il s'agit de savoir quelle est la nature de l'obligation, qui découle du fait qu'une personne charge dans son testament le légataire de faire certaines œuvres de bienfaisance.

Un arrêt de la Cour de Paris du 17 juin 1892 (1),

1. D. 1892.2.381.

relatif à un cas où une veuve a mis à la charge du légataire la construction d'un asile pour les vieillards en destinant 300.000 francs à cette fin, avec mention « qu'elle s'en rapporte à la loyauté de ses légataires universels pour l'exécution de cette charge », et puis : « J'espère que mes cousins (légataires) respecteront mes dernières volontés », a décidé qu'il y a, « non pas un legs particulier, mais une charge de legs universel dont l'accomplissement est laissé à la loyauté du bénéficiaire de ce legs » (1).

Un autre arrêt de la Chambre des Requêtes du 7 janvier 1902 (2) vient confirmer la première solution. Il résulte donc du contenu des deux arrêts que nous avons cités, que les Cours ont admis dans ces cas-là l'existence d'une obligation naturelle. Cette interprétation est admise aussi par la doctrine, notamment M. Perreau (3) qui déclare qu'il s'agit d'une obligation de conscience (naturelle) (4). La question est plus controversée lorsque le créancier naturel n'est pas désigné au moment de l'ouverture du legs, car pour qu'une obligation puisse se former, il faut que les parties soient définies. Un arrêt d'Agen (5) vient donner une solution de nature à éclairer la difficulté. Voici le contenu : La veuve Bix, dans un legs, a « donné et légué sa

1. Dans le même sens. D. 1859.1.322; D. 1891.2.220.

2. D. 1903.1.302.

3. *Revue trim. dr. civ.*, 1913, p. 535.

4. M. Perreau confond volontairement ces deux notions.

5. S. 1913.1.372.

maison aux sœurs garde-malades, en faisant la réserve que si toutefois les sœurs venaient à quitter la ville, la maison fût vendue, et le prix versé entre les mains *de l'autorité supérieure*, pour l'employer en bonnes œuvres pour la commune de Sénailiac. Or, il arriva que les sœurs partirent, et alors, selon la volonté de la défunte, l'autorité supérieure, personne indéterminée, devait toucher l'argent. La Cour n'admit pas que ce fut le maire de la commune, l'autorité supérieure visée par la veuve Bix qui devait toucher le montant, et qui la requérait à ce titre, mais elle décida que « c'était une charge de l'hérédité laissée à la libre disposition du légataire universel, ce dernier n'étant obligé que par sa conscience à remettre le prix de l'immeuble vendu à l'autorité supérieure chargée de l'employer en bonnes œuvres et que cette autorité supérieure serait désignée par la justice en la personne de Mgr l'évêque de Cahors si le débiteur voulait s'acquitter ». Il résulte de cet arrêt qu'une obligation naturelle peut exister même quand une des parties reste indéfinie, la Cour se réservant le droit de la fixer.

Nous avons analysé quelques situations créées par la succession testamentaire ou légale, situations qui sont génératrices d'obligations naturelles. Entre autres, il y a celles où la contestation est impossible, où la doctrine s'est mise d'accord avec la jurisprudence, mais il y en a aussi d'autres, où l'accord n'est pas complet. Nous avons, essayé, en analysant quelques arrêts, de prou-

ver que l'intention des tribunaux et Cours est d'élargir le plus possible, et de reconnaître le plus possible des obligations naturelles, allant souvent jusqu'à empiéter sur le domaine du devoir moral.

Puisque nous sommes en train d'étudier les obligations naturelles survivant aux obligations civiles frappées d'un certain vice, c'est le lieu et le temps d'envisager aussi les obligations naturelles, dont la source est une donation irrégulièrement faite.

V. — *Obligations naturelles survivant aux donations irrégulières.*

Parmi les cas les plus intéressants qui s'attachent à cette matière, est celui où les héritiers exécutent une donation nulle pour vices de forme après la mort du donateur (art. 1340). Le donateur lui-même n'aurait pas pu confirmer un acte frappé de nullité absolue. L'art. 1340 peut être interprété de deux manières. Une première opinion voudrait voir dans cette exécution une confirmation, mais cette explication entraînerait la conséquence suivante, savoir : si l'exécution n'était que partielle, les héritiers ayant par là réparé le vice, seraient tenus civilement pour le tout. La seconde opinion, et c'est l'interprétation que nous croyons juste, estime que les héritiers du donateur, en faisant la libéralité selon le vœu du défunt, ne font qu'exécuter une obligation naturelle qui prend naissance à l'ouverture

de la succession, et dès lors une exécution partielle n'oblige pas le débiteur à l'exécuter entièrement.

VI. — *Quid des autres actes solennels non faits en forme requise.*

Après avoir analysé particulièrement quelques cas, il nous reste à examiner brièvement la situation qui est créée par d'autres actes solennels non faits en forme requise. Notamment, résulte-t-il une obligation naturelle d'un contrat de mariage nul en la forme ? C'est d'après le contrat de mariage qu'à la dissolution du mariage on règle les comptes (1), et c'est quelquefois grâce à lui qu'un des époux se trouve avantagé au détriment de l'autre, comme dans l'exemple suivant (2) : Un des époux ayant 100.000 francs s'était marié sous le régime de la communauté, tandis que son conjoint n'avait rien. Par ce fait, celui qui n'avait rien apporté à la communauté se trouve, à la dissolution du mariage, avantagé en vertu du contrat. Supposons que le contrat de mariage soit nul. Est-ce que l'avantage qui résulte pour l'époux pauvre est une donation, ou l'acquittement d'une obligation naturelle ?

Il n'y a pas de jurisprudence à notre connaissance mais un arrêt de la Cour de cassation du 5 avril

1. Aubry et Rau, *Cours de droit civ. fr.*, § 503, note 3.

2. Emprunté à M. Bérin, *op. cit.*

1892 (1) a admis l'existence d'une obligation naturelle dans une hypothèse voisine : Un mari, commun en biens, joue à la bourse les deniers de la communauté, qui, en espèce, étaient tombés en commun, du chef de la femme. A la dissolution du mariage, le mari, ne voulant pas faire participer sa femme aux pertes à lui dues, prend tout sur lui, et rembourse intégralement sa femme. Plus tard, regrettant son geste, il veut répéter, sous prétexte qu'il a fait une donation sans formes nécessaires. La Cour rejeta sa demande, en considérant que ce n'était pas une donation qu'il avait faite, mais l'exécution d'une obligation naturelle.

Il y a une différence entre l'hypothèse que nous avons posée et le cas qui s'est présenté en jurisprudence, cette différence c'est la notion de faute qui apparaît dans l'arrêt de 1892; tandis que dans l'hypothèse du contrat de mariage nul en forme, il ne s'agit que de prendre pour base de l'ensemble du règlement du régime, un prétendu contrat de mariage qui n'existe pas du tout. L'arrêt de 1892 est cependant, dans son ensemble, voisin de notre hypothèse, et c'est ainsi qu'on pourrait solutionner celle-ci par analogie, à plus forte raison, que tous les avantages qui s'y trouvent contenus sont des opérations à titre onéreux et pas de simples libéralités.

Ceci dit sur le contrat de mariage nul en forme,

il faut ajouter que, en ce qui concerne les autres actes solennels, constitution d'hypothèque, subrogation à hypothèque légale de la femme, etc., il n'y a pas de jurisprudence, car les hypothèses seraient très difficiles à construire.

SOUS-SECTION II. — *Obligations naturelles dérivant des hypothèses voisines des cas où la loi oblige civilement.*

Ces obligations ont été reconnues pour donner un certain effet juridique à des rapports qui n'ont pas été sanctionnés expressément par la loi. C'est la jurisprudence qui, par son œuvre prétorienne est venue réparer une large brèche qui altérerait profondément l'équité naturelle. C'est plutôt une extension considérable de l'obligation civile. Parmi les plus importantes, il faut citer d'abord l'obligation naturelle dérivant de l'obligation civile alimentaire, ainsi que l'obligation incombant aux parents de doter leurs enfants.

I. — *Obligation naturelle dérivant de l'idée civile d'obligation alimentaire.*

Le Code, dans ses articles 205 et 206, impose à certaines personnes déterminées, une obligation réciproque alimentaire. Les personnes prévues dans ces articles sont limitées d'une manière trop arbitraire et trop

étroite, qui froisse manifestement l'équité naturelle. C'est ainsi que sont tenus, civilement, les descendants en ligne directe indéfiniment dans la filiation légitime, et seulement au premier degré dans la filiation naturelle, et les gendres et les belles-filles en vertu de l'art. 206; pour ces derniers, l'obligation cessant dans deux cas déterminés. L'art. 207 pose le principe que l'obligation naturelle est réciproque.

Il n'y a pas, de par la loi, d'obligation alimentaire entre autres parents. Cette charge est en rapport avec le besoin du créancier et la possibilité du débiteur (208) et elle n'est transmissible ni activement ni passivement.

De ces quelques lignes se dégage l'esprit qui domine la loi, sur cette matière. Il y a surtout une chose qui vicie profondément tout le système, c'est que l'obligation alimentaire dans son ensemble est trop étroite sous tous les rapports, et surtout qu'elle est limitée à un cercle de personnes infiniment trop réduit. C'est contre ce vice que la jurisprudence réagit, en reconnaissant en dehors de ces cas, dans un grand nombre d'hypothèses, l'existence d'une obligation naturelle.

Les auteurs, de leur côté, ne font qu'admettre et stimuler l'œuvre jurisprudentielle. C'est ainsi qu'Aubry et Rau énumèrent parmi les obligations naturelles (1) : « Le devoir qui incombe aux proches parents, autres

1. *Dr. civ. fr.*, t. IV, p. 8.

que ceux indiqués aux art. 205 et 207 de fournir dans mesure de leur faculté des aliments à leurs parents légitimes ou naturels qui se trouvent dans le besoin. » Cette doctrine, qui fut presque unanimement adoptée, est renforcée par de nombreux arrêts (1) : « Attendu qu'en souscrivant l'acte du..., l'appelant n'a fait que reconnaître l'obligation naturelle qui incombait à son épouse de procurer des aliments à sa sœur utérine, qui était dans l'indigence. »

L'arrêt de la Chambre des Requêtes du 5 mai 1868 relatif à un engagement pris par une personne envers un établissement hospitalier de payer une somme pour l'entretien de son frère frappé d'aliénation mentale, ne fait que confirmer ce que le premier arrêt cité avait posé en principe. Cette obligation naturelle a été étendue même aux collatéraux naturels, savoir frères et sœurs (2).

Bien plus, les tribunaux ont admis l'existence d'une obligation naturelle, à la charge de l'époux. C'est ainsi qu'un arrêt (3) décide que l'époux qui constitue une rente viagère à son conjoint pour le temps où il ne le sera plus, exécute une obligation naturelle. De ces arrêts, il résulte que la jurisprudence a étendu l'obligation alimentaire, en tant qu'obligation naturelle, aux frères et sœurs légitimes ou naturels, et aux époux.

1. S. 1827.1.152; S. 1868.1.251; D. 1897.2.463; S. 1904.2.32.

2. S. 1827.1.152.

3. D. 1903.2.13.

Elle est allée plus loin, notamment a reconnu cette obligation entre oncle et nièce (1), et même en ce qui concerne les alliés, la tendance de la jurisprudence est vers l'élargissement. C'est ainsi qu'elle reconnaît la survivance d'une obligation naturelle entre bru et belle-mère, même après le convol de la dernière (2). Les tribunaux ont poussé cette réaction jusqu'à reconnaître des obligations naturelles dérivant des rapports hors mariage, en décidant « que la promesse de payer une rente annuelle à une concubine, après la rupture de la cohabitation, peut être considérée comme l'exécution d'une obligation naturelle » (3), et que le concubin doit payer des frais funéraires, de dernière maladie ou d'accouchement (4).

II. — *Constitution de dot.*

Nous savons qu'en droit romain, la loi *Julia de maritandis ordinibus*, et des rescrits de Caracalla et Sévère, avaient imposé au père l'obligation civile de doter. La mère n'était tenue qu'exceptionnellement. *Mater pro filia dotem dare non cogitur, nisi ex magna et probabili vel lege specialiter expressa causa* (5). Cette règle passa dans les pays du droit écrit (6), tandis que dans

1. Trib. de la Seine, 13 nov. 1913 ; *Gaz. trib.*, 1914, 1. 2. 143.

2. S. 1900.2.73, note Lacoste ; D. 1905.1.47 ; D. 1897.2.463.

3. D. 1905.2.305.

4. S. 1907.2.242.

5. Codex, 5, 12, 14 et Dig. de retu nup., liv. 23, tit. 2, fr. 19.

6. Roussille, *Traité de la dot*, éd. Lacasse, p. 7 ; Merlin, *Rep.*, v° Dot., § 1.

les pays de coutume s'était imposée la règle « Ne dote qui ne veut. » Pothier écrit (1) que « la loi ne donne aucune action aux enfants contre les pères et mères, c'est pourquoi chacun des conjoints ne doit doter s'il ne le veut bien », et que « l'obligation de doter les enfants est de la part des ascendants, une obligation naturelle ». Les travaux préparatoires du Code accusent la même idée. Le tribun Siméon l'a catégoriquement exprimé (2) à propos de l'art. 204, qui fut voté sous l'influence directe de la doctrine de Pothier, et qui est rédigé de la manière suivante : « L'enfant n'a pas d'action contre les père et mère pour un établissement par mariage ou autrement. » Une grande partie de la doctrine est d'accord pour constater que, d'après la manière dont l'article est rédigé, en refusant aux enfants le droit de réclamer par action en justice un établissement par mariage, il résulte que l'intention des auteurs du Code a été de mettre à la charge des parents une obligation naturelle. D'un autre côté, le sens de l'art. 1438, al. 1, et de l'art. 1439, d'après lesquels, dans le cas où la communauté est acceptée par la femme, celle-ci doit supporter la moitié de la dot faite par le mari avec les biens communs, corrobore et fortifie la notion d'obligation naturelle à laquelle l'art. 204 se réfère. Il est d'un grand intérêt de savoir si les parents, en dotant, font une libéralité ou acquittent une

1. *Traité de la Communauté.*

2. Loqué, t. XIII, p. 461.

obligation naturelle, d'autant plus grande que les règles qu'on doit appliquer varient selon qu'on admet l'une ou l'autre des solutions.

Si l'on admet l'existence d'une obligation naturelle, la constitution faite même par acte sous seing privé dans un contrat de mariage nul, produit des effets civils et toute répétition devient impossible. Si, au contraire, cette constitution garde le caractère d'une libéralité, toutes ces règles ne lui sont plus appliquées.

Ce fut, d'après l'ensemble de la jurisprudence, la première conception qui prévalut, sans controverse, quand un arrêt de Montpellier de 1901 vint tout renverser, en décidant que la constitution de dot doit être admise comme une pure libéralité. Cet arrêt provoqua deux notes de M. Hémar*d* (1) et M. Capitant (2).

M. Hémar*d*, après avoir démontré les conséquences qui s'y attachent selon qu'on admet l'une ou l'autre des solutions, dit que l'existence d'une obligation naturelle peut, pour certains auteurs, découler de l'art. 204 même, de la manière dont il est rédigé (3). La jurisprudence ne s'est jamais prononcée d'une manière décisive (4), mais dès qu'il s'agissait de l'exercice de l'action Paulienne, les tribunaux, par faveur au mariage, et pour que les époux ne soient point trompés dans leur

1. S. 1905.2.185.

2. D. 1907.2.241.

3. Dans ce sens : Toul*ier*, Troplong, Marcadé, Aubry et Rau, Laurent, Thiry, Planiol, Baudry-Lacantinerie, etc.

4. S. 1883.2.78. Jurisprud. Belge reconnaît l'existence d'une obligation naturelle.

attente, voient dans la constitution de dot un véritable acte à titre onéreux, fait en vue de subvenir aux charges du mariage (1). En résumé, M. Hémarcl conclut qu'il n'existe pas dans notre droit d'obligation naturelle à la charge des père et mère, de pourvoir à l'établissement par mariage de leurs enfants. Il n'y a là, pour les parents, qu'un simple devoir moral (2).

M. Capitant explique la solution de la Cour de Montpellier de la manière suivante : « C'est que la Cour est arrêtée par une objection qui lui a paru insurmontable. La constitution de dot, dit-elle, est une libéralité; elle est soumise au rapport ou à la réduction, sujette au droit de retour légal, et même, si les parties le décident, au retour conventionnel. Or, celui qui acquitte une obligation naturelle, conformément à l'art. 1235 Code civil, ne fait pas une donation, il paie une dette et l'objet du paiement sort définitivement du patrimoine de la partie payante pour entrer dans celui de la partie prenante. » A la fin de la note, M. Capitant écrit : « En résumant, nous croyons donc que la Cour de Montpellier aurait pu, en s'inspirant des tendances bien marquées de la jurisprudence, maintenir la constitution de dot faite par le père à son fils, tout en prononçant la nullité du contrat de mariage. En décidant ainsi, elle n'aurait fait que se conformer aux traditions de notre droit. »

1. S. 1887.1.97 ; S. 1896.1.72 ; S. 1898.2.309.

2. Dans ce sens aussi : Colmet de Santerre, Rodière et Pont, Vigié, Baudry-Lacantinerie et Barde.

Puis l'auteur reproduit un passage de Roussilhe où il est dit : « Il est vrai que la jurisprudence du Parlement de Paris est que la fille ne peut contraindre ses père et mère à lui constituer une dot, mais lorsqu'ils s'y sont prêtés volontairement, que leurs promesses ont donné lieu au mariage, il n'est pas question de les obliger, contre leur gré, à constituer une dot pour marier leur fille, mais à exécuter ce qu'ils ont promis, et ces actes, quoique nuls, forment du moins un commencement de preuve par écrit, et doivent suffire pour faire admettre la preuve par témoins, si les père et mère nient avoir promis aucune espèce de dot. »

A côté de ces doctrines, et différente d'elles, il faut analyser celle soutenue par M. E. Bartin, puis voir quelle est, d'après nous, celle qui convient le mieux aux conceptions des obligations naturelles que nous exposons dans la présente thèse.

M. Bartin reçoit avec réserve la doctrine de certains auteurs, d'après laquelle l'obligation naturelle de doter serait au fond, le développement de l'obligation alimentaire proprement dite.

En effet, il y a trois textes qui visent la constitution de dot : les art. 1438, 1439, relatifs à la manière dont les parents communs en biens vont supporter cette obligation de doter, et l'art. 1556 combiné avec 1555, qui donnent le droit à la femme dotale d'aliéner des biens dotaux pour établir ses enfants. Ces textes, d'après une doctrine, s'expliquent par l'obligation naturelle de

doter les enfants, indépendante de l'obligation civile de les élever. M. Bartin, en raisonnant sur ces textes et sur l'art. 1558, conclut que l'obligation de doter n'est pas seulement une simple obligation naturelle, mais qu'il y a là quelque chose qui dépasse la notion courante de cette obligation.

L'auteur de cette doctrine est frappé de la différence de langage des art. 1438 et 1439 d'une part, qui parlent seulement de libéralités faites par les parents aux enfants au moment du mariage, c'est-à-dire de la constitution de dot, et d'autre part des art. 1555 et 1556, qui visent l'établissement de l'enfant, considéré par une jurisprudence très importante comme s'appliquant, non seulement à la constitution de dot, mais à tout établissement d'enfant en dehors du mariage, par exemple l'achat d'une étude au profit d'un enfant. On explique toujours cela par l'idée de l'exécution d'une obligation naturelle. Or, on ne doit accueillir cette solution que sous les réserves les plus sérieuses, et il semble à M. Bartin que l'expression d'obligation naturelle est ici tout à fait impropre. D'abord la femme dotale (articles 1555 et 1556) peut disposer de ses biens dotaux pour établir ses enfants. On sait que la jurisprudence a étendu l'inaliénabilité dotale aux meubles dotaux, aux créances dotales et à l'hypothèque légale garantissant la dot de la femme. Or, on admet que pour l'établissement d'enfant légitime, la femme puisse faire non seulement un acte de disposition d'un immeuble dotal,

mais même un acte de disposition d'un bien dotal quelconque, et elle peut aller jusqu'à emprunter, avec subrogation dans son hypothèque légale, pour établir son enfant, soit du mariage actuel, soit du premier lit.

Ceci posé, si l'on se rapporte à l'art. 1558, on voit que l'immeuble dotal peut être aliéné pour payer les dettes de la femme. Or, une jurisprudence très abondante sur ce texte, comprend de la façon suivante l'alinéa 4 de l'art. 1558. La femme peut disposer de ses biens dotaux, notamment au besoin subroger à son hypothèque légale, pour payer ses dettes. Mais quelles dettes ? Tout simplement celles en raison desquelles le créancier pouvait la poursuivre, ayant action sur ses biens dotaux. Il y a donc des créanciers qui acquièrent possibilité d'agir sur les biens dotaux de la femme, malgré l'inaliénabilité de ces biens. La jurisprudence en tire cette conséquence, que la femme ne peut disposer de ses biens dotaux, que pour désintéresser ceux de ses créanciers qui ont action sur ces biens. Alors n'est-il pas évident qu'en disposant de ses biens dotaux pour établir un enfant, la femme fait autre chose qu'exécuter une obligation naturelle, car en présence de cette jurisprudence établie, si la femme voulait disposer de ses biens dotaux pour se libérer d'une simple obligation naturelle, elle n'aurait pas ce pouvoir, et cependant les art. 1555 et 1556 admettent que la femme peut disposer de la même façon de ses biens dotaux pour établir ses enfants. C'est donc que la loi ne considère

pas cette obligation de doter comme une simple obligation naturelle. Il y a là une dette qui dépasse la notion courante de cette obligation. Dès lors, la conclusion s'impose, du moins relativement à la femme dotale; l'obligation de doter, et plus généralement d'établir un enfant, n'est pas une obligation naturelle, c'est quelque chose de plus qu'une obligation naturelle ordinaire. Cette conclusion s'impose en présence de la comparaison des art. 1555, 1556 et 1558.

Si, après avoir déduit cette conclusion, on examine les art. 1438 et 1439, une jurisprudence établie, a consacré ici encore des solutions tout à fait inconciliables avec l'existence d'une véritable obligation naturelle.

Ainsi, une constitution de dot a été faite conjointement, et sans assignation de part des époux, au profit de leurs enfants. Or, d'après les textes, le père et la mère sont tenus chacun pour moitié. Cela montre qu'il n'y a pas du tout dans cette hypothèse une obligation naturelle. En effet, s'il y en avait une, le père et la mère auraient eu beau doter conjointement, ils seraient réputés n'avoir doté que dans la mesure de leurs facultés, qui peuvent n'être pas du tout les mêmes.

Un autre argument qui conteste le caractère juridique de l'obligation dotale, en tant qu'obligation naturelle résulte du cas où la dot promise conjointement par les deux époux, a été fournie exclusivement en biens propres à l'un des époux communs en biens.

Dans cette situation encore, chacun d'eux est réputé avoir doté pour moitié, ce qui entraîne l'application des règles de la communauté, à la fin de la communauté. Cette conséquence prouve également qu'on est à l'antipode de l'obligation naturelle, car si on admettait une pareille obligation, celle-ci serait réputée avoir été exécutée seulement par le parent qui se serait libéré en biens propres.

S'appuyant sur ces raisonnements, M. Bartin estime que l'obligation de doter qui incombe aux parents n'est pas une simple obligation naturelle. Voici, d'après lui, la vérité : Il y a bien une obligation naturelle de doter et d'établir les enfants, qui pèse sur les parents; seulement, en raison des règles du contrat de mariage, cette obligation naturelle comporte des conséquences toutes spéciales, qu'une obligation naturelle ordinaire ne produirait pas. Dès lors, cette obligation naturelle particulière ne peut servir, à raison des règles spéciales auxquelles elle est assujettie, à caractériser l'obligation naturelle dans le droit français.

Nous avons exposé, dans ces quelques pages, des doctrines contradictoires. La première qui n'élève pas l'obligation de doter au rang d'une obligation naturelle en la considérant comme un devoir moral, la seconde qui, basée sur une déduction judicieuse des textes, croit que cette obligation, tout en étant une obligation naturelle, dépasse la notion de l'obligation naturelle commune.

La jurisprudence elle-même est très contradictoire.

Comme nous l'avons déjà dit, la tendance générale, bien qu'elle n'ait jamais été bien nette (1), était de reconnaître, lorsqu'un arrêt de la Chambre des requêtes du 5 mars 1902 (2) vient décider en termes catégoriques que l'obligation de doter est une obligation naturelle. « Attendu que la Cour d'appel (Riom, 3 avril 1901) fonde sa décision sur ce que la remise des valeurs litigieuses faites par le sieur Verdier à la demoiselle B... qu'il avait toujours traitée comme sa fille, pour lui permettre *de s'établir et de se créer une situation personnelle*, constituait l'accomplissement d'une obligation naturelle. »

Nous nous trouvons donc en présence de deux arrêts catégoriques. L'un de Montpellier, du 16 décembre 1901, qui considère comme donation le fait de doter, « vainement on allèguerait que le père étant tenu par une obligation naturelle de doter ses enfants », et l'autre d'une date plus récente (Req., 5 mars 1902) qui reconnaît d'une manière aussi formelle que le premier, justement ce que la Cour de Montpellier avait contesté. Lequel des deux doit fixer définitivement la jurisprudence sur cette question controversée ?

Nous pensons que l'arrêt de la Cour suprême doit l'emporter, d'abord parce qu'il émane de la Cour directrice, ensuite parce qu'il est plus récent. Il est vrai

1. Pau, 25 juin 1806. D. Rep. V^e Interdiction, n^o 298 et Req., 14 juin 1827. D. Rep. V^e émigrés, n^o 65.

2. D. 1902. I. 220.

que ce second arrêt est relatif à un établissement en général, « pour lui permettre de s'établir et de se créer une situation personnelle ». Quel que soit l'établissement, par mariage ou autrement, il produit les mêmes conséquences juridiques. L'expression « établissement » comprend tous les établissements, même par mariage, et cela résulte de l'art. 204. Malgré les règles auxquelles la constitution de dot est soumise, et qui pourraient lui donner le caractère du devoir moral, nous pensons que le devoir qu'ont les parents dans bien des cas de doter leurs enfants ne répugne nullement à la notion d'obligation naturelle. Les jurisprudences belge (1) et italienne (2) ont presque toujours admis une obligation naturelle de doter.

Les tribunaux français aussi ont étendu cette obligation naturelle à la charge des parents naturels, et la Chambre des requêtes a confirmé leurs décisions (3).

Quant à nous, nous croyons que l'obligation dotale peut être envisagée sous deux aspects. Tantôt, elle peut constituer un devoir moral pur, tantôt une obligation naturelle. C'est au juge après sa recherche d'en déterminer le caractère.

Pour parvenir à cette solution, il suffit de constater que l'obligation dotale peut être très étroitement rap-

1. Arrêts cités par M. Capitant (D. 1907.241); Cass. Belge. 9 novembre 1855; Pas., 56.1.65; Pas., 87.2.10; Pas., 90.2.25; Pas., 1905.2.184.

2. Perreau, *Oblig. de conscience devant les trib. Rev. trim.*, p. 512 (Cass. Rome, 15 nov. 1880; Liège, 84, 1; et du 1^{er} et 6 mai 1879; Legge, 80.1.23.

3. D. 1901.1.502 et D. 1902.1.220.

prochée de l'obligation civile alimentaire. Quel est en principe son but ? La réponse n'est pas douteuse : d'assurer aux futurs époux une existence convenable en subvenant aux besoins de leur ménage. Tant que cette subvention est nécessaire, tant que l'enfant est dans le besoin, c'est-à-dire n'a pas de biens propres pour pouvoir mener une vie indépendante, alors que son père peut y subvenir, l'obligation naturelle existe. Dès que l'enfant a lui-même une fortune personnelle, suffisante pour pouvoir mener une existence convenable, le fait d'un de ses parents de doter son enfant ne constitue plus un acquittement d'une obligation naturelle, mais bien un acte à titre gratuit. Illustrons ces dires par un exemple. Supposons qu'un père ait 10.000 francs de revenu, et qu'il ait deux filles. L'une d'elles n'ayant pas de biens propres, il lui promet une rente annuelle de 3.000 francs. Dans cette espèce, il a acquitté une obligation naturelle; c'est l'équité qui l'exige ainsi. En conséquence, toutes les règles des actes à titre onéreux vont s'appliquer. L'autre fille, au contraire, a une fortune à elle propre, qui monte par exemple à 20.000 fr. de revenu annuel. Envers cette enfant, toute constitution de dot doit être considérée par les tribunaux comme une pure libéralité. C'est toujours l'équité la plus élémentaire qui l'exige ainsi, car, dans ce cas, la dot ne correspond plus à sa fin caractéristique, n'a plus le caractère d'une obligation alimentaire.

En résumé, nous concluons :

Dès qu'une pareille situation se présente aux juges, ceux-ci doivent considérer le caractère de la dot. Est-ce le caractère d'une obligation alimentaire, ils doivent décider sans avoir crainte de froisser l'équité que c'est d'une obligation naturelle qu'il s'agit; trouvent-ils au contraire que ce caractère manque, ils doivent décider que c'est une pure libéralité, et, comme telle, toutes les conséquences des donations s'appliquent.

Avec cette solution, tout le tort que la jurisprudence apporte aux créanciers du dotant, en leur refusant presque en fait l'action paulienne, se trouve beaucoup amoindri. C'est ainsi qu'un arrêt du 31 janvier 1845 (1) décide que la constitution de dot par un père au profit de sa fille, et dans le contrat de mariage de celle-ci, n'est pas un acte gratuit; par suite, la révocation n'en peut être demandée à l'encontre des époux de bonne foi par les créanciers du dotant, comme fait avec connaissance de son insolvabilité, et par conséquent en fraude de leurs droits. Les intérêts des créanciers ont toujours été sacrifiés par les tribunaux d'une manière exagérée (2) sans faire la distinction que nous faisons, et qui, croyons-nous, n'a rien de contraire à l'esprit général du droit.

La critique qu'on pourra nous faire est de trop subordonner le critérium de distinction à une question de fait. Cette critique tombe devant la réplique suivante :

1. D. 1845.2 50.

2. D. 1845.1.173.

C'est le même chemin qu'on suit pour établir et régler les obligations civiles alimentaires.

III. — *Obligations naturelles résultant de la filiation naturelle non reconnue.*

La loi du 16 novembre 1912 a comblé cette lacune, à laquelle la jurisprudence avait déjà tâché de remédier. Elle créa des obligations civiles là où la jurisprudence avait reconnu une obligation naturelle. Mais il ne faut pas conclure qu'il ne reste plus un vaste domaine où la loi civile est impuissante. « La loi du 16 novembre 1912 n'a pas enlevé à cette question tout son intérêt; car il peut se faire que l'action en déclaration de paternité ne puisse réussir, faute de satisfaire aux prescriptions de la loi du 16 novembre 1912. Il peut se faire également que les conditions de la loi du 16 novembre 1912 étant réunies, la mère de l'enfant veuille néanmoins se prévaloir des droits que lui reconnaissait la jurisprudence antérieure pour obtenir condamnation en son nom personnel, en vertu de l'engagement que le père de l'enfant a pris vis-à-vis d'elle de subvenir à ses besoins (1). »

L'obligation qui en résulte subsiste à la charge tant du père que de la mère, et la jurisprudence a même reconnu que l'obligation de doter existe comme obli-

1. Note S. 1913.1.214.

gation naturelle, même à la charge des parents naturels. Un arrêt de la Chambre des requêtes du 30 juillet 1900 (1), décide qu'il existe à la charge du père naturel qui n'a pas reconnu son enfant, une obligation naturelle de l'entretenir et de l'élever, et un autre du 5 mars 1902 (2) refuse l'action en répétition à un père naturel qui voulait reprendre ce qu'il avait donné à une personne qu'il avait traitée comme sa fille.

L'enfant adultérin ou incestueux a droit, en vertu de l'art. 762, aux aliments, mais rien que dans les cas exceptionnels où cette filiation se trouve établie. En dehors de ces cas, pas d'obligation civile. La jurisprudence a fait découler, à juste titre selon notre avis, de ce lien naturel, une obligation naturelle, pouvant servir comme cause à une obligation civile (3). La Cour de Paris a admis cette solution équitable, approuvée d'ailleurs aussi par une partie de la doctrine (4). Cependant, la jurisprudence reste encore contradictoire, car cette bonne œuvre de la Cour de Paris vient d'être renversée par un arrêt de la Cour de Nîmes (5) qui a refusé tout droit à l'enfant adultérin.

1. D. 1901.1.502.

2. D. 1902.1.220 ; S. 1902.1.312.

3. D. 1902.2.474 ; S. 1900.2.220.

4. M. Demogue, *Rev. trim.*, 1910, p. 623.

5. *Gaz. des tribunaux*, 1913.2.298.

SOUS-SECTION III. — *Obligations naturelles découlant d'un mode d'extinction non satisfaisant pour le créancier.*

Dans cette catégorie, on pourrait ranger une quantité d'obligations naturelles. Nous n'allons examiner que les principales, celles qui découlent de la prescription extinctive, de l'exception de la chose jugée et de la remise de dette contenue dans un concordat.

I. — *Obligations naturelles survivant à la prescription.*

Il n'y a pas de jurisprudence à notre connaissance qui confirme la survivance d'une obligation naturelle mais la doctrine est unanime (1). L'effet direct de la prescription, c'est de donner au débiteur une exception qu'il doit invoquer en justice, car « les juges ne peuvent pas suppléer d'office le moyen résultant de la prescription » (art. 2223). Seulement, la doctrine elle-même est encore en contradiction en ce qui concerne la nature de l'effet de la prescription sur l'obligation. Une partie, représentée par MM. Aubry et Rau, croit que cette exception vise beaucoup moins le droit lui-même que l'action qui le sanctionne. En conséquence, c'est le même droit qui subsiste après la prescription, mais

1. Contra : Troplong, *Traité de la prescription*, n° 29 et s.

privé d'action, ce qui le transforme en somme en une obligation naturelle. Une autre doctrine, à laquelle s'attache M. Martin (1), trouve cette solution inexacte; pour le motif qu'aujourd'hui le droit et l'action se confondent, et que l'action n'est autre chose que le droit en mouvement. Or, d'après M. Martin, il faut chercher une autre explication, qu'on peut trouver en se fondant sur l'art. 2225 qui permet aux créanciers d'une personne d'opposer, eux, la prescription, alors que le débiteur ou propriétaire y renonce; c'est l'application de l'art. 1166. Mais si le débiteur a déjà renoncé, les créanciers, pour pouvoir intenter l'art. 1167, doivent prouver la fraude. Or, l'art. 2225 ne parle que du seul intérêt des créanciers, le simple préjudice suffit, et par ceci on peut conclure que l'art. 2225 admet un régime particulier de l'action paulienne. Les créanciers sont garantis bien plus fortement par l'art. 2225 contre la renonciation d'une prescription que contre tout autre acte de leur débiteur. Pour M. Martin, l'article 2225 est parti de cette idée que la question de renonciation à la prescription est pour le débiteur une question de conscience et non plus seulement une question de droit. Le débiteur pourrait donc se laisser trop facilement aller à renoncer à la prescription sans songer à ses créanciers. C'est pourquoi on les protège plus efficacement. M. Martin étend le système de la pres-

1. Cours cité.

cription à la théorie de la déchéance. En réalité, en droit civil, on oppose à la prescription extinctive les déchéances qui y ressemblent beaucoup. Il s'agit d'un délai assez court pour exercer un droit, ou pour intenter une action (exemple l'art. 957) : le droit du donateur de révoquer une donation pour cause d'ingratitude ne peut être exercé que dans un an; d'autres exemples résultent des art. 1622, 1648, etc. Si nous supposons, par exemple, que le donateur n'a pas exercé son action en révocation dans l'année, et qu'après ce délai le donataire restitue en fait au donateur l'objet donné, qu'aura-t-il fait ? Une libéralité, ou aura-t-il acquitté une obligation naturelle ?

Si on admet la première doctrine, celle qui admet la survivance d'une obligation naturelle à la suite d'une prescription, parce que celle-ci n'est qu'une exception péremptoire qui atteint l'action seulement, on en conclura toute autre chose en matière de déchéance, car selon cette opinion, c'est le droit lui-même qui est atteint, qui cesse d'exister, ce n'est pas seulement l'action qui disparaît, donc on devra dire qu'il ne subsiste pas d'obligation naturelle, et en conséquence que le donataire aura fait une libéralité. Au contraire, avec l'explication de M. Bartin, même en matière de déchéance, quand le débiteur s'exécute, ou restitue la valeur qui lui avait été donnée, il y a dans un cas comme dans l'autre, l'exécution d'une obligation naturelle. La même question se pose aussi pour la pres-

cription acquisitive. Une personne a usucapé la chose d'autrui, et après s'en être prévalu en justice, rend l'objet à l'ancien propriétaire. Qu'y a-t-il ? Libéralité ou obligation naturelle ? Si l'on admet la solution donnée par Aubry et Rau, il y aurait libéralité, si on admet la seconde solution, il y a obligation naturelle parce qu'on rencontre l'idée de l'équité qui est le fondement de cette obligation. Il n'y a pas de jurisprudence qui ait statué directement, mais elle s'est prononcée dans des hypothèses voisines, et elle applique en effet l'article 2223 en matière de petites prescriptions (1).

II. — *Obligations naturelles survivant à un jugement qui a déchargé injustement le débiteur.*

C'est une règle d'ordre public que celle de l'adage *Res judicata pro veritate habetur*. Mais la justice elle-même, et malgré elle, peut être souvent injuste. C'est ainsi qu'il peut arriver que par erreur ou insuffisance de preuves le débiteur se trouve délié civilement. Pour remédier en quelque sorte à cette situation légale mais inéquitable, il faut admettre que, malgré sa libération civile, le débiteur reste tenu naturellement. Nous croyons qu'il faut adopter la même solution lorsqu'on est en présence d'un jugement ayant une autorité absolue. Exemple : un délinquant a été acquitté. Le jugement

1. S. 1881.1.421 S. 1897.1.268.

a une autorité absolue. Or, s'il avait été condamné, il aurait dû des dommages-intérêts, civilement. En cas d'acquiescement injuste, une bonne équité exige la survivance au moins d'une obligation naturelle.

Nous donnons la même solution pour le serment décisoire.

III. — *Obligation naturelle survivant à une remise de dette contenue dans un concordat.*

Pour étudier cette question, il faut envisager le cas où les créanciers ne poussent pas jusqu'à l'union la procédure d'un commerçant en faillite. Ils se contentent de ce que le débiteur leur promet de leur payer une fraction, un tant pour cent de ses dettes, et pour le reste il sera libéré civilement. Dans cette situation, tous les auteurs sont d'accord pour admettre qu'il reste, pour le surplus, tenu naturellement. La jurisprudence est dans le même sens (1), en ce qui concerne la survivance de l'obligation naturelle, mais les tribunaux ont décidé que la clause de « retour à meilleure fortune » qu'on rencontre si souvent en pratique, opère novation (2). Contrairement à ce qui vient d'être dit, il y a certains arrêts où il est décidé que si, après avoir obtenu le concordat, le débiteur concordataire promet

1. S. 1876.1.72; D. 1900.1.200.

2. Nancy (S. 1903.2.34 et S. 1905.1.37, décident même que l'obligation doit être présumée civile jusqu'à preuve contraire.

qu'il va exécuter ses obligations dès qu'il viendra à meilleure fortune, il n'y a pas de novation (1). Analysons l'espèce : Un notaire avait fondé une société avec un avocat pour spéculer en bourse. Le notaire avait fourni la somme de 150.000 francs qui formait le capital social. Cette somme, employée en spéculations par l'autre co-associé, fut complètement perdue, engageant la responsabilité de celui-ci, par le fait que la manière dont il avait opéré était manifestement contre les statuts. Néanmoins, à la dissolution de la société, l'avocat N... put obtenir du notaire, bailleur de fonds, une remise de dette. Peu de temps après, le débiteur, dans ses lettres, en remerciant le notaire du geste bienveillant qu'il a eu à son égard, promettait l'acquiescement de sa dette, dès qu'il serait venu à meilleure fortune.

La Cour de Lyon, approuvée par la Cour suprême, décida que cette promesse, bien qu'elle fût catégoriquement écrite, n'opérait pas novation, et que le débiteur naturel continuait de rester tenu comme tel.

La solution de la Cour est un peu étrange. Nous croyons que tout devrait se réduire à une question de fait. La Cour aurait dû, dans cette espèce, reconnaître une novation, étant donné que le débiteur était venu à bonne fortune, et d'autant plus que son intention d'acquiescer ressortait largement de ses lettres. C'eût été

dans l'esprit de la jurisprudence qui garde le caractère civil à la dette dont la remise a été faite, à condition qu'elle sera payée si le débiteur revenait à meilleure fortune (1).

Nous pensons que dans cette hypothèse de concordat, il vaudrait mieux reconnaître à la créance qui subsiste le caractère d'une obligation civile conditionnelle (2). Nul principe de droit ne serait contredit, car la condition, qui serait casuelle, n'empêcherait pas l'obligation civile d'exister. Le débiteur, par le fait du concordat, reste à la tête de ses affaires, et capable de s'enrichir. Il est manifestement contraire à l'équité que le créancier, alors qu'il a pu s'appauvrir par les vicissitudes du sort, n'ait pas d'action contre son débiteur enrichi, qui, presque toujours, oublie son devoir. Cette obligation civile devrait être admise ou refusée par le tribunal après une recherche préalable, et même dans certains cas, croyons-nous, cette créance contiendrait la notion d'une obligation alimentaire.

SOUS-SECTION IV. — *Obligations naturelles dérivant du principe de responsabilité.*

Le Code civil, dans ses articles 1382-1386, établit une responsabilité civile à la charge de certaines personnes, dans certains cas déterminés. Ce système de

1. S. 1909.2.211.

2. La condition serait « la capacité de payer ».

responsabilité trop étroit en lui-même, subit une profonde atteinte dans ses principes fondamentaux, par la loi du 9 avril 1898. Nous ne commenterons pas cette loi, qui entraîna une vaste responsabilité civile, basée sur une idée différente de celle admise par le Code, savoir le risque. A côté de toutes les lois qui établissent, dans des cas indiqués, une responsabilité civile, les actes par lesquels une personne peut engager sa responsabilité sont tellement nombreux qu'il eût été impossible au législateur, si parfait fût-il, de pouvoir les spécifier, et en conséquence sanctionner tous, conformément aux règles impératives exigées par une parfaite équité. Ce fut encore le rôle du juge de faire œuvre de justice sociale, en reconnaissant l'existence d'une obligation naturelle, là où le Code était muet. C'est ainsi qu'à l'occasion de l'affaire Marchand, la Cour de Grenoble reconnut la naissance d'une obligation naturelle, par une faute en dehors des textes : « Attendu qu'en agissant comme il l'a fait, il a rempli tout au moins une *obligation de devoir de conscience dérivant d'une faute et d'une véritable infidélité* par lui commise dans sa fonction d'administrateur de la communauté, lesquelles ont pu être et ont été à bon droit considérées par lui (mari) comme génératrices d'une obligation (1). » Cet arrêt donna lieu à pourvoi en Cassation qui confirma la décision de Grenoble.

« Qu'en d'autres termes, Marchand s'est fait un devoir de conscience de réparer le préjudice qu'avait causé à la communauté ses pertes au jeu, *lesquelles constituaient une faute par lui commise qu'il a pu regarder, à bon droit, comme génératrice d'une obligation* (1), »

L'époux Marchand avait joué à la bourse les deniers de la communauté et il avait perdu. A la dissolution de la communauté, pris par des remords, il n'a pas voulu faire participer sa femme aux pertes, en lui restituant complètement sa part. D'après les lois civiles, en perdant l'argent de la communauté, il n'avait pas commis la moindre faute, capable d'engager de quelque manière que ce soit, sa responsabilité civile. Cependant, il avait complètement dédommagé son épouse, et les Cours ont vu là l'acquittement d'une obligation naturelle résultant d'une faute que la loi civile n'a pas sanctionnée, solution d'ailleurs correspondant parfaitement à la notion de justice. Nous sommes ainsi amenés à voir comment, des différents cas qui engagent en principe la responsabilité civile, il peut découler une responsabilité génératrice d'obligation naturelle.

Hypothèse des art. 1382 et 1383. — L'art. 1382 engage la responsabilité civile d'une personne dès que son fait constitue une faute entraînant un dommage. L'art. 1383, plus extensif, engage la responsabilité même si le dommage est causé par la négligence ou par l'im-

prudence. Or, dans ces deux cas, pour qu'il y ait responsabilité, il faut prouver le dommage et la faute. Pour le dommage, c'est plus facile à prouver, mais quant à la faute, il peut arriver dans bon nombre de cas qu'elle ne puisse être prouvée, et alors, aucune obligation civile ne peut naître. Il n'en restera dans cette situation qu'une responsabilité génératrice d'obligation naturelle.

Hypothèse de l'art. 1384. — L'art. 1384 prévoit des cas multiples, en établissant une présomption de faute à la charge de certaines personnes. Cet article établit une responsabilité à la charge d'une personne pour des dommages causés à un tiers, non plus par son fait personnel, mais par le fait d'autrui dont on doit répondre, qui peut néanmoins remonter dans une certaine mesure jusqu'à elle.

L'alinéa 2 pose le principe suivant : « Le père, et la mère après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs, habitant avec eux... » Cette responsabilité cesse si les père et mère prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité. Supposons maintenant que celui des parents qui est civilement responsable réussisse à démontrer qu'il n'a pas pu empêcher le fait qui l'a rendu responsable, alors en vertu de cet article, il se trouve dégagé civilement. Mais la jurisprudence est allée plus loin, et c'est ainsi que les tribunaux ont exonéré les parents de toute responsabilité après avoir éta-

bli qu'ils ont pris toutes les précautions pour empêcher le dommage. Dans l'un et l'autre des cas, il reste quand même à la charge des parents, non pas une obligation civile, mais à tout le moins une obligation naturelle. On pourrait envisager aussi d'autres hypothèses où les père et mère restent tenus à une obligation simplement naturelle. L'art. 1384 dit que la responsabilité ne passe à la mère qu'après le décès du père. Or, il peut arriver que le père, bien que vivant, soit incapable de réparer le dommage causé par son enfant. Le créancier ne peut pas se retourner contre la mère, la loi ne lui donne ce droit qu'en cas de mort du mari. Mais si la mère, par sa propre volonté, répare le dommage, quelle est la nature de cet acte ? Sans doute qu'elle a acquitté une obligation naturelle.

Une autre solution découlant du même article résulterait du fait que l'enfant n'habitant pas chez ses parents, commet un acte dommageable, il fait naître, croyons-nous, à côté de la responsabilité civile à la charge de qui de droit, aussi une responsabilité génératrice d'obligation naturelle, à la charge de ses propres parents, dans le cas par exemple si le débiteur civil est hors d'état d'exécuter son obligation.

L'alinéa 4 de l'art. 1384 établit la responsabilité civile à la charge d'une autre catégorie de personnes en déclarant responsables « les instituteurs et les artisans du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance »,

puis « ils sont exonérés s'ils prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité ». La loi les assimile donc, en ce qui concerne la responsabilité et l'exonération, aux père et mère. S'ils peuvent démontrer qu'ils n'ont pas pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité, ils se trouvent affranchis de toute obligation civile. Ils restent malgré tout, à notre avis, grevés d'une obligation naturelle.

Le troisième alinéa de l'art. 1384 pose le principe que sont responsables « les maîtres et les commettants du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés ». Cette responsabilité est la plus grave de toutes, parce qu'elle engage le maître et commettant d'une manière très large, et en outre ceux-ci ne peuvent en aucune manière s'exonérer en prouvant qu'ils n'ont pas pu empêcher le fait générateur d'obligation. Dans ce cas, il n'y a pas la moindre idée de faute. Mais ils ne sont responsables que pour les faits qui surviennent dans l'exercice des fonctions pour lesquelles avait été choisi le préposé ou domestique.

Le maître et le commettant peuvent s'exonérer s'ils prouvent que le fait s'est passé en dehors des fonctions (1). S'ils peuvent prouver que le fait s'est passé en dehors des fonctions, restent-ils tenus d'une obligation naturelle ? Nous ne le pensons guère. En réalité,

1. S. 1905.1.175 ; S. 1898.2.230.

pourquoi cette obligation subsisterait-elle ? Quel est le motif équitable ?

Supposons qu'un haut employé d'une grande société de Paris, dont les appointements peuvent s'élever à plusieurs milliers de francs par mois, commette un fait délictueux, qui n'a rien à faire avec ses fonctions, au Japon par exemple, quelle serait la notion d'équité qui exige que le commettant soit lié par une obligation naturelle à la victime ? (1). Il y a même quelque peine à comprendre comment l'art. 1384, dans des cas par lui déterminés, peut charger une personne d'une responsabilité découlant d'un fait commis par autrui, et consacrer ainsi un attachement entre personnes, attachement contraire à l'esprit général qui conduit notre société qui est basée principalement sur une indépendance absolue entre individus capables.

Art. 1385. — Est rédigé de la manière suivante :
« Le propriétaire d'un animal, ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé. » Il y a à observer que cet article établit une responsabilité indépendante de la garde, car il dit expressément que la responsabilité ne s'attache pas seulement à la garde de l'animal, c'est ainsi qu'il est responsable quand

1. M. Martin, *op. cit.*, estime qu'il apparaît dans cette situation une obligation naturelle.

L'animal est égaré ou s'est échappé. La jurisprudence (1) supprime cette responsabilité, dans les cas où le propriétaire ou l'usager pourraient prouver qu'ils n'ont pas pu empêcher le fait dommageable, à raison, soit du cas fortuit, soit de la force majeure, ou de la faute de la victime.

Si l'accident est survenu pendant que l'animal était sous la garde, pas de son propriétaire, mais d'un tiers, nous croyons qu'à côté de l'obligation civile qui naît à la charge du gardien ou usager, il apparaît dans certains cas, même à la charge du propriétaire irresponsable civilement, une obligation naturelle. C'est ainsi, selon notre avis, le propriétaire qui aurait réparé le dommage causé par son animal, alors que celui-ci était à l'usage d'autrui, aurait acquitté une obligation naturelle, si le véritable responsable civilement, était hors d'état de le faire.

Nous croyons qu'il est encore équitable de reconnaître une obligation naturelle à la charge du propriétaire, même si l'accident est survenu par la faute sans intention de la victime, ou bien par un cas fortuit ou force majeure. Evidemment, il y a là une question de large appréciation des juges.

Art. 1386. — De cet article, qui engendre, dans des cas spécialement déterminés, une obligation civile, il peut découler, si un des éléments requis manque, une

1. S. 1900.1.453; S. 1897.2.107.

responsabilité capable seulement de faire naître une obligation naturelle. Cet article est le suivant : « Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction. » Pour que la victime ait donc droit à être dédommée, il faut qu'elle prouve que l'accident, la chute du bâtiment, a été causé par un vice de construction, ou par un défaut d'entretien. Si cette preuve ne peut être faite, il n'y aura à la charge du propriétaire qu'une obligation naturelle.

Après avoir étudié comment il peut découler des obligations naturelles, des articles qui établissent une responsabilité civile dans des cas déterminés, il faut mentionner, parmi tant d'autres, *l'obligation naturelle, de réparer le préjudice causé par la séduction.*

La séduction, à elle seule, si elle n'est pas accompagnée des manœuvres ou d'abus d'autorité, ne peut pas engager l'auteur civilement. Mais la jurisprudence a reconnu là une obligation naturelle, qui peut se transformer en obligation civile, dès qu'elle forme l'objet d'un engagement écrit envers la mère, ou en versant à elle une somme pour l'entretien de l'enfant (1).

1. D. 1902. I. 220 ; S. 1902. I. 312.

SOUS-SECTION V. — *Obligations naturelles fondées sur l'idée de « Versio in rem ».*

L'enrichissement injuste aux dépens d'autrui constitue la source la plus abondante des obligations naturelles. En principe, quand on est en présence d'un enrichissement injustement réalisé par une personne, entraînant l'appauvrissement toujours injuste d'une autre personne, il y a alors une obligation civile à la charge de l'enrichi, sanctionnée par la *versio in rem*. Le Code civil ne contient pas une théorie générale, mais ce principe qui domine le droit tout entier, est visé dans de nombreux textes (1).

Il y a, hors les cas prévus par les articles, des hypothèses où l'on est forcé d'admettre l'action en restitution, par l'idée générale qui domine les textes indiqués.

Divers auteurs ont voulu créer des doctrines pour pouvoir le plus possible élargir le domaine de l'action en restitution. C'est ainsi que MM. Aubry et Rau rattachent l'obligation de restituer à la théorie du patrimoine. D'après leur doctrine, à part les actions qui garantissent ses divers éléments, le patrimoine lui-même comme tel, doit être protégé contre les atteintes des tiers, et c'est ainsi que le patrimoine appauvri a l'ac-

1. Art. 548 à 556 ; 570, 571, 594, 1241, 1312, 1864, 1926.

tion de *in rem verso*, par laquelle il se retourne contre le patrimoine enrichi. M. Bartin admet cette doctrine.

Une autre opinion, soutenue par MM. Ripert et Teisseire (1), explique la notion de *in rem verso* par une analogie au principe de la responsabilité. Comme il y a responsabilité d'une personne quand, indépendamment de toute faute, rien que par le seul fait d'une personne, le patrimoine d'autrui se trouve endommagé, c'est ainsi aussi, toutes les fois qu'il se produira un enrichissement indu d'un patrimoine, quelle que soit l'origine de cet enrichissement au détriment d'un autre patrimoine, il y aura *versio in rem*. Cette théorie, d'après certains auteurs, doit être écartée, car elle est trop large, découvre la *versio in rem* partout.

Pour qu'il existe une *versio in rem*, il faut plusieurs conditions : Premièrement, il faut un enrichissement sans cause, la doctrine et la jurisprudence sont dans ce sens (2). Deuxièmement, un enrichissement suivi d'un appauvrissement (3). La jurisprudence est allée jusqu'à admettre l'*in rem verso*, même dans des cas où il n'y avait pas de rapport de causalité entre l'appauvrissement et l'enrichissement (4). Troisièmement, il faut que l'appauvri n'ait d'autre action à faire valoir. Il perd l'action de *in rem verso*, même si, n'ayant plus

1. *Rev. trim. de dr. civ.*, 1904.

2. S. 1907.1.465; S. 1912.1.308.

3. S. 1837.2.330; S. 1893.1.160.

4. S. 1895.2.209.

d'autre action à cette date, il en a eu une, antérieurement, et qu'il a perdue par sa faute.

Les conditions que nous avons énumérées brièvement étant de nature à borner l'action civile de *in rem verso* à des cas particuliers et restreints d'un côté, d'un autre côté l'extrême difficulté qu'il y a à caractériser la *versio in rem*, et les cas très nombreux où tous les éléments ne peuvent être réunis ou prouvés, ne font que nous envisager la manière imparfaite et insuffisante dont fonctionne l'action civile de *in rem verso*. Hors les cas prévus, et hors les conditions requises par la loi, il ne peut résulter à la charge de l'enrichi une obligation civile. Ce fut une conséquence de la réaction provoquée par la satisfaction des règles de l'équité, qu'on admit en doctrine et en jurisprudence, à la charge de l'enrichi, au moins une obligation naturelle. C'est ainsi qu'il s'est présenté devant les tribunaux des cas où les juges n'ont pas pu admettre l'action civile de *in rem verso*, faute d'un des éléments essentiels. Citons des exemples :

Un arrêt du 5 janvier 1901 (1) rejette la demande que des fournisseurs ont faite, contre une personne pour obtenir la valeur vénale des objets que celle-ci a reçu d'une autre personne en cadeau, et qui n'ont pas été payés : « Attendu que celle-ci répond qu'elle ne doit rien parce qu'elle n'a rien commandé elle-même,

1. D. 1904.2.238.

et qu'elle a reçu simplement à titre de cadeau les fournitures qui ont été commandées par le sieur Kolb-Bernard, qui les lui a offertes à titre gracieux. » La Cour a rejeté l'action, parce qu'il n'y avait pas pour la demoiselle N... un enrichissement sans cause. En effet, elle considéra que les éléments principaux, pour que l'action de *in rem verso* puisse exister, n'étaient pas réunis, car, d'après elle, l'intention de donner constituait suffisamment la *cause* de la liberté. Dans cette espèce présente, il faut décider que si, en réalité, la demoiselle N... n'était pas tenue civilement à restituer, dès qu'elle aurait satisfait la demande des fournisseurs, elle n'aurait fait qu'acquitter une obligation naturelle. Il résulte de cet arrêt qu'aucune action civile de *in rem verso* n'est possible, si la première condition que nous avons énumérée, savoir, enrichissement *sans cause*, manque à l'ensemble.

Il n'y a pas d'action civile de *in rem verso* non plus, si la seconde condition, qui est le *rapport entre l'appauvrissement et l'enrichissement*, vient à manquer. C'est ainsi que la Cour de Grenoble s'est prononcée dans un arrêt du 12 août 1836 (1), arrêt d'ailleurs confirmé par la Chambre des requêtes le 6 novembre 1837 (2). Voici le cas : Les sieurs Primard avaient construit une digue pour protéger leurs terres. Or, il se trouva que ces travaux amenèrent une amélioration notable aux

1. S. 1837.2.330.

2. S. 1839.1.160.

voisins et riverains qui n'avaient pas pris part aux dépenses, de sorte qu'il résultait pour eux un enrichissement. La Cour s'est prononcée dans les termes suivants : « Considérant que l'arrêt décide d'une manière générale que les travaux qui ont été entrepris et parachevés sur les fonds des Primard et consort, et dans leur intérêt personnel, et qu'aucun de ces travaux n'a eu lieu sur les fonds de Gerente et consort, et de leur consentement, rejette » leur demande, car la Cour ne voyait aucun rapport de causalité entre l'enrichissement et l'appauvrissement. Il reste, dans ce cas aussi, à décider, toujours conformément à une bonne équité, qu'une obligation naturelle apparaissait quand même. A côté de ces deux conditions qui empêchent la naissance de l'action civile de l'*in rem verso*, il y en a une troisième, l'existence au profit du créancier d'une autre action. Il en est ainsi, même si l'appauvri n'ayant pas actuellement une autre action, en a eu une, mais qu'il a perdu par sa faute. Dans ce cas, il n'existe à la charge du débiteur qu'une simple obligation naturelle.

On peut supposer une situation résultant du fait que l'enrichi a par délit aliéné la valeur dont il s'est trouvé enrichi à un tiers; dans ce cas, la victime, en principe, n'a pas l'action de *in rem verso* contre le dernier acquéreur enrichi, car elle garde une action délictuelle contre le premier enrichi, mais il y aura toujours une obligation naturelle qui va naître (1).

1. M. Martin est dans ce sens, *op. cit.*

Ceci dit, nous avons passé en revue des cas où des obligations naturelles peuvent naître de la théorie de l'enrichissement sans cause. Nous n'avons pas trouvé assez de jurisprudence, et c'est pour cela que nous avons dû nous borner souvent aux simples hypothèses. Toutefois, il n'y a aucun doute que la jurisprudence ne fortifie la doctrine, car il y a des arrêts desquels il ressort clairement son intention de faire découler des obligations naturelles des situations dans lesquelles on trouve largement l'idée d'un enrichissement injuste, une action civile ne pouvant avoir lieu. C'est ainsi que le tribunal de Toulouse, le 26 mai 1908 (1), établit la manière dont une obligation naturelle peut naître d'un enrichissement injuste. Ce jugement décide qu'il y a exécution d'une obligation naturelle, dans le cas où, pour dédommager leur beau-frère qui, se portant adjudicataire sur licitation des immeubles dépendant d'une succession indivise entre ses sœurs et lui, avait été complètement ruiné à la suite d'une procédure de folle enchère, tandis que ses sœurs avaient réalisé un bénéfice considérable de la revente en détail des mêmes immeubles à elles adjudgés sur folle enchère, les maris des deux sœurs ayant consenti à leur beau-frère l'abandon gratuit d'un immeuble.

Dans cette espèce, c'est ainsi que le tribunal s'est

1. S. 1909.2.125.

prononcé : « Attendu que pendant que l'infortuné fol enchéri était depuis son exécution à la barre de la justice aux prises avec l'adversité, les dames de Gualy et de Grosse s'enrichissaient dans des proportions qui dépassaient même le montant des sommes à elles allouées dans le partage, sans compter la métairie de Captrouat, objet du procès actuel, en revendant, par l'intermédiaire de leurs maris, à gros bénéfices et par parcelles, une grande partie des terres qui leur avaient été adjugées. — Attendu que dans cette situation se posait pour les époux de Gualy et de Grosse, la question pressante de savoir, s'ils ne devaient pas au moins en conscience rétablir en partie par un abandon volontaire, l'égalité de partage qui se trouvait rompue. — Attendu que telle est l'unique explication de l'aliénation à titre gratuit qui était octroyée le 25 avril 1879 à Alphonse de Cheverry-Prunet par ses cohéritiers, laquelle était une façon de refaire sur des bases équitables le partage du 5 mai 1873, et constituant dès lors un abandonnement dans ce but, un pacte de famille, l'accomplissement d'un devoir de justice, en un mot l'acquittement d'une obligation naturelle contre laquelle l'art. 1235 C. civ. dénie l'action en répétition, et qui n'est pas au sens juridique du mot une donation. — Attendu qu'en effet si, de la part d'un expropriant, on conçoit lorsqu'il a exécuté ses poursuites jusqu'à la folle enchère, des regrets, un retour de conscience, et, dans un acte gratuit par lui consenti au fol enchéri,

l'accomplissement d'un devoir de justice pour le dédommager du préjudice qu'il lui a causé, on n'y trouve pas le caractère de la donation... »

Il n'est plus nécessaire de dire, après avoir cité cet arrêt, combien est ferme la jurisprudence, lorsqu'il s'agit de reconnaître les obligations naturelles dont l'origine est un enrichissement injuste.

SOUS-SECTION VI. — *Obligations naturelles dérivant des diverses sources.*

Nous avons dit dans ce chapitre même que les obligations naturelles, que la jurisprudence reconnaît au fur et à mesure que la nécessité de satisfaire les lois de l'équité naturelle s'impose, sont tellement nombreuses et d'origines tellement différentes, qu'il serait très hardi d'essayer de les classer d'après des idées directrices. Pourtant, ce classement a été fait d'une manière très savante, mais nous ne l'adoptons pas entièrement, car ce serait, pensons-nous, une sorte de frontière qui résulterait implicitement de ce système, qui va à l'encontre de notre conviction, qui reconnaît, indépendamment de toute considération limitative, des obligations naturelles, là où l'équité sociale l'exige. Nous avons nous-même fait une classification, mais qui, après une réflexion un peu plus profonde, ne nous paraît pas exacte non plus, car une même obligation naturelle, par sa nature ou par ses formes, pourrait faire partie

à la fois de deux ou plusieurs classes. Ainsi, prenons un exemple au hasard : l'obligation naturelle résultant d'une disposition verbale de dernière volonté, peut aussi bien faire partie de la classe où elle est mise, tout en pouvant être fort à sa place parmi les obligations naturelles dérivant d'un enrichissement ou appauvrissement injuste.

On pourrait, en somme, dans presque toutes les obligations naturelles, après une recherche plus profonde, découvrir, ou bien une idée de faute suffisante à engager naturellement la responsabilité, ou l'idée d'un enrichissement et appauvrissement injuste, ayant le même effet.

Nous allons nous attacher quelque peu à un nombre de cas générateurs d'obligations naturelles, que nous avons cru mieux faire de ne pas placer dans les classes sus-indiquées, en raison de leurs natures particulières.

I. — *Dette de jeu et de pari.*

La loi en parle dans trois articles :

L'art. 1965 pose le principe : « La loi n'accorde aucune action pour une dette de jeu ou pour le paiement d'un pari », puis l'art. 1967, toujours d'ordre général, dit : « Dans aucun cas, le perdant ne peut répéter ce qu'il a volontairement payé, à moins qu'il n'y ait eu, de la part du gagnant, dol, supercherie ou escroquerie. » Il y en a encore un troisième, l'art. 1966, qui

admet des exceptions pour les « jeux propres à exercer au fait des armes, les courses à cheval, les courses de chariot... et ceux qui tiennent à l'adresse et à l'exercice du corps... » « Néanmoins, le tribunal peut rejeter la demande, quand la somme lui paraît excessive. »

Avant la loi de 1885, la question se posait aussi pour les marchés à terme, mais cette loi vint les sanctionner en les présumant des ventes sérieuses, présomption qu'on ne peut détruire que par un écrit, constatant la volonté des parties de se borner seulement à un paiement de différence (1). Aux autres opérations de bourse, qui échappent à cette loi, c'est l'ancienne jurisprudence qui s'applique (2).

Revenons sur le jeu et pari en dehors du commerce. Dans l'ancien droit, le jeu était interdit par l'ordonnance de Moulins, de 1566, art. 56, rédigée surtout pour la protection des mineurs, « qui étaient par induction tirés à jeux de hasard auxquels ils ont perdu et consommé leur jeunesse, et comme tels les deniers et biens perdus en tels jeux pourront être répétés par les dits mineurs, leurs père, mère, tuteurs, curateurs, etc... ».

Le Code Michaud (3) dit que les conventions résultant du jeu sont « nulles et de nul effet et déchargées de toutes obligations civiles ou naturelles ».

1. Lyon-Caen et Renault, *Manuel de dr. commercial*, p. 626.

2. D. 1914.1.313.

3. 1629, art. 138.

En parlant des dettes de jeu et pari, Pothier paraît admettre une obligation naturelle (1), car il s'exprime dans ces termes : « Ceux qui ont perdu, en jouant sur la parole des sommes considérables, sont obligés, dans le for de la conscience, de les payer, et celui qui les a gagnées n'est pas obligé de les restituer, pourvu que les quatre conditions... », puis il continue : « Celui qui a gagné en ruinant l'autre devrait restituer ou les employer à des œuvres pieuses; mais cette obligation est de l'espèce de celles que nous avons appelées, en notre *Traité des obligations* n° 1, obligations imparfaites, dont nous ne sommes comptables qu'à Dieu... »

C'est la situation d'avant le Codé. Les travaux préparatoires accusent une autre idée que celle de Pothier : « Où donc est la cause de l'engagement ? On n'en voit aucune ! » s'écriait Portalis (2).

Des art. 1965 et 1967, il résulte que le Code a voulu reconnaître une simple obligation naturelle, car il pose des principes qui forment les caractères essentiels de l'obligation naturelle, savoir : *a*) défaut d'action; *b*) refus de répétition.

Nous croyons qu'il faut voir, découlant des jeux et des paris, ou une obligation illicite, ou bien une obligation civilement valable, et pas du tout une obligation naturelle. C'est, pensons-nous, la solution la plus rigoureusement juridique. En réalité, quel a été le motif

1. *Traité du Contrat du jeu*, n° 55 al. 3 et n° 58.

2. Fenet, t. XIV, pp. 539 et s.

qui détermina le législateur à refuser l'action au créancier ? Ce n'a pu être un autre motif que celui-ci * le législateur a considéré le jeu comme basé sur une idée immorale. Cela résulte en outre de la déduction la plus évidente. Car si cette idée d'immoralité eût été absente de sa pensée, c'est-à-dire s'il avait considéré le jeu comme d'accord avec la morale, alors le législateur lui-même aurait créé une loi immorale, en offrant au débiteur la possibilité de ne pas exécuter un engagement civilement valable. Or, si la loi considère le jeu comme immoral, ainsi qu'il résulte de cette déduction, alors le fait d'avoir reconnu une obligation naturelle comme effet d'une obligation immorale, est contraire à l'esprit du droit en général, et à l'art. 1131 combiné avec 1133 en spécial ; car il est écrit dans ces articles que toutes les obligations contraires aux bonnes mœurs sont illicites, et comme telles ne produisent aucun effet.

Nous croyons que l'idée de Portalis a été dans le même sens, de ne pas créer une obligation naturelle, car, comme nous l'avons dit, il se demandait : « Où est la cause ? On n'en voit aucune ! » Or, l'art. 1131 dit catégoriquement : « l'obligation sans cause... ne peut avoir aucun effet. » Nous pensons donc que dans cette situation comme dans tant d'autres, c'est au juge d'en décider. Il ne peut pas y avoir obligation naturelle, car il n'y a pas d'autre solution possible : ou le juge estime que le jeu ou pari, tel qu'il est en espèce, n'a rien de contraire à la morale, et comme tel, la con-

vention entre parties doit produire tous ses effets civils, ou bien le jeu ou pari est entaché d'un caractère immoral, et alors il n'y a pas plus d'obligation naturelle à l'encontre des art. 1131 et 1133. Dans ce cas, évidemment, la répétition ne sera plus admise à cause de la règle *in pari causa turpitudinis cessat repetitio*.

Il n'y a que de l'art. 1966 qu'une obligation naturelle peut résulter, de la manière suivante : Cet article valide les conventions relatives à certains jeux de nature à développer certaines aptitudes; mais « néanmoins le tribunal peut rejeter la demande, quand la somme lui paraît excessive. » Or, l'écart entre ce qu'on peut avoir stipulé, et ce que le tribunal admet, dans le cas où il réduit, forme l'objet d'une obligation naturelle.

La jurisprudence tend à trouver au jeu un fondement illicite (1), allant jusqu'à refuser aux parieurs dans les courses de chevaux une action contre le pari mutuel (2), consacrant ainsi trop facilement le caractère illicite pour n'importe quel jeu et pari.

D'autre part, quelques arrêts rejettent l'action en répétition des paiements anticipés (3), confirmant par là l'existence d'une obligation naturelle spéciale (4). Dans un arrêt postérieur, elle rejette l'idée d'une obli-

1. S. 1865. 2. 66 ; S. 1882. 1. 166.

2. Trib. civ. Toulouse, 26 mai 1913. *Gaz. Trib.*

3. S. 1892. 1. 601.

4. La cour de Cass. (D. 1870. 1. 258) décide qu'on peut opposer l'exception de jeu au gagnant, même si on a souscrit un billet en reconnaissant une dette de jeu.

gation naturelle, admettant la répétition (arrêt de la Cour de Bordeaux du 12 août 1908) (1), dans un cas relatif à un pari issu de l'affaire Dreyfus.

Une question que nous croyons bon de poser serait de savoir quelle est la nature juridique de l'acte par lequel le gagnant restitue la somme gagnée. Est-ce une donation, ou l'exécution d'une obligation naturelle? Pothier, comme nous l'avons vu, croit qu'à la charge du gagnant reste une obligation imparfaite de restitution. Il faut aller, croyons-nous, plus loin, et décider que, selon les cas, cette obligation peut être même une obligation naturelle, et c'est ainsi qu'un gagnant qui restitue au perdant complètement appauvri le tout, ou une partie seulement de ce qu'il a gagné, ne commet pas une libéralité, mais uniquement un acquittement.

C'est l'équité qui l'exige ainsi.

II. — *Obligations naturelles dérivant d'une rente perpétuelle.*

La question s'est présentée plusieurs fois devant les tribunaux de la manière suivante : Un débiteur prend l'engagement de payer une rente féodale perpétuelle. Cette obligation est nulle civilement, mais il subsiste quand même une obligation naturelle. C'est de la sorte

1. *Gaz. du Palais*, 31 oct. 1908.

que se sont prononcées la Cour de cassation le 3 juillet 1811 (1) et la Cour d'Angers le 21 juillet 1822. On peut trouver dans cette situation une idée d'enrichissement injuste aux dépens du créancier, qui aurait justifié son classement parmi les obligations appartenant à cette catégorie. On aurait pu la classer aussi très justement dans la catégorie des obligations naturelles, survivant à la suite d'une extinction non satisfaisante pour le créancier.

III. — *Obligations naturelles dérivant du cours forcé du papier-monnaie.*

Voici l'hypothèse : Un débiteur devant une somme déterminée peut se libérer en payant le montant en papier-monnaie pour une valeur nominale égale. Mais, puisque la valeur qu'il est tenu légalement de payer n'équivaut pas à la valeur réelle qu'il avait reçue, il paye une somme plus forte. L'écart entre ce qu'il devait civilement payer, et ce qu'il a payé en réalité, constitue l'objet d'une obligation naturelle qu'il a acquittée. La Cour de Grenoble (2) a imposé cette solution, qui, d'ailleurs, satisfait l'équité sociale.

Un arrêt de Colmar (3) reconnaît qu'il survit une obligation naturelle, dans le cas où un débiteur étant

1. S. 1811.1.331; S. 1822.2.30.

2. S. 1810.2.353.

3. S. 1831.2.21.

tenu de servir une rente emphytéotique, le créancier lui permet de diminuer les prestations à raison des retenues d'impôt. Pour le reste, le débiteur restait tenu par une obligation naturelle.

IV. — *Obligations naturelles résultant des services rendus.*

La question présente certaines difficultés à cause des conséquences qu'une prestation peut entraîner selon qu'on la considère comme une pure libéralité ou comme l'exécution d'une obligation naturelle. En fait, si n'importe quel service pouvait engendrer une obligation naturelle, les donateurs, pour détourner les formes de la donation, pourraient alléguer que ce n'est point une donation qu'ils ont faite, mais bien l'exécution d'une obligation naturelle.

La jurisprudence est entraînée par la solution de Pothier, qui distingue parmi les services rendus ceux qui sont appréciables en argent et ceux qui ne le sont pas. Le Code civil, dans son article 909, dit : « Les docteurs en médecine ou en chirurgie, les officiers de santé et les pharmaciens qui auront traité une personne pendant la maladie dont elle meurt, ne pourront profiter des dispositions entre vifs ou testamentaires qu'elle aurait fait en leur faveur pendant le cours de cette maladie », puis il ajoute : « Sont exceptées : 1° les dispositions rénumératoires faites à titre particulier eu

égard aux facultés du disposant et aux services rendus. »

Ce texte nous fait penser que la loi ne considère pas la donation rémunératoire comme une pure libéralité, mais comme une sorte d'acquittement, ce qui lui donnerait le caractère d'une obligation naturelle.

Demolombe estime que le caractère pourrait lui être donné par l'aveu du donateur (1) ce qu'il ne faut pas admettre. La jurisprudence, comme nous l'avons indiqué, fait la distinction entre le service qui peut être apprécié en argent et celui qui ne peut pas l'être (2). S'il s'agit, d'après elle, d'une prestation faite pour récompenser un service appréciable en argent, la prestation a le caractère onéreux, si, au contraire, le service rendu n'est pas appréciable en argent, la prestation est à titre gratuit.

L'arrêt de Riom du 15 février 1894 (3) trace d'une manière décisive la tendance de la jurisprudence : Le devoir de reconnaître et de rémunérer les services rendus ne peut devenir, d'après elle, le fondement d'une obligation naturelle que quand ces services sont de la nature de ceux qui se rendent communément à prix d'argent (4). En conséquence, les services d'autre na-

1. T. XX, n° 49

2. S. 1870.1.214.

3. S. 97.1.234. Dans le même sens, S. 1878.1.291 ; S. 1846.1.502, S. 1849.2.23.

4. Aubry et Rau dans ce sens, t. 4, p. 6 et 7, § 297 et t. 7, p. 379, § 702.

ture ne peuvent être la cause que d'une libéralité, et spécialement d'une donation (1).

Evidemment, la critique de cette solution est facile à faire. Reconnaître l'existence d'une obligation naturelle en faveur d'une personne qui vous a rendu un petit service appréciable en argent, par exemple a été votre mandataire dans une affaire déterminée, et ne pas reconnaître cette même obligation en faveur d'une personne qui a sauvé votre vie en risquant la sienne, c'est une solution qui va contre l'équité la plus élémentaire.

Nous pensons qu'il vaudrait mieux laisser une complète capacité aux tribunaux, qui doivent apprécier chaque espèce à part et souverainement. ~

Y a-t-il pour les compagnies une obligation naturelle de partager les bénéfices avec leur personnel ?

La question peut se poser d'une manière intéressante, vu le grand développement de l'industrie, et le mouvement socialiste qui caractérise notre époque. Au cas où une pareille convention est intervenue entre patron et ouvrier, il y a là obligation civile. Si, au contraire, il n'y a aucune convention, on pourrait distinguer deux hypothèses :

Première hypothèse. — L'ouvrier fournit un travail dont la valeur correspond exactement au salaire reçu. Il n'y a alors aucun devoir, même moral, pour le patron de faire participer l'ouvrier au bénéfice, qui, en somme,

1. Grenoble, S. 1839.2. 259 ; et Aubry et Rau, t. 7, p. 379 § 702; texte et note 3.

ne peut être important, étant donné que la valeur que fournit le patron à l'ouvrier n'est pas sensiblement moindre à la valeur fournie au patron par le travail de l'ouvrier.

Deuxième hypothèse. — Peut se poser surtout pour l'ouvrier payé à l'heure ou à la journée.

Si cet ouvrier, par son zèle, fournit au patron une valeur supérieure à celle qu'il devrait théoriquement fournir pour le salaire qu'il reçoit, on pourrait admettre l'existence d'une obligation naturelle à la charge du patron, dont le fondement serait un service rendu calculable en argent, selon la tendance de la jurisprudence, ou même un enrichissement sans juste cause.

En tout cas, nous estimons, que si le patron a fait participer l'ouvrier de son propre chef aux bénéfices, il ne devrait plus pouvoir répéter, car il s'est acquitté en ce cas d'une obligation naturelle (1).

Au cas où le patron intenterait une action en répétition, les juges auront à s'exprimer sur les rapports des experts.

SECTION III

Effets des obligations naturelles.

Nous n'allons pas nous attarder sur une étude de ce qu'on appelle généralement les effets des obligations

1. Voir *contra* : Pierre Lescot, *La participation ouvrière aux bénéfices*, à Epinac et Blanzv pp. 81.

naturelles. Nous n'allons que mentionner quelles sont les conditions pour que cette obligation puisse fonctionner, et ensuite les effets qu'elle produit.

Pour que nous soyons dans l'hypothèse prévue par l'article 1325, il faut d'abord que l'obligation ait été exécutée et que cette exécution eut été volontaire.

Le sens de l'expression « volontaire » ne doit pas être interprétée à la manière de Massol (1), c'est-à-dire sans dol, fraude ni supercherie (2), mais en pleine connaissance de cause par le débiteur (3). Celui qui voudra répéter, devra donc prouver son erreur (4).

SOUS-SECTION I. — *Quel est l'effet d'une promesse de payer faite par le débiteur au créancier naturel ?*

La jurisprudence a définitivement tranché cette question en déclarant que l'obligation naturelle peut former la cause licite d'un engagement pris par le débiteur, à condition que l'intention de s'obliger ressorte clairement de l'acte. Nous avons rencontré cette question dans un arrêt du 12 mars 1875 (5), à propos d'un concordataire, arrêt qui a donné, selon notre avis, une

1. P. 230 et s.

2. Dans ce sens la législation italienne, *Rev. trim. de dr. civ.*, 1904, p. 647.

3. Dans ce sens Aubry et Rau, Laurent, Baudry-Lacantinerie, Planiol et Capitant.

4. En dr. rom. la répétition était refusée même si le paiement était fait par erreur. Voyez *supra*.

5. S. 1877. 1.9.

solution contraire à la tendance de la jurisprudence. Rappelons l'espèce : Dans une société en nom collectif, un des co-associés, chargé de faire des opérations de bourse, en maniant les fonds d'une manière de nature à engager civilement et pénalement sa responsabilité, avait perdu tout le capital social qui, dans cette espèce, provenait de l'autre associé, le notaire N... Celui-ci, malgré la possibilité qu'il avait de le poursuivre, lui octroya un concordat. Le débiteur, dans des nombreuses lettres, promettait de s'acquitter, dès qu'il viendrait à meilleure fortune. Or, cet événement arriva, et comme le débiteur refusait obstinément d'exécuter sa promesse, le créancier l'actionna en justice. La Cour de Lyon, approuvée par la Cour suprême, décida que, malgré la promesse écrite, le débiteur concordataire continuait à rester tenu, seulement, de son ancienne obligation naturelle. Cette solution nous paraît criticable, d'autant plus que l'intention de s'obliger résultait clairement des lettres.

Nous avons dit, et c'est exact en principe sauf de rares exceptions, que les arrêts en général tendent à transformer l'obligation naturelle en obligation civile, dès que le débiteur naturel a promis clairement de payer. La nature juridique de cette conversion est une novation. La doctrine est du même avis (1). Pothier enseigne lui aussi la même doctrine (2). La juris-

1. Aubry et Rau, t. IV, n° 297, p. 9.

2. *Oblig.*, t. II, n° 554.

prudence est abondante sur cette question. Voici ce qu'en disent les arrêts : « Considérant que l'acte de reconnaissance a transformé en obligation civile l'obligation naturelle qui découlait pour eux des dernières volontés du testateur, irrégulièrement exprimées (1). »

A cette règle, posée par l'ensemble de la jurisprudence, certains arrêts ont fait exception, dès qu'il s'agissait de reconnaître une dette de jeu, décidant que cette reconnaissance, même en termes exprès, n'opérait pas novation (2). MM. Aubry et Rau sont dans la même voie « pourvu, disent-ils, que cette obligation ne soit pas réprouvée par la loi, et que d'un autre côté il ne s'agisse pas d'une dette de jeu ou pari ».

De l'ensemble de la jurisprudence, et de l'opinion presque unanime de la doctrine, il résulte que ni l'une ni l'autre n'admettent la novation d'une pareille dette, ce qui confirme encore ce que nous avons soutenu dans la sous-section consacrée à cette question, savoir, qu'il ne découle pas d'obligation naturelle d'une pareille source. Selon nous, nous estimons que cette solution n'est que juridiquement très équitable en ce qui concerne les conséquences, mais elle devrait être basée sur une autre raison, plus simple, et qui est la suivante : La novation des dettes résultant du jeu doit être refusée, n'ayant pas de raison d'être, car, ou bien le jeu n'avait rien d'immoral, et alors il doit produire une obligation civile avec toutes les conséquences, ou bien il était

1. S. 1904.2.239 ; S. 1872.2.91 ; S. 1873.2.172 ; S. 1875.2.331.

2. Arrêt précité. Voyez Sec. *Dette de Jeu*.

immoral, et alors pas de novation possible, car on ne peut pas nover une obligation illicite.

Pour qu'il y ait une novation d'une obligation naturelle, il faut que l'intention de nover résulte clairement de l'acte, car la novation ne se présume point. La preuve incombe au créancier, qui doit en outre accepter cette novation. C'est du droit commun. Des arrêts, il résulte que faute du refus formel, l'acceptation du créancier doit être présumée. C'est ainsi que s'est prononcée la Cour de Nîmes le 5 décembre 1860 (1) : « Attendu... qu'étant de sa nature une obligation unilatérale, cette promesse n'avait pas besoin, pour être valable, de l'acceptation immédiate de la personne à qui elle était faite, que cette acceptation n'était pas plus nécessaire, que s'il se fût agi d'une obligation souscrite par simple billet. » Il faut ajouter, comme nous l'avons déjà dit, qu'un arrêt a reconnu, quand il y a eu promesse de payer, non seulement une novation, mais même une présomption en faveur du caractère civil de l'obligation (2).

SOUS-SECTION II. — *Cautionnement.*

Les obligations naturelles peuvent être cautionnées. Pothier (3) croyait que l'obligation naturelle d'une femme mariée ne pouvait être l'objet d'un cautionnement, mais il admettait que celle d'un mineur pouvait l'être. Domat était d'un avis contraire, admettant sans

1. S. 1861.2.1.

2. S. 1903.2.34.

3. *Obligations*, n° 194 *in fine*.

distinction, le cautionnement des obligations naturelles. Le Code civil ne suivit pas la doctrine de Pothier, et décida dans son art. 2012, al. 2 : « Qu'on peut néanmoins cautionner une obligation, encore qu'elle pût être annulée par une exception purement personnelle à l'obligé, par exemple dans le cas de minorité. » Ce texte qui est relatif seulement au cautionnement de l'obligation naturelle du mineur doit être généralisé et étendu à tous les incapables (1) et pour toutes les obligations naturelles, n'importe la source. MM. Aubry et Rau écrivent qu'« elles (obligations naturelles) ne peuvent former en général l'objet d'un cautionnement civilement efficace », après avoir admis que l'art. 2012 ne peut s'appliquer qu'à l'incapable seul, comme texte exceptionnel (2).

Ce sont là, d'après la doctrine et la jurisprudence, quelques effets que produisent les obligations naturelles. Paiement, novation et cautionnement. Il n'y a pas lieu de parler de droit de rétention ou de compensation, la doctrine et la jurisprudence sont fermement hostiles à ces effets qui, en somme, ne seraient autre chose qu'une exécution forcée, que la loi n'admet pas.

Nous avons indiqué qu'en droit romain les obligations naturelles pouvaient être opposées en compensation, ce qui prouve qu'au moins dans cette direction, les Romains avaient une idée plus complète sur l'équité.

1. M. Planiol, t. II, p. 120.

2. T. IV, p. 11 et s.

CHAPITRE IV

Le Devoir moral considéré comme notion indépendante

Après avoir dit quelques mots à peine sur les obligations civiles, et après avoir développé la notion de l'obligation naturelle, nous nous attachons à l'étude du devoir moral.

Nous avons mentionné les points essentiels de l'obligation civile, pour pouvoir, par comparaison et par raisonnement, rapprocher les deux obligations civile et naturelle. A la suite de notre analyse, après avoir trouvé par la décomposition de l'action, en action positive et action négative, nous avons pu conclure que la notion de contrainte n'est pas étrangère à l'obligation naturelle. La différence fondamentale entre ces deux espèces, était justement la contrainte. Or, en admettant que la notion de contrainte existe en principe dans cette dernière, qui, tout en étant de la même nature, n'est qu'une fraction de la contrainte en général, nous admettons par ceci même une confusion technique presque complète. Rationnellement et objective-

ment, il n'existe plus de différence, subjectivement il y en a une, imposée par la volonté du législateur. Quelle a été la raison de cette différence ? Est-ce une raison inhérente à la nature juridique de l'obligation naturelle, donc une raison objective ? Est-ce une raison subjective, attachée aux conceptions imparfaites du législateur qui, elles-mêmes, ont été déterminées par des raisons historiques ou sociologiques ?

En nous basant sur la tendance de la jurisprudence, et sur la marche évolutive du droit positif en général, nous pensons que c'est la seconde raison qui a déterminé cette différence.

En assimilant ainsi l'obligation naturelle à l'obligation civile, nous les rangeons ensemble sous l'empire des lois civiles positives. La nature des règles qui leur sont applicables est la même, ce qui confirme notre affirmation, que ces deux sortes d'obligations ne peuvent pas être différenciées par leur nature.

La majorité de la doctrine confond volontairement l'obligation naturelle avec le devoir moral. Elle admet en outre que les obligations naturelles sont régies par le droit positif. Or, en suivant les conséquences, elle doit admettre aussi que les devoirs moraux soient eux-mêmes régis par le droit positif. Ce qui n'est pas exact. S'il est vrai que la loi a imposé civilement certains devoirs qui n'étaient que moraux, il n'est pas moins vrai que par cela même ces devoirs ont changé

immédiatement de nature, se transformant de devoirs moraux en obligations civiles.

Les auteurs qui admettent la confusion de l'obligation naturelle avec le devoir moral, sont entrés dans cette voie, en s'attachant aux effets. L'obligation naturelle, disent-ils, ne produit d'effets que si le débiteur veut s'exécuter, le devoir moral lui aussi ne produit d'effets que si le débiteur le veut bien, donc, si, par leurs effets, ils sont identiques, par leur nature ils le sont aussi. Même si on tenait un pareil raisonnement, il n'est pas toujours vrai que les mêmes effets soient produits par les mêmes causes. Mais, de plus, la nature des effets est toute différente. L'exécution d'une obligation naturelle est un paiement. L'exécution du devoir moral, c'est une donation. C'est unanimement reconnu en doctrine et jurisprudence. Or, si l'on analyse plus profondément, on est amené à conclure que l'effet d'une obligation n'est point l'action, car l'action n'est autre chose que le droit en mouvement, c'est la manière dont le droit doit se mouvoir pour parvenir à l'effet. Toute règle est établie pour produire un effet, toute convention est conclue pour atteindre un effet déterminé, mais qui n'est pas du tout une action. Deux personnes concluent une convention, non pour avoir pour effet une action, mais une satisfaction quelconque, qui est par exemple un paiement (1).

1. Laurent paraît avoir admis dans son tome V, p. 303 la même idée. En réalité il écrit : « Dans notre opinion les devoirs moraux...,

Dans une obligation civile ou naturelle, l'effet, le vrai et le principal, c'est le paiement; c'est pour avoir cet effet que l'obligation a été créée. Pour le devoir moral, l'effet c'est une libéralité.

Donc, ce n'est pas par leurs effets que l'obligation naturelle doit être confondue, comme étant identique au devoir moral? Que leur reste-t-il donc d'identique? C'est la manière de produire cet effet qui ne peut être produit dans l'une et l'autre hypothèse, que volontairement, tant de la part du débiteur naturel que de la part du débiteur moral.

Si l'obligation naturelle tient au droit positif, le devoir moral est du domaine abstrait de la morale pure. Dès que le droit positif étend son empire sur le devoir moral, celui-ci cesse immédiatement d'exister comme tel, et se transforme immédiatement en obligation civile. La différence entre l'obligation naturelle et le devoir moral est tellement grande, que nous croyons une assimilation impossible. Nous allons étudier le devoir moral, et nous devons alors abandonner le terrain juridique, pour entamer un peu celui de la morale. Car le devoir moral, qui est une question de pure conscience, est trop abstrait pour pouvoir être régi par des lois concrètes.

ils peuvent être la cause d'une donation, ils ne peuvent pas l'être d'un contrat à titre onéreux ». Or, si pour Laurent le devoir moral peut être la cause d'une donation, il admet, ce qui est la même chose, que la donation est l'effet direct et principal d'une cause, qui est le devoir moral.

Il ne faut pas conclure que si l'obligation naturelle prend ses sources dans la morale, elle est de la même essence que le devoir moral, car en suivant cette idée, on devrait assimiler l'obligation civile aussi au devoir moral, étant donné que, par principe, elle doit être aussi morale que toutes les autres.

Les Romains ont-ils connu le devoir moral comme indépendant de l'obligation naturelle ?

Nous nous sommes occupé de cette question dans notre chapitre I relatif aux obligations naturelles et devoirs moraux à Rome. Rappelons seulement que la doctrine est presque unanimement d'accord pour reconnaître que les jurisconsultes romains ont fait cette distinction.

Cette distinction fut faite aussi par un bon nombre d'auteurs à travers les temps, comme nous l'avons indiqué dans notre chapitre « Les obligations naturelles et les devoirs moraux dans l'ancien droit français ». Puisque nous sommes amenés ainsi à établir cette distinction même par la force historique, il faut nous attacher un peu à l'étude de la morale, telle qu'elle est conçue par les philosophes.

La morale est, comme son nom l'indique, la science des mœurs (1). Cette définition ne nous paraît pas trop juste. Si on l'acceptait, il faudrait admettre que la

1. Ferrax, *Philosophie du devoir*. Didier, 1869, p. 2.

morale est en fonction des mœurs, alors que c'est tout à fait le contraire, c'est-à-dire que les mœurs doivent être en fonction de la morale. C'est pour cela que nous adoptons plutôt une définition qui résulte de la conception kantienne, où la morale serait un ensemble de lois universelles et nécessaires. « Deux choses remplissent l'âme d'une admiration et d'un respect toujours renaissant et qui s'accroissent à mesure que la pensée y revient plus souvent et s'y applique davantage : Le ciel étoilé au-dessus de nous, la loi morale au dedans (1). »

Cette belle comparaison, qui met en relief la grandeur des lois morales, traduit exactement la conception morale de Kant. C'est un ensemble immense de lois qui gouvernent l'individu idéal, non par sa fin, mais par son principe. Ces lois s'appliquent à tout être raisonnable. « Les lois morales devant s'appliquer à tout être raisonnable en général, doivent être tirées du concept général d'un être raisonnable... et doivent préparer les cœurs à l'accomplissement du plus grand bien possible dans le monde (2). » Ces lois n'étendent leur empire qu'à l'homme et lui imposent de faire son devoir, car « le devoir élève l'homme au-dessus de lui-même en tant qu'il est une partie du monde sensible ». Il faut faire son devoir, le bien, en dehors de tout penchant, car dès qu'il y a un penchant quel-

1. Kant, *Critique de la raison pratique*.

2. Kant, *Fondement de la métaphysique des mœurs*. Trad. Barni, p. 42.

conque, l'action cesse d'être morale, « la majesté du devoir n'a rien à démêler avec la jouissance de la vie, elle a sa loi propre; elle a aussi son tribunal (1). » Pour que l'action soit morale, d'après Kant, toute inclination doit être exclue. Le bienfaiteur qui partage du pain aux pauvres commet une action morale, mais dès que la moindre trace d'un sentiment de vanité intervient, l'action cesse d'être morale en elle-même, quoiqu'elle puisse garder encore ce caractère pour l'extérieur. La loi de la morale pure est en nous, elle ne nous fait aucune promesse ni aucune menace positive, et elle exige de nous un respect désintéressé. Il faut faire des actions morales pour le principe de la morale, qui devient ainsi pour Kant un impératif catégorique, qu'il nomme même « impératif de la morale ». (2) Cet impératif de la morale est un ensemble de lois suprêmes qui s'imposent par leurs principes, sans suivre de but. Toutes ces lois, identiques par leur principe, se fondent dans une seule maxime. « Mais quelle peut être cette loi qui, indépendamment de l'effet attendu, décide la volonté à agir ? C'est le principe « que je dois toujours agir de telle sorte que je puisse vouloir que ma maxime devienne une loi universelle » (3). La loi de la moralité commande (4). Cette loi morale est dépourvue de toute menace et l'autorité extérieure lui est

1. Kant, *Critique de la raison pratique*. Trad. Barni, p. 272.

2. *Fondement de la métaphysique*, p. 46.

3. *Fondement de la métaphysique des mœurs*, p. 26.

4. *Critique de la raison pratique*. Ladrangé, 1863, p. 184.

étrangère. C'est une loi trop impérative pour avoir besoin de sanction, et c'est à juste titre que Vacherot observe : « La loi morale a si peu besoin d'une autorité et d'un principe extérieurs pour devenir impérative, que c'est à elle au contraire que toute volonté, toute puissance, toute nature, même divine, est soumise (1). »

Cette loi morale existe chez tous les peuples. Même, les tribus les plus sauvages ont une morale. « Il n'existe pas de peuples sauvages; dit M. Paul Janet, où ne se rencontrent des germes de moralité... A mesure qu'ils s'éclairent, ils tendent de plus en plus à une seule et même morale, et c'est là, précisément, ce qu'on appelle la civilisation. » Le germe de la morale est partout où il existe un être raisonnable, il est inhérent à la nature humaine, se trouve plus ou moins développé, selon l'état de développement de la société où vit l'individu. La morale change selon les pays et selon les temps, comme le constate Malebranche (2), ainsi que bien des actions qui, dans un pays quelconque, ou dans un temps quelconque, étaient considérées comme morales, sont aujourd'hui prohibées par des lois positives. Ces lois suprêmes qui existent en dehors de toute loi matérielle, étaient déjà connues à Rome et par des sociétés beaucoup plus primitives, et en dehors de toute doctrine chrétienne. C'est ainsi que Cicéron nous dit qu'avant qu'il

1. *Essai de philosophie critique*. Chamerot, 1863, p. 231.

2. *Traité de morale*. Œuvres complètes, p. 405, t. II.

y ait eu à Rome des lois positives, « il y avait en effet une loi naturelle ordonnant les bonnes actions et défendant les crimes, et elle n'a pas commencé à devenir une loi le jour où le texte en a été écrit, mais le jour où elle a pris naissance (1).

Bien avant Cicéron, ces mêmes idées furent exprimées par des poètes (2), et lui-même les emprunte aux stoïciens et à Platon.

Nous n'avons qu'effleuré à peine le devoir moral et décrit un peu comment en tant que dégagé de toute règle positive, il est conçu par les philosophes. De tous, Kant a peut-être la conception la moins métaphysique de la morale, car c'est lui qui l'a le plus attachée à la nature humaine. La morale de Kant, comme nous venons de le voir, se réduit à un ensemble de lois qui ne sont pas indépendantes de la personne, parce qu'elles résident dans la personne même qu'elles gouvernent.

Après avoir exposé les pensées de quelques philosophes qui ont le plus étudié la morale, nous allons l'envisager dans ses rapports avec le droit. Mais avant d'y arriver, nous ne pouvons pas ne pas transcrire un passage d'E. Vacherot qui nous paraît très important.

« Kant, dit-il, ramène tous les devoirs à deux classes : *devoirs de droit et de vertu*. Les uns et les autres sont également obligatoires. Mais les premiers sont tels qu'ils donnent droit de contrainte contre ceux qui les violent,

1. Des lois. Liv. II, chap. IV.

2. Sophocle; *Antigone* vers 457.

tandis que les seconds n'impliquent pas ce droit. J'ai le devoir de respecter la liberté, la vie, la propriété de mon voisin. Mon voisin de son côté a droit à ce respect. Voilà le devoir de droit. J'ai aussi le devoir non moins obligatoire, de secourir, d'aider, d'éclairer mon voisin, mais il n'a point le droit de me contraindre à tous ces actes. Voilà le droit de *vertu*. La première classe seule fait la matière de la législation. La seconde ne peut jamais entrer dans la législation, elle reste dans la morale. Cette distinction des devoirs de droit et des devoirs de vertu, est fondée sur une différence de nature *et non simplement de degré*. Ce n'est point parce que nos devoirs sont plus ou moins imparfaits, qu'ils s'appellent les uns devoirs de droit, les autres devoirs de vertu. Il y a tel devoir de vertu bien plus grave, qu'un devoir de droit formellement prescrit par la loi. Il y a bien autrement de mal à laisser mourir un homme de faim, qu'à voler un morceau de pain dont on a besoin. Le premier devoir n'en est pas moins un devoir de vertu, tandis que le second est un devoir de droit. La loi me punit d'avoir violé la Justice, tandis qu'elle laisse à un autre Juge, Dieu, ou ma conscience, le soin de me punir d'avoir négligé la charité. La distinction de Kant n'est pas seulement très juste en soi, elle a encore le mérite par son caractère de généralité de marquer la vraie limite qui sépare la législation de la morale proprement dite. Sous le nom de devoir de vertu, Kant comprend, outre les devoirs dits de cha-

rité, tous les devoirs de la morale personnelle; sa distinction a donc sur toutes les autres l'avantage de circonscrire par tous les côtés le domaine de la législation dans le domaine plus vaste de la morale. Bentham a dit : « La législation a le même centre, mais non la même circonférence que la morale (1). »

Nous n'insisterons plus sur les doctrines des anciens auteurs, que nous avons exposées dans un chapitre spécial. Ce qui nous paraît plus intéressant à rappeler, c'est que Pothier qui, par son autorité, a eu une grande influence sur la rédaction du Code civil, en a fait, et d'une manière très distincte et très précise, la différence. Il existe pour lui des obligations imparfaites qui sont nos devoirs moraux; il en cite même des exemples. La doctrine postérieure au Code est partagée, les uns admettant, les autres rejetant, cette distinction.

SECTION I

Les devoirs moraux devant les tribunaux.

Des situations où il ne s'agissait que des devoirs moraux, se sont souvent présentées devant les tribunaux. Nous allons en analyser quelques-unes :

Premier exemple. — Un individu fut trouvé couché et mourant par suite d'une congestion cérébrale à 400 mètres du bourg de Bédée par des gendarmes.

1. Vacherot, *Essai de la philosophie critique*. Chamerot, 1863, p. 231.

Accompagnés d'un membre du conseil municipal, ils l'emmenèrent dans la plus proche auberge appartenant à la femme Julien Andrée. Celle-ci se refusa obstinément de le recevoir, pour qu'on puisse lui donner les premiers secours.

D'après tous les principes du droit et de la morale, il n'y avait entre la femme Andrée et le malade qu'un devoir purement d'humanité de lui porter secours. Elle a manqué à son devoir moral. La question passa devant la Cour de cassation qui arrêta : « Attendu... Il suit de là que le tribunal de simple police du canton de Montfort, en jugeant dans l'espèce, où il ne s'agissait que d'un accident individuel, que le refus de la prévenue, *quelque blâmable qu'il soit sous le rapport de l'humanité*, ne tombait pas sous l'application de l'article 475 C. pén. ne fait qu'interpréter sainement cette disposition, rejette... (1). »

De cet arrêt il résulte que la Cour, tout en estimant cette conduite blâmable sous le rapport humain, a considéré qu'elle n'était pas de nature à engendrer aucune sanction positive.

Un autre exemple, dont la solution confirme la première, résulte de l'arrêt de la Cour de cassation du 7 janvier 1859 (2), relatif toujours à un cas voisin. Il est question dans cet article d'un aubergiste qui

1. D. 1853.1.414, affaire Andrée.

2. D. 1859.1.47.

refusa de recevoir dans son établissement un voyageur qui demandait à y loger.

Il a été décidé que ce refus, même si le voyageur est en mesure de payer sa dépense, ne constitue pas une infraction susceptible de sanction par application de l'art. 475 C. pén., lequel ne prévoit que le refus opposé aux réquisitions de services et de secours émanés de l'autorité.

Mais il arriva que la femme Gayte, aubergiste, qui refusa le secours à une femme malade qu'elle avait admise dans l'auberge, fut condamnée à 5 mois de prison et 400 francs d'amende par le tribunal correctionnel de Montbrison, à la suite de la mort de cette femme. Or, donner des soins à n'importe qui n'est qu'un devoir moral, et comme tel en dehors de toute sanction. La peine que le tribunal de Montbrison infligea à l'aubergiste dut être motivée par la Cour suprême de la manière suivante : « Attendu, en droit, et sans qu'il soit besoin d'examiner si un aubergiste est tenu de recevoir dans son auberge toute personne malade, qu'il est vrai cependant de dire que, lorsqu'une personne malade y est admise, le maître du lieu est tenu, soit par lui-même, soit par ses domestiques, de lui donner tous les soins naturels et indispensables que comporte son état; que c'est là un principe d'humanité *qui dérive des obligations que l'aubergiste contracte envers les voyageurs, auxquels il doit assistance et protection.* »

Motivé en ces termes, il n'y a plus de contradiction,

car la peine ne sanctionne pas un devoir moral, mais un manquement à une obligation résultant d'un accord tacite, attachée à l'obligation civile dont l'aubergiste est tenu envers son client de lui fournir assistance et protection.

Du troisième arrêt que nous citons, il résulte que le refus d'une sage-femme d'aider à l'accouchement d'une femme indigente, quelque inhumain et blâmable que soit ce fait, ne constitue ni contravention, ni délit. « Attendu que le refus fait par la demoiselle Pérard, sage-femme de se rendre auprès de la femme Jourdain, indigente, qui réclamait son secours pour l'accoucher, ne rentre, sous aucun rapport, dans la disposition de l'art. 475 C. pén., qu'il n'existe d'ailleurs dans notre législation aucune peine qui puisse être appliquée à un tel refus, tout *inhumain et blâmable qu'il soit*, et que le jugement attaqué, en déclarant qu'il ne constitue point la contravention prévue par ledit article, rejette... (1). »

Un autre arrêt de la Cour d'Orléans du 23 avril 1842 (2) est très intéressant pour la matière. Il est statué sur la question suivante : Un sieur Evrard, ayant reçu gratuitement l'investiture d'un office, promet aux pauvres de la commune de Caen une rente annuelle de mille francs. Quelque temps plus tard, vendant son étude, il cessa le paiement. Le maire fit pratiquer une saisie-arrêt pour garantir des annuités ; mais la

1. S. 1830.1.341.

2. S. 1843.2.383.

Cour, après avoir décidé d'une manière formelle qu'il n'y avait ni *obligation civile* ni *obligation naturelle*, décida : « Que dès lors, cet engagement ne constitue qu'une obligation imparfaite qui intéresse le for intérieur de la délicatesse, mais qui ne peut lier juridiquement. » En réalité, le sieur Evrard n'exécutait qu'un devoir moral envers les pauvres de la commune, devoir que les lois positives sont incapables de sanctionner.

De ces quelques arrêts, il résulte clairement que le devoir moral n'est pas générateur par lui-même d'une sanction quelconque, et que les tribunaux, dès qu'ils reconnaissent l'existence d'un pareil *vinculum*, se déclarent incompetents. En effet, quel est le devoir qui incombe à une personne, même aubergiste, de recevoir chez elle un étranger, voyageur ? Est-ce une obligation positive ? non. C'est un pur devoir moral, inspiré par une idée de pure humanité. La sage-femme qui refuse de prêter aide à une malade manque, elle aussi, au devoir moral, et, comme l'arrêt nous le prouve, il n'y a pas de sanction à lui appliquer, il n'y a que devant sa conscience qu'elle reste responsable, comme c'est toujours par devant sa conscience que doit passer, pour être jugé, le riche qui refuse son obole aux pauvres.

Nous avons dit que le devoir moral n'est pas susceptible par lui-même d'être sanctionné, mais il se trouve des cas où le débiteur moral ayant accompli son devoir moral, par ce fait, se trouve à son tour créancier civil

du bénéficiaire. C'est ainsi que celui qui, pour sauver la vie à son voisin lui prête aide, et se trouve de ce fait endommagé, a droit à une indemnité. C'est ainsi que très justement les tribunaux ont statué (1). L'idée qui a poussé la jurisprudence dans cette voie, est d'un ordre tout différent de celle de notre question. Signalons seulement que le tribunal de commerce (2) de la Seine croit pouvoir décider que celui qui arrête un cheval emballé, fait un acte de gestion d'affaires.

Les quelques arrêts que nous avons mentionnés prouvent que le devoir moral, quoique du domaine de la morale, se présente souvent devant les juges, qui durent le renvoyer devant une juridiction supérieure, qui siège dans « le for intérieur » de l'homme, selon l'expression de la Cour d'Orléans.

Il y a déjà longtemps que les juristes, outrés de l'immoralité du manquement à ces devoirs, réclamaient une sanction positive contre tous ceux qui y manqueraient. Ainsi le chancelier de l'Hospital voulait que la peine ne soit pas applicable seulement à celui qui a fait « l'outrage, l'excès et l'indignité, mais encore, contre tous ceux desquels on aurait réclamé l'aide et le secours et ne se seraient mis en aucun devoir de l'empêcher (3). Ces mêmes idées ont été concrétisées dans un adage de Loisel « qui peut et n'empêche.

1. D. 1857.2.86; S. 1892.2.255.

2. 3 janv. 1900, *Le Droit* du 2 mars 1900.

3. *Traité de Ref. de la just.*, 6^e part., p. 70.

pèche », pour être reprises et enseignées par Joulier : « C'est une sorte de complicité que de ne pas empêcher une action nuisible quand on en a le pouvoir; on doit donc en répondre civilement. »

Quoi qu'il en soit, ni la doctrine moderne, ni la jurisprudence, n'admettent l'intervention de la force, pour contraindre à l'exécution du devoir moral. Dès que cette force intervient, il n'y a plus à parler de devoir moral, mais de devoir civil.

Les exemples où de purs devoirs moraux ont été soumis à des lois régulières, sont assez nombreux. C'est ainsi que la loi sur la protection des animaux contre un traitement trop cruel, ne fait que sanctionner un devoir humain de bonté qu'il faut avoir à l'égard des hommes et des animaux. Ce fondement était déjà aperçu par Kant qui écrivait sur ce sujet : « Quant à la partie vivante de la création qui est dépourvue de raison, il faut dire que le traitement violent et cruel qu'on fait subir aux bêtes, est grandement contraire au devoir de l'homme envers lui-même, puisque, par cette manière d'agir, la sympathie pour leurs souffrances s'émousse en lui, et par conséquent le principe naturel de la sensibilité, si utile pour les autres hommes, s'affaiblit et s'éteint insensiblement... La reconnaissance même pour les services longtemps rendus par un vieux cheval ou un vieux chien, fait indirectement partie du devoir de l'homme considéré dans ses rapports avec les animaux, mais si on l'envisage directement, ce n'est tou-

jours que le devoir de l'homme envers lui-même (1). »

De cette citation, il résulte que l'idée fondamentale qui a dominé la conception de Kant, serait un peu entachée d'égoïsme, car en somme tout se réduit à empêcher que « le principe naturel de la sensibilité, si utile pour les autres hommes, ne s'affaiblisse et ne s'éteigne insensiblement ». C'est la même idée qui motive la loi, et ceci résulte de ce que M. Accarias, conseiller à la Cour de cassation, a dit dans son rapport : « La pensée dirigeante, est que la cruauté envers les animaux engendre la cruauté envers l'homme lui-même, et que le spectacle des mauvais traitements qui leur sont infligés, en même temps qu'il révolte la nature généreuse, développe dans les âmes grossières les instincts de violence et d'inhumanité. » Toujours en est-il que la protection des animaux et leur bon traitement qui, en soi-même, ne pouvait être qu'un devoir moral, devient par la loi une obligation positive susceptible de sanction.

Un autre cas où le législateur a érigé en obligations civiles des devoirs moraux, est l'obligation du capitaine du navire abordeur de prêter assistance, dans la mesure de ses moyens, au navire abordé. La loi du 10 mars 1891, ainsi que les conventions internationales sur l'abordage et assistance en mer du 22 octobre 1910,

1. *Principes métaphysiques de la morale*. Trad. Tissot Lavrault, 1830, p. 118. — Dans le même sens J. Betham : *Principales of morals and legislation*. — Bain, les émotions et la volonté.

ordonnent aux navires des ressortissants de se porter secours mutuellement, et permettent à la législation des Etats signataires de réserver le droit à un salaire (1).

Le cas le plus important est celui de l'assistance publique, qui peut être considéré comme l'exemple le plus caractérisé du devoir moral, qui tend à devenir une obligation civile. C'est à juste titre que M. Planiol écrit (2) : « L'esprit socialiste qui transforme si profondément la civilisation moderne, tend à faire de l'assistance un droit pour l'assisté : la charité tend aussi à se transformer, au moins partiellement, en une obligation véritable, et cette obligation sera non seulement naturelle mais civile, toutefois ceci est encore à l'état futur. »

Ce n'est pas à l'état futur, mais à l'état présent, pouvons-nous ajouter, car est-ce que ces suppléments qu'on paie dans les spectacles ou ailleurs sous le nom de « droit des pauvres » sont autre chose qu'un devoir moral, converti par une loi expresse en une véritable obligation (3) ?

On pourrait citer encore une foule de devoirs moraux devenus par des lois spéciales des obligations civiles, comme par exemple toutes les obligations qui découlent des conventions relatives à la manière de

1. Perreau, *Revue trim.*, p. 507.

2. *Revue critique*, 1913.6.157.

3. Par une loi de guerre, en Roumanie toute lettre missive doit être affranchie, d'un timbre supplémentaire spécial, ayant le même but.

faire la guerre et qui, toutes, prennent leur source dans un sentiment dicté par l'instinct humain.

Tous ces devoirs moraux ont été convertis en de véritables obligations par des lois spéciales et nouvelles. Quelques législations étrangères plus positives ont inscrit dans leurs Codes, des principes d'ordre général. C'est ainsi que le Code civil portugais (1), dans son article 2368, dit : « Quiconque est présent à des agressions de cette nature (cas prévus par l'art. 2367) est tenu de porter secours à la personne attaquée, sans dépasser les limites de la légitime défense, et quiconque ne devant courir aucun risque, s'abstient de s'opposer à ces violences, sera passible de dommages-intérêts. »

Il faut ajouter que la jurisprudence américaine paraît admettre elle aussi cette manière de voir (2).

La législation française ne contient rien de pareil. Tout est laissé à la libre volonté de chaque individu, et à sa conscience. Des lois matérialisent parfois quelques-uns de ces devoirs moraux, mais par cela seul, et immédiatement ils se transforment en obligations civiles, comme nous l'avons déjà dit.

En dehors de ces cas, les tribunaux n'étendent pas leur empire sur les devoirs moraux.

1. Trad. Lepelletier, 1874.

2. Linneham, Y. Sampson, 126. Massachussets. *Rép.*, p. 506.

CHAPITRE V

Quelles sont les conséquences qui en découlent selon qu'on est en présence d'une obligation naturelle ou d'un devoir moral ?

Les conséquences, selon qu'on est dans l'une ou dans l'autre hypothèse, sont tellement variées,¹ qu'il est de toute nécessité que les juges chargés de statuer, prêtent, pour pouvoir les distinguer, la plus complète attention. On pourrait étudier jusqu'aux moindres détails, toutes les différences qui en résultent. Toutes ces différences tiennent à ce que, en exécutant une obligation naturelle, on satisfait une obligation juridique, un contrat à titre onéreux, tandis qu'en satisfaisant un devoir moral, on n'acquitte plus une obligation juridique, mais l'effet qu'on réalise est un acte à titre gratuit, une libéralité. Donc, l'exécution d'une obligation naturelle est un paiement, l'exécution d'un devoir moral, une donation. En droit romain, c'était la même différence, car en termes exprès, on appelait l'exécution du devoir moral, « libéralité » (1).

1. Loi 12, § 3, *Dig. de administ. et periculo*, tut.

La différence entre les conséquences de ces deux notions est très grande, ce qui a fait dire à MM. Aubry et Rau que (1) : « C'est sous ce rapport surtout qu'il importe de séparer nettement les devoirs de pure morale de ceux qui présentent un caractère juridique; et M. Saturnin Vidal a commis, à notre avis, une grave erreur en soutenant que la distinction entre ces deux classes de devoirs ne présente plus, dans notre droit, d'intérêt pratique. »

Passons en revue les principales différences :

1. *Forme*. — L'obligation naturelle s'exécute dans la forme des contrats à titre onéreux, le devoir moral dans la forme des libéralités, à l'exception du don manuel.

2. *Capacité*. — Pour satisfaire à un devoir moral, il faut avoir la capacité de donner, c'est ainsi que les prodigues, tuteurs, sont incapables, mais cette incapacité ne leur est pas applicable dès qu'il s'agit d'acquitter une obligation naturelle. Spécialement, les médecins et autres qu'on leur assimile, ne peuvent pas, en principe, recevoir des libéralités, mais sont capables de recevoir l'acquittement d'une obligation naturelle (2).

3. *Transcription*. — S'il s'agit de transcrire une libé-

1. Ed. V, tome IV, p. 16 en note.

2. Req, 10 déc. 1851 (D. 1852.1.80). Valida un testament qui contenait une libéralité (remise de dette) faite au médecin, qui se trouvait débiteur civil du défunt à la suite d'un achat de terrain qu'il avait fait dans des conditions très onéreuses pour lui, en motivant, que ce n'est que l'exécution d'une obligation naturelle, résultant d'un enrichissement et appauvrissement injustes.

ralité, les formes de l'art. 939 sont applicables, si c'est l'exécution d'une obligation naturelle, c'est la loi du 23 mars 1855 qui s'applique.

4. *L'action paulienne* fonctionne d'une manière sensiblement différente selon qu'on est dans une situation ou dans l'autre. La question s'est posée souvent, lorsqu'il s'agissait de révoquer une constitution de dot. Nous l'avons exposée dans la sous-section s'occupant des obligations naturelles résultant de cette hypothèse. Il faut rappeler seulement que la jurisprudence tranche la controverse en faveur des époux.

5. *Le rapport et la réduction* fonctionnent seulement lorsqu'il s'agit du devoir moral. Pour les obligations naturelles, ces règles sont étrangères. Cette distinction est confirmée aussi par la Cour de cassation (1), dans des termes catégoriques.

6. *Révocation* ni règles de la quotité disponible ne s'appliquent aux obligations naturelles. Pourtant, et bien que l'opinion courante de la doctrine et de la jurisprudence soit, que la constitution de dot, sans acte sous seing privé, est l'exécution d'une obligation naturelle, et comme telle devrait échapper à la révocation, il y a plusieurs arrêts qui révoquent cette constitution, pour survenance d'enfants (2).

7. *Droit fiscal*. — A l'occasion de l'acquittement d'une obligation naturelle, il n'y a pas à payer de droit de

1. Cass., 20 juin. S. 1906.1.81.

2. Req., 7 mars 1911. Gaz. trib., 1911.2.1.81.

mutation gratuite. La jurisprudence est ferme dans cette voie (1), ce qui éleva les protestations du fisc, qui se considérait comme frustré, du fait que toute donation, pour échapper au paiement des droits, était envisagée comme l'exécution d'une obligation naturelle.

Nous avons examiné seulement les principales conséquences qui s'attachent aux deux notions d'obligation naturelle et devoir moral. Ces conséquences sont tellement différentes qu'il faut, comme nous l'avons déjà indiqué, que les juges recherchent scientifiquement et profondément chaque cas en particulier, pour éviter une confusion qui pourrait se produire sur cette recherche.

En résumé, il faut conclure, pensons-nous, d'après ce qui résulte de ces pages, que la distinction entre les obligations naturelles et les devoirs moraux a existé, comme nous l'avons démontré, chez les Romains, que cette distinction a continué d'exister chez beaucoup d'auteurs de l'ancien droit français, comme aussi dans les doctrines des auteurs antérieurs au Code, que le Code n'a nullement entendu confondre ces deux notions, et que la jurisprudence, malgré les termes très variés qu'elle emploie, en fait, au fond, très nettement la distinction, comme il résulte des arrêts que nous avons étudiés, et dont nous ne rappelons que celui de la Cour de Caen du 11 janvier 1888 (2) où il est dit :

1. S. 1815.1.13; D. 1846.3.59; D. 1861.1.17.

2. S. 1890.2.73.

Il n'y a ni *obligation naturelle*, ni *dette d'honneur*. » A côté de celui-ci, l'arrêt de la Cour d'Orléans du 23 avril 1842 précité, met, lui aussi, d'une manière indiscutable, et dans des termes aussi nets que le premier, les obligations naturelles en opposition avec les obligations imparfaites, terminologie que Pothier employait pour dénommer nos devoirs moraux.

Comme MM. Aubry et Rau le constatent eux-mêmes, cette distinction s'impose par la force historique, et par la grande nécessité qui résulte de la grande différence des conséquences.

Il y a des législations étrangères qui admettent la confusion de l'obligation naturelle avec le devoir moral. Nous n'allons ni analyser ces législations, ni les critiquer, nous mentionnons seulement que c'est ainsi qu'il résulte de l'art. 63, al. 2, du Code civil suisse « des obligations ». « Ce qui a été payé pour acquitter une dette prescrite ou pour accomplir un devoir moral, ne peut être répété. » Dans le même sens, le Code civil allemand, art. 814. Les Codes qui ont réglementé d'une manière précise les obligations naturelles sont ceux du Chili, art. 1470, 1472 et 1630, et de la République Argentine, art. 515-518.

CONCLUSION

Nous nous sommes attaché dans la présente thèse à démontrer que la notion de l'obligation naturelle est complètement distincte de celle du devoir moral. Dans les quelques pages qui forment les chapitres I et II nous avons établi que cette distinction s'impose par la force traditionnelle, mais, et c'est beaucoup plus intéressant, cette distinction s'impose surtout après une étude plus approfondie de la jurisprudence.

Nous avons affirmé, en outre, qu'il nous paraît impossible de confondre ces deux notions, considérant les conséquences si profondément différentes qu'elles produisent. Au contraire, nous avons tâché de démontrer que l'obligation naturelle se rapproche par sa nature et par ses éléments (1) tellement de l'obligation civile, qu'il n'y aurait pas d'argument sérieux qui s'opposerait à leur réunion.

Si donc, on ne peut pas faire de différence juri-

1. La capacité de s'obliger est la même pour les obligations civiles que pour les obligations naturelles. Ainsi il a été jugé que même les personnes morales peuvent être tenues à une obligation naturelle (S. 1907.1.482; S. 1911.1.241 note Naquet).

dique, assez précise, entre l'obligation civile et l'obligation naturelle, on doit, par voie de conséquence, conclure qu'il faut les ranger l'une à côté de l'autre, ce qui ne serait nullement contradictoire, car, les mêmes lois leur étant applicables, l'une et l'autre entrent dans le domaine du droit positif. Ainsi ramenés à ce résultat, et sans qu'on puisse contester sérieusement que les devoirs moraux ne soient en dehors des lois positives, il faut conclure que, si l'obligation naturelle, par sa construction juridique, est une obligation positive, le devoir moral, par sa définition même, reste étranger à toute sanction positive, n'obéissant qu'aux seules lois de la morale. Et s'il y a une différence si fondamentale entre l'une et l'autre de ces notions, comment des arguments secondaires, si multiples qu'ils soient, ont-ils pu conduire une partie de la doctrine jusqu'à les assimiler ?

La grosse question qui se pose, et qui serait sujette à controverse, est de savoir à qui il appartient de faire la distinction, et si cette distinction est une question de fait ou de droit. Nous avons exposé notre opinion relativement à cette question. La tendance générale de la jurisprudence est qu'il faut s'en rapporter à l'appréciation du juge. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de cassation du 19 décembre 1860 (2) dit clairement « et lorsque le juge *du fait* affirme en outre qu'elle est... ».

1. S. 1907.1.482; S. 1911.1.241; note Naquet.

2. S. 1861.1.371.

pour se confirmer par un arrêt du 5 mai 1868 (1), relatif à une obligation naturelle qu'une personne reconnaissait avoir contracté envers un établissement, pour des soins donnés à son frère aliéné, « que cette décision fondée sur *l'interprétation souveraine de l'intention* des parties ne peut être révisée par la Cour de cassation.

De ce dernier arrêt, il résulte que la Cour de cassation décide que la question de savoir quand on est en face d'une obligation naturelle, et une question de fait, attachée à l'interprétation de la volonté des parties, et comme telle, la Cour suprême serait incapable de contrôle. Cette opinion, comme nous l'avons indiqué, est soutenue par une bonne partie de la doctrine.

Mais la Cour de cassation ne tarda pas à contredire cet arrêt, par un autre du 1^{er} décembre 1863 (2), où elle se reconnaissait largement le droit de caractériser et de contrôler elle-même les décisions des Cours inférieures, et elle confirma cette opinion dans un arrêt du 20 novembre 1876 (3) où il est dit : « Attendu que si une disposition de dernière volonté purement verbale est nulle de plein droit, elle peut cependant, comme constituant une obligation naturelle, servir de cause à une obligation civile valable. » Si nous ajoutons encore que la Cour de cassation est allée, en cette matière, jusqu'à casser les arrêts des Cours inférieures (4), il

1. S. 1868.1.251 et S. 1861.1.370; S. 1862.1.566; S. 1895.1.129.

2. S. 1864.1.158.

3. S. 1877.1.69.

4. S. 1873.1.29.

faut conclure logiquement que l'appréciation et la distinction ne consistent pas seulement dans une question de fait. C'est au juge qu'il appartient de faire la distinction. Cette distinction est souvent difficile en pratique. Une recherche très approfondie peut être nécessaire pour que le juge puisse décider si en réalité il a devant lui une obligation naturelle ou un devoir moral.

Nous sommes ainsi amenés, par notre conclusion qui consiste à attribuer au juge seul la tâche de constater si dans une telle situation il existe une obligation naturelle, décision qu'il doit donner conformément à l'esprit général du droit, nous sommes amenés à nous poser une grave question qui est celle de l'arbitraire du juge. juge.

Y a-t-il danger à confier au juge une liberté d'action trop large ? Théoriquement, on ne peut pas parler de l'arbitraire des tribunaux. Le tribunal, c'est la justice, et la justice ne peut être arbitraire, car alors elle ne serait plus « la justice ». En fait, le droit de partager cette justice est mis entre les mains d'un être humain susceptible d'erreur, et comme tel il peut survenir des inconvénients de ce fait. Mais l'arbitraire est le complément nécessaire de toute organisation judiciaire. Il n'y a pas de lois, si parfaites qu'elles soient, qui puissent prévoir et résoudre tous les cas qui peuvent surgir en pratique. Prenons un exemple : Nous savons que dans certaines situations, la loi impose au profit de certaines personnes déterminées une pension

alimentaire. Le montant, et l'existence même de cette créance, varient avec l'état et les modifications qui peuvent intervenir dans le patrimoine du créancier ou du débiteur. Qui fixe le montant ? Qui décide s'il y a lieu de reconnaître une pension alimentaire ? Le juge. Son arbitre est nécessaire, il faut qu'il l'emploie selon la bonne justice. Tout ceci est concrétisé dans le passage suivant d'Aristote (1) : « Lors donc que la loi dispose d'une manière toute générale, et que, dans les cas particuliers, il y a quelque chose d'exceptionnel, alors on fait bien, là où le législateur est en défaut, et où il s'est trompé parce qu'il parlait en termes absolus, de redresser et de suppléer son silence, et de prononcer à sa place, comme il prononcerait lui-même, s'il était là, c'est-à-dire, en faisant la loi comme il l'aurait faite s'il avait pu connaître le cas particulier dont il s'agit. »

M. Geny, profondément inspiré de cette doctrine, écrit que, lorsqu'il s'agit de satisfaire la justice et l'utilité sociale, il faut confier au juge cette tâche si la loi n'a pas statué. « Aussi, n'hésiterai-je point, dans le silence ou l'insuffisance des sources formelles, à indiquer comme ligne générale de direction pour le juge celle-ci : qu'il doit former sa décision de droit, d'après

1. **ΘΗΙΚΩΝ. ΝΙΚΟΜΑΚΕΙΩΝ**, lib. V. chap. X (XIX) § 5. Trad. Barthélemy-Saint-Hilaire « Morale d'Aristote, 1856, t. II, p. 184.

les mêmes visées qui seraient celles du législateur, s'il se proposait de régler la question (1).

Voilà donc le grand rôle du juge; et malgré les exagérations qui ont pu être commises et qui ont atteint leur plus grand développement dans les décisions du président Magnaud, il est impossible d'enlever au juge la faculté de statuer dans des cas non prévus par des lois, selon la science, l'équité et la conscience.

Pour terminer, il faut dire *qu'il y a des obligations naturelles partout où la satisfaction de la justice et l'utilité sociale l'exigent*. L'intention du législateur a été probablement la même, car, sans cela, il aurait dressé une liste énumérative des cas où il y a de ces obligations. La jurisprudence est dans la voie qui admet l'extension la plus large. Notre droit civil, dont les règles imparfaites encore, n'ont pas pu empêcher l'évolution rationnelle et philosophique de l'intelligence et du sentiment *du Juste*, a été quelque peu forcé, et une profonde réaction se fit sentir dans la jurisprudence. Ce n'est que la réédition du mouvement qui s'est déroulé pour le droit romain, qui a dû céder lui-même, malgré sa rigidité, aux réformes juridiques nécessaires, aux lacunes des lois civiles. L'esclave, *res*, sans autre valeur que la valeur vénale, n'avait aucune personnalité juridique. Le fils de famille n'avait pas de personnalité juridique non plus.

1. Méthode d'interprét., t. II, p. 77. Même idée. Rap. Merlin *Réper-*

Sous l'influence des idées qui se firent jour, l'esclave, de simple *res*, devint une personne, et, quoique sa personnalité fût extrêmement réduite et embryonnaire, elle existait cependant : il pouvait s'obliger *naturaliter*. De même pour le fils de famille.

Les lois qui prennent source dans la nature des choses se sont imposées, et c'est ainsi que d'une situation où l'idée d'obligation était étrangère, à travers, et par la force du temps, naquirent les obligations naturelles pour suivre la marche logique du mouvement en avant, en se transformant souvent en des obligations civiles. Dans notre droit civil moderne, nous assistons au même mouvement. Elles sont nombreuses les manifestations sur lesquelles on pourrait se baser. L'obligation naturelle n'en est pas moins un stade avant d'arriver à l'obligation civile. Nous prenons l'exemple relatif à la filiation naturelle. Cette filiation ne produisait d'effets que tant qu'elle était établie d'une manière ou d'une autre. Avant le Code, la situation de cet enfant était tantôt plus dure, tantôt moins dure, selon l'esprit qui dominait les temps. L'Eglise et son droit favorisa l'enfant naturel, lorsque le droit révolutionnaire vint poser le principe de l'interdiction de la recherche de paternité, ainsi qu'après plusieurs fluctuations l'article 340 fut voté tel qu'il est aujourd'hui.

Ce fut la situation qui découlait du Code. En face

toire de jurisprud. V. Equité, 5^e éd., t. VI, 1827, p. 222. col. I.; R. von Ihering. *des Zweck in Recht*, t. I, 1893, p. 431.

d'une situation pareille, qui rompait le lien le plus naturel, le lien du sang, qui, plus que tous les autres, devrait produire des obligations réciproques, la jurisprudence réagit. Elle reconnut qu'il existe un rapport juridique générateur d'obligations, se fondant sur l'art. 1382, donc par voie détournée, et ce qui est plus intéressant, elle reconnut qu'en dehors de toute obligation civile, il existe une obligation naturelle résultant du lien du sang. La Cour de cassation, dans un arrêt du 30 juillet 1900, a reconnu l'existence d'une obligation naturelle entre l'auteur et son descendant non reconnu, obligation civile si la reconnaissance avait eu lieu (1).

L'œuvre de la jurisprudence fut grande, car elle reconnut l'existence d'une obligation, là où le Code refusait de la reconnaître, satisfaisant ainsi la justice et l'utilité sociale.

Par cette jurisprudence, le chemin était tracé, et ce chemin aboutit à la loi du 16 novembre 1920, qui proclama la recherche en justice de la paternité hors mariage.

Le domaine des obligations naturelles est très vaste, car il y a des obligations naturelles *partout où la justice et l'utilité sociale imposent un vinculum equitatis entre des personnes, et où le Code et les lois, encore imparfaits, n'ont pas créé un rapport sanctionné*. Cette obligation est aussi complète que toutes les autres en

1. D. 1901.1.502; Dijon, 20 juillet 1904 (D. 1907.2.181).

elle-même, car elle en a tous les éléments. Si elle n'est pas sanctionnée, ce n'est pas à l'imperfection de l'obligation naturelle qu'il faut attacher cette conséquence, mais à l'imperfection du législateur en général, et la preuve en est, que peu à peu il revient sur ses pas, pour sanctionner des obligations naturelles, qui se transforment par cela en obligations civiles. Car, si la société était une société idéale, nulle sanction ne serait nécessaire; toute obligation ne serait donc qu'une obligation naturelle, mais dans notre société actuelle où l'idée de sanction joue un rôle principal dans la satisfaction des devoirs sociaux, toutes les obligations naturelles devraient être sanctionnées, et par suite être englobées dans l'ensemble des obligations civiles. « Car, à quoi servirait d'aller plus loin et d'apprécier la justesse intrinsèque des règles juridiques, si l'on devait, par ailleurs, s'incliner devant les objections de l'anarchisme, et admettre que la forme, véritablement fondée, de la vie sociale, fût un règlement purement volontaire de l'existence en commun, de telle sorte que toute contrainte, pourtant inséparable de la notion de droit, se trouvât *a priori* condamnée ? (1) »

1. François Geng à propos de l'œuvre de Stamimler : *Science et technique en droit privé positif*, p. 142, t. II.

Le Doyen
F. LARNAUDE

Vu : le président de la thèse,
J. HEMARD

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPEL

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY ET RAU. — Cours de droit civ. français, 5^e édition.
AUDIBERT. — Etudes sur l'histoire du droit romain.
BAIN. — Les émotions et la volonté.
BALLEYDIER. — Note au Sirey.
BARTIN. — Cours approfondi de 1916.
BARRAUD. — Les obligations naturelles (Thèse).
BAUDRY ET BARDE. — Des Obligations.
BAUDET. — Essai d'une théorie générale des oblig. nat. Thèse
Paris.
BUENOIR. — Propriété et Contrat.
CICERON. — Des lois.
CAUVET. — Revue de législation.
COLIN ET CAPITANT. — Traité élémentaire de Dr. Civ. fr. et Notes
au Sirey.
COQUERAY. — Revue pratique.
CORBESCO. — Devoirs moraux et obligations légales (Thèse).
CUG. — Institutions Juridiques des romains.
CODES. — Argentin.
Chilien.
Portugais.
Suisse.
D'ARGENTRÉ. — Coutume de Bretagne.
DELVINCOURT. — Droit Civil.
DEMANTE ET COLMET-SANTERRE. — Cours analytique de Code
civil.
DEMOGUE. — Les notions fondamentales du droit privé et Revue
trimestrielle, 1913.
DEMOLOMBE. — Cours de Code civil.
DOMAT. — Les lois civiles dans leur ordre naturel.
DUNOD. — Traité des prescriptions.
DURANTON. — Cours de droit français.
FENET. — Recueil complet des travaux préparatoires du Code
Civil.
FERRAZ. — Philosophie du droit (Didier, 1869).

- GENY FRANÇOIS. — Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif et Science et Technique en droit privé positif.
- GINOULHAC. — Revue bibliographique et critique.
- GIRARD. — Manuel élémentaire de Droit Romain.
- GROTIUS. — Du droit de guerre et de la paix (Trad Barbeyrac).
- HÉMARD. — Note au Sirey, 1905. 2.185.
- HUC. — Commentaire du Code civil.
- KANT. — Critique de la raison pratique ; Critique de la raison pure : Fondement de la métaphysique des mœurs.
- LAURENT. — Principes de droit civil.
- LOISEL. — Institutions coutumières.
- LOCRÉ. — Législation civile, commerciale et criminelle de France.
- MARGADÉ. — Explication théorique et pratique du Code Civil.
- MACHELARD. — Des obligations naturelles en droit romain.
- MASSOL. — De l'obligation naturelle et de l'obligation morale en droit romain et français.
- MOURLON. — Répétitions écrites sur le Code Napoléon (Ed. Demangeat).
- MULENBRANCHE. — Traité de morale.
- NAQUET. — Note au Sirey, 1911.
- OUDOT. — Conscience et science du devoir.
- PERREAU. — Revue trimestrielle dr. civil, 1913.
- PICARD. — Le droit pur.
- PILLET. — Principes de droit international privé.
- PILLETTE. — Revue pratique, 1863 ; du jeu et du pari.
- PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil.
- PONT. — Traité des petits contrats.
- POTHIER. — Des obligations (Ed. Bugnet).
- RIPERT ET TEISSEIRE. — Revue trimestrielle de dr. civil, 1904.
- RODIÈRE. — Journal du Palais. 1861.
- ROUSSILHE. — Traité de droit (Ed. Lacasse).
- SAVIGNY. — System de heutigen Romischen Rechts (trad. Guénoux).
- SCHWAUERT. — Die natural obligationen des Römischen rechts.
- TROPLONG. — Traité de la prescription.
- TOULIER. — Droit civil.
- VACHEROT. — Essais de philosophie critique (Chamerot, 1863).
- VALET. — Cours de droit civil.
- VIDAL. — Revue étrangère.
- VIGIÉ. — Cours de droit civil français.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	
OBLIGATIONS NATURELLES ET DEVOIRS MORAUX COMME NOTIONS INDÉPENDANTES	
CHAPITRE PREMIER	
OBLIGATIONS NATURELLES ET DEVOIRS MORAUX EN DROIT ROMAIN	
Les Romains ont connu ces deux espèces en tant que notions indépendantes l'une de l'autre.....	11
CHAPITRE II	
OBLIGATIONS NATURELLES ET DEVOIRS MORAUX DANS L'ANCIEN DROIT FRANÇAIS	
<i>Section I.</i> — Conceptions des auteurs d'avant code.....	25
Trait caractéristique : Confusion. — Auteurs qui paraissent avoir aperçu cette différence.	
<i>Section II.</i> — Conception des auteurs contemporains et pos- térieurs au code : Controverses doctrinales.....	36
CHAPITRE III	
L'OBLIGATION NATURELLE CONSIDÉRÉE EN ELLE-MÊME	
Etat des textes.....	46
<i>Section I.</i> — Sous section I. — Examen critique de l'expres- sion « obligation naturelle ». — Compatibilité de l'expression « obligation » avec l'idée qu'elle doit exprimer. — La notion de contrainte n'est pas	

absente dans l'obligation naturelle. — Opinion contraire de M. Planiol. — Critique de l'expression « naturelle »..... 52

Sous section II. — Examen critique de la nature de l'obligation naturelle. — Critique de la définition de Pothier. — Problème : qui doit faire la distinction entre l'obligation naturelle et le devoir moral, dans les diverses situations pratiques qui peuvent se présenter devant les tribunaux. — Controverse que soulève la question : Est-ce une question de fait ou de droit ? — Tendance qui se dégage des arrêts de la Cour de cassation. — La vraie nature de l'obligation naturelle résultant de la doctrine de MM. Aubry et Rau et Bufnoir..... 58

Section II. — Sources des obligations naturelles..... 71

Classification de M. Martin d'après quatre idées fondamentales. — Critique qu'on peut apporter à cette classification..... 72

Sous section I. — *Obligations naturelles résultant des conventions qui à raison des vices de capacité ou de forme sont incapables d'engendrer des obligations civiles*..... 76

1. Dispositions testamentaires verbales ou insérées dans un testament..... 80

2. Quid des obligations des enfants qui renoncent à la succession..... 83

3. Diverses situations résultant des Substitutions..... 85

4. Situations résultant des legs avec charge de faire des œuvres de bienfaisance..... 86

5. Obligations naturelles survivant aux donations irrégulières..... 89

6. Quid des autres actes solennels non faits en forme requise..... 90

Sous section II. — *Obligations naturelles qui peuvent dériver des hypothèses voisines des cas où la loi oblige civilement*..... 92

1. Examen des situations où une obligation naturelle peut dériver de l'idée civile d'obligation alimentaire.... 92

2. La constitution de dot, engendre-t-elle l'idée d'obligation naturelle ? — Controverse doctrinale : doctrine

de MM. Hémar, Capitant, Martin. — Notre opinion : double aspect de l'obligation de doter, tantôt comme obligation naturelle, tantôt comme devoir moral...	95
3. De la filiation naturelle non reconnue peut-il résulter des obligations naturelles ?.....	108
Sous section III. — <i>Obligations naturelles dérivant d'un mode d'extinction non satisfaisant pour le créancier.</i>	
1. Obligation naturelle survivant à la prescription.....	110
2. Obligation naturelle survivant à un jugement qui a déchargé injustement le débiteur.....	113
3. La remise d'une dette contenue dans un concordat laisse-t-elle subsister une obligation naturelle?.....	114
Sous section IV. — <i>Obligations naturelles dérivant du principe de Responsabilité</i>	
Examen des hypothèses résultant des articles 1382 et 1383, 1384, 1385, 1386.....	118
Sous section V. — <i>Obligations naturelles fondées sur l'idée de Versio in rem.</i> — Diverses théories. — Etudes des arrêts et leurs tendances	
	125
Sous section VI. — <i>Obligations naturelles dérivant des diverses sources</i>	
	132
1. Dette de Jeu et de Pari. Etat des textes : articles 1965 et 1967. Il ne devrait résulter d'obligation naturelle que de l'article 1966.....	133
2. Obligation naturelle dérivant d'une rente perpétuelle..	138
3. Obligation naturelle dérivant du cours forcé du papier monnaie.....	139
4. Obligation naturelle résultant des services rendus....	140
<i>Section III. — Effets des obligations naturelles : Généralités.</i>	
	143
Sous section I. — Quel est l'effet d'une promesse de payer faite par le débiteur au créancier naturel?..	
	144
Sous section II. — Cautionnement.....	
	147

CHAPITRE IV

LE DEVOIR MORAL CONSIDÉRÉ EN LUI-MÊME, COMME NOTION INDÉPENDANTE

Aperçu philosophique.....	149
<i>Section I. — Les devoirs moraux devant les tribunaux. —</i>	
Etat de la jurisprudence.....	159

CHAPITRE V

QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES QUI EN DÉCOULENT, SELON QU'ON EST EN PRÉSENCE D'UNE OBLIGATION NATURELLE OU D'UN DEVOIR MORAL.....	169
--	-----

<i>Conclusion</i>	174
-------------------------	-----

